

QD 2127*

**PRIÈRE DE NE PAS PLIER LA BROCHURE ET
DE N'EN PAS FORCER LA COUTURE.**

QD 2127
A consulter sur place

RAPPORT

DU

PROCUREUR GÉNÉRAL

DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

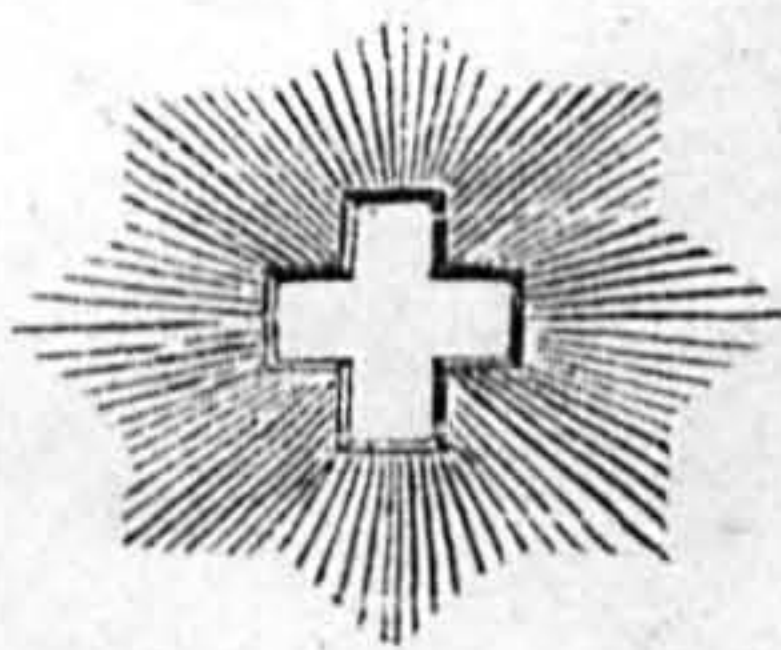
A LA

CHAMBRE D'ACCUSATION FÉDÉRALE

SUR L'INSURRECTION ROYALISTE

DES 2, 3 ET 4 SEPTEMBRE 1856

DANS LE CANTON DE NEUCHÂTEL



NEUCHÂTEL

IMPRIMERIE DE CHARLES LEIDECKER ET A. COMBE

—
1856

LE PROCUREUR GÉNÉRAL

DE LA

Confédération Suisse,

A LA CHAMBRE D'ACCUSATION DU HAUT TRIBUNAL FÉDÉRAL.

Monsieur le Président et Messieurs!

L'enquête instruite à Neuchâtel étant terminée, je m'empresse de vous présenter mon rapport sur l'insurrection royaliste de Messieurs Charles-Frédéric de POURTALES-STEIGER et consorts et les événements qui ont eu lieu à Neuchâtel les 2, 3 et 4 septembre 1856.

Il ne peut pas être question de vous présenter un rapport complet sur tous les détails des événements. Je me bornerai, conformément à l'art. 30 de la loi sur la procédure pénale fédérale du 27 août 1851, à vous transmettre des conclusions motivées sur chacun des inculpés et j'établirai pour ce but deux différentes catégories de prévenus. Je commencerai le récit des événements avec l'auteur principal et le commandant en chef des insurgés, Monsieur Charles-Frédéric de Pourtalès-Steiger.

I

Le comte **Charles - Frédéric de Pourtalès**, allié **de Steiger**, âgé de 57 ans, de Neuchâtel, domicilié à Muri, près de Berne, déclare que le projet de renverser le gouvernement républicain de Neuchâtel pour y substituer le pouvoir du Roi de Prusse existe déjà depuis 1848, mais que le pro-

jet de l'exécution de ce plan remonte à l'été dernier. Il ne veut pas nommer les personnes qui ont formé ce projet, tout en déclarant qu'elles sont domiciliées en Suisse, et qu'il accepte pour sa personne toute la responsabilité de la chose.

Le 21 août 1856, Pourtalès-Steiger fut avisé, par une dépêche télégraphique, que le Prince de Prusse était arrivé à Berlin le 20 août. Il partit immédiatement pour Berlin dans le but de conférer avec le Prince de Prusse, « qui lui aurait toujours témoigné beaucoup de bienveillance et qu'il désirait voir. »

Il l'a vu, d'après les témoignages de plusieurs personnes, ainsi que plusieurs autres sommités et diplomates, comme par exemple Monsieur de Manteuffel, ministre président à la cour du Roi de Prusse. Pourtalès déclare qu'il n'a pas vu le Roi et qu'il n'a reçu de lui ni de personne autre aucun ordre de faire une insurrection à Neuchâtel. Il avoue cependant que son voyage à Berlin avait pour but de s'assurer de l'opinion de quelques personnes sur les affaires de Neuchâtel.

Portalès étant de retour de Berlin le jeudi 28 août 1856, il écrivit le mercredi 27, depuis la Borcarderie (canton de Neuchâtel), à Monsieur Louis-Auguste Humbert, ancien justicier à la Sagne : « *Ma mission à Berlin a réussi au-delà de mes désirs, je viens me mettre avec joie à votre tête* » (pièce n° 12).

Le premier ordre signé de Pourtalès est daté de la Mettlen, campagne près Berne, 29 août 1856. Il est ainsi conçu :

« Le mouvement aura lieu dans la nuit du mardi au mercredi du 2 au 3 septembre. Il sera exécuté simultanément à Neuchâtel et aux Montagnes. Les royalistes de Neuchâtel recevront des ordres particuliers. Les royalistes des Montagnes reçoivent par les présentes mon ordre de se lever en masse. L'autorité royale sera proclamée simultanément à la Sagne, Locle, Brévine et communes environnantes. Les lieux de rendez-vous seront désignés ultérieurement.

(Signé) Le commandant en chef au nom du Roi dans sa principauté de Neuchâtel et Valangin, POURTALES, colonel. »

Portalès traça en même temps le plan de campagne (n° 15), dont nous omettons les détails. Il donna l'ordre de se mettre en route, de faire des arrestations des Conseillers d'Etat et d'autres employés du gouvernement républicain, de s'emparer de l'hôtel de ville du Locle, en criant : Vive le Roi! de prendre le château

de Neuchâtel, de couper les télégraphes, de préparer des estafettes à cheval, de surveiller la frontière bernoise et couper toute communication.

Le coup de main s'opéra selon qu'il avait été projeté, sur le Locle, le 2-3 septembre 1856 à 2 heures et un quart du matin, sur le château de Neuchâtel par une petite troupe d'hommes armés, commandés par le lieutenant-colonel de Meuron-Térisse, qui y pénétrèrent à 3 heures du matin. Pendant qu'ils y arrêtaient le Président du Conseil d'Etat, Monsieur Piaget, et le chancelier, monsieur Aimé Humbert, d'autres bandes en ville s'emparaient à domicile de deux autres membres du Conseil d'Etat et du capitaine de la gendarmerie. Monsieur Jules Matthey, préfet de Neuchâtel, s'échappa par une fenêtre au moment même où quelques insurgés envahissaient avec violence son logis.

Des barricades furent construites en partie au moyen de traverses du chemin de fer.

Une proclamation insurrectionnelle fut imprimée, publiée et affichée. Elle est ainsi conçue :

« Avec Dieu, pour le Roi et la Patrie. Neuchâtelois !

« L'heure de la délivrance a enfin sonné. Que le cri de Vive le Roi soit votre mot de ralliement. Aux armes les fidèles ! Je déclare le territoire de la Principauté en état de siège. Chaque commune pourvoira à l'établissement immédiat d'un comité qui exercera l'autorité au nom du Roi et informera le château de Neuchâtel de son entrée en fonctions. ●

« *Le Commandant en chef :*

« (Signé) Comte FRÉDÉRIC DE POURTALÈS, colonel.

« La Sagne, le 2 septembre 1856. »

Le lieutenant-colonel de Meuron publia de son côté la proclamation suivante :

« Vive le Roi !

« Le drapeau du Roi flotte de nouveau sur le Château de nos princes. Neuchâtelois ! rendons grâces à Dieu !

« A moi les fidèles !

« *Le commandant des trois premiers arrondissements :*

« (Signé) DE MEURON, lieutenant-colonel.

« Château de Neuchâtel, le 3 septembre 1856 »

A 8 heures du matin il publiait le bulletin ci-après :

« Les braves Sagnards, aidés des environniers, sont entrés
« au Locle sans coup férir, à 2 1/4 heures, conduits par le co-
« lonel de Pourtalès, commandant en chef. Sa troupe s'est em-
« parée de l'hôtel de ville aux cris de Vive le Roi ! Ce cri a
« amené les gens du Locle en grand nombre. La gendarmerie
« est désarmée, les arrestations sont faites, les canons sont au
« pouvoir des fidèles. Dans le moment où partait la dépêche,
« arrivait de la Brévine et des environs une colonne de 450
« hommes. »

L'exploit de la nuit fut célébré par une salve d'artillerie.

La *Feuille d'avis*, imprimée par Wolfrath, publiait aussi un appel à l'insurrection.

Pendant la nuit du 2 au 3 septembre, toutes les forces du colonel Pourtalès-Steiger s'étaient dirigées d'un côté sur Neuchâtel sous le commandement du capitaine Paul Fabry, de l'autre sur le Locle sous les ordres du colonel Pourtalès-Steiger, commandant en chef. A 2 1/4 heures du matin, le Locle fut envahi par cette seconde troupe, suivie d'environ 450 hommes de la Brévine, de la Chaux-du-Milieu et des Ponts, et des royalistes du Locle qui étaient dans le complot et sortirent de leurs maisons. Il est à observer que le mouvement insurrectionnel était parti la veille de la Brévine. Il était dirigé par l'ex-maire Matthey-Doret, se disant commissaire du gouvernement du Roi (nommé par le comte de Wesdehlen). Cette troupe royaliste se porta sur l'hôtel de ville aux cris de : « Vive le Roi ! A bas la République ! » Un comité s'installa, les rues furent occupées par des postes armés. Le préfet Gorgerat et le président du tribunal Jeanneret furent arrêtés. Une bande pénétra avec effraction dans le domicile du citoyen Grandjean, qui parvint à s'échapper.

Portalès, accompagné de son aide-de-camp, le lieutenant prussien Bernard de Gélieu (fils d'un pasteur Neuchâtelois) et d'un ancien capitaine anglais, nommé Boscawen Ibbetson et autres, s'empara des canons de l'hôtel de ville, fit arborer le drapeau prussien sur la tour de l'Eglise. On força la poudrière du Col-des-Roches et on jeta dans le ruisseau la provision qu'elle contenait. On envahit aussi le bureau fédéral des péages

et on défendit au receveur d'exercer les fonctions dont il était chargé par la Confédération.

Pendant que cela se passait au Locle, des volontaires républicains de la Chaux-de-Fonds, éveillés par deux citoyens du Locle, se levèrent le 3 septembre, à 5 heures du matin. Des appels aux armes furent affichés. Le major fédéral Girard, ancien conseiller d'Etat, à qui un exprès avait porté à Renan la nouvelle de l'insurrection, accepta le poste de commandant en chef des troupes républicaines des Montagnes.

A l'approche de la colonne républicaine, les insurgés au Locle battirent en retraite. Peu avant, Gustave Jeanneret tua d'un coup de feu une femme inoffensive, madame Bessert, mère de six enfants. Les insurgés évacuèrent le Locle. Le citoyen Eugène Huguenin, président du Grand-Conseil, reprit possession de l'hôtel de ville, et on arrêta l'ex-maire Jeanneret, qui y siégeait en qualité « de commissaire du gouvernement du Roi pour les juridictions du Locle et des Brenets. »

La colonne Pourtalès, en battant en retraite et en coupant au plus court par le chemin de l'Argilat et Entre-deux-Monts, prit la direction de Neuchâtel.

Les républicains occupèrent les vallées de la Chaux-du-Milieu et de la Brévine et surprirent le comité royaliste de la Chaux-du-Milieu qui y siégeait encore à 4 heures de l'après-midi.

Ce n'est que dans la matinée du 3 septembre qu'une manifestation royaliste eut lieu aux Ponts. Un drapeau de la principauté, précédé de deux trompettes, fut promené dans les rues et arboré au clocher. L'ex-maire de la Brévine (Matthey-Doret) y proclama la destitution de la Justice de Paix et le rétablissement de l'ancienne cour de Justice des Ponts. Un gendarme fut désarmé.

Pendant que la colonne républicaine du major Girard marchait du Locle sur Neuchâtel par la Sagne, les Petits-Ponts et La Tourne, à la piste de la troupe de Pourtalès, une nouvelle colonne se formait à la Chaux-de-Fonds pour descendre sur Neuchâtel par le Val-de-Ruz et la route des Gorges-du-Seyon.

A trois heures de l'après-midi, Pourtalès envoyait au colonel de Meuron à Neuchâtel, le billet suivant :

« La Tourne, 3 heures. Je reçois pour la première fois la nou-

« velle de la prise du Château. Inquiet, je descends avec 400
« hommes. Les républicains ont occupé le Locle, puis la Sagne.

« (Signé) POURTALÈS, colonel. »

L'avant-garde de la colonne Pourtalès arriva à 4 heures à l'entrée du village de Peseux, où il y avait un poste de 11 carabiniers de la compagnie n° 14 au service fédéral à Colombier, commandé par le lieutenant Ulysse Humbert-Ramus, de la Chaux-de-Fonds. Humbert, prévenu qu'une colonne royaliste arrivait, sortit avec un caporal et deux hommes pour reconnaître cette troupe. Au cri : Halte ! Qui vive ! il fut répondu par une fusillade qui fit rentrer les carabiniers dans l'auberge des XIII Cantons, d'où Humbert commandait le feu homme par homme. Un des royalistes ayant été tué et trois blessés, la colonne recula d'abord, puis s'avança de nouveau. Le feu continua pendant quelques moments, lorsqu'enfin deux décharges à mitraille eurent lieu successivement. Les carabiniers, dont trois reçurent des blessures, furent désarmés, arrêtés et maltraités et ce n'est qu'aux soins des officiers royalistes Sandoz et Ulysse Roulet qu'ils durent la vie.

Des royalistes ont commis à Peseux de graves violences. Un républicain, Paul Bouvier, fut tué à coups de fusil dans son jardin. Les portes de la maison Bouvier furent brisées et l'intérieur de la maison saccagé. Un certain Claude Roulet tomba frappé d'une balle en se mettant à sa fenêtre.

Le témoin Fritz Paris, horloger à Peseux (pag. 298), qui habite la maison Bouvier, déclare que c'est le colonel Pourtalès qui a désigné la maison Bouvier, en disant que c'était une ancienne maison de républicains, et que c'est lui qui a commandé le feu de la pièce qui se trouvait sur la grande route. La maison Bouvier fut criblée de balles et l'intérieur dévasté.

Entre Peseux et Neuchâtel, quelques coups de feu furent encore échangés entre l'avant-garde royaliste et un poste avancé de la même compagnie de carabiniers N° 14, commandé par le lieutenant Fritz, fils d'Aurèle Sandoz. Une femme, Louise Bon, qui fuyait devant la troupe royaliste, fut blessée dans cette rencontre.

Portalès arriva au Château de Neuchâtel avec sa troupe à la tombée de la nuit en passant par la ville. Arrivé au Château, il

s'occupa du bivouac de sa troupe et de sa nourriture, donna des ordres pour les détails de fournitures, etc.

Les républicains du chef-lieu comprirent qu'il fallait donner l'éveil hors de la ville et établir des relations entre les districts de la campagne. Le préfet Matthey, qui s'était échappé, souleva le Val-de-Ruz et poursuivit sa course dans le district de Boudry. Le commandant David Perret parcourut la route de Colombier jusqu'à Fleurier. L'avocat Lambelet et d'autres donnèrent l'alarme au Val-de-Travers, le citoyen Guillaume Borel à Saint-Blaise, etc. Le préfet de Boudry fit appeler le contingent sous les armes. Le major Henriod prit le commandement du rassemblement de Colombier.

A Fleurier le préfet, appuyé d'une assemblée d'officiers et de membres du grand-conseil, nomma le colonel fédéral Denzler commandant des milices. Denzler organisa le mouvement à Fleurier et partit avec sa colonne (400 hommes) le 3 septembre à midi. Il se joignit au-dessus de Corcelles avec la colonne de Girard (1000 hommes au moins) qui se plaça sous son commandement, ainsi que le rassemblement de Colombier qui était sous les ordres du commandant Perret.

Pendant que les chefs de l'armée républicaine prenaient ainsi leurs dispositions, les chefs royalistes, au Château, parlaient avec les représentants de la Confédération.

Le Conseil fédéral ayant été informé, le 3 septembre pendant la matinée, par dépêche télégraphique, du mouvement royaliste, envoya immédiatement deux commissaires à Neuchâtel, MM. les conseillers fédéraux Fornerod et Frey-Hérosée, qui arrivèrent à 6 heures à Neuchâtel.

Les commissaires fédéraux rédigèrent une proclamation aux citoyens de Neuchâtel, dans laquelle ils leur annonçaient l'intervention de la Confédération pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel, et envoyèrent un message aux chefs des corps armés au Château, en les invitant de la manière la plus pressante à mettre fin au désordre et à l'anarchie, à mettre en liberté les membres du conseil d'Etat de la république et canton de Neuchâtel et à licencier les attroupements armés.

Pourtalès-Steiger délibéra avec quelques chefs royalistes sur la réponse à faire aux commissaires fédéraux. Le conseil insurrectionnel qui siégeait au Château était composé 1° du comte Char-

les-Frédéric de Pourtalès-Steiger, colonel, commandant en chef; 2° comte Louis-Auguste de Pourtalès, allié Sandoz, lieutenant-colonel, frère du précédent; 3° Henri-Frédéric de Meuron-Térisse, lieutenant-colonel; 4° comte George-Frédéric Petitpierre de Wesdehlen, et 5° J.-L. Boscawen Ibbetson, de Londres, ancien capitaine anglais, beau-frère de Pourtalès-Sandoz.

Ce conseil envoya Pourtalès-Sandoz et de Meuron pour porter la réponse aux commissaires fédéraux. Cette réponse était signée à 4 heures du matin par MM. Frédéric de Pourtalès, de Meuron, et Louis de Pourtalès, qui déclaraient :

- 1° Qu'ils mettront en liberté les membres du gouvernement;
- 2° Qu'ils licencieront leurs troupes et demandent quelques heures pour réaliser ce second point;
- 3° Qu'ils demandent, en outre, que personne ne sera poursuivi pour les faits qui viennent de se passer, et que les personnes arrêtées de part et d'autre seront mises en liberté.

A 3 1/4 heures du matin les commissaires répliquèrent par une seconde sommation, dans laquelle ils insistèrent tout particulièrement sur la mise en liberté immédiate des membres du gouvernement, condition première du retour à l'ordre constitutionnel. Quant au délai pour l'exécution de la seconde demande, les commissaires l'accordaient dans ce sens, qu'à 6 heures du matin, au plus tard, le Château serait évacué et que les troupes se rendraient par petits détachements, dans leurs foyers après avoir déposé leurs armes. Quant au troisième point, les commissaires déclarèrent qu'ils n'avaient aucune compétence, qu'ils ne pouvaient aucunement entrer en matière, ni prendre d'engagement.

A cette sommation aucune réponse écrite n'a été faite; mais quelques minutes après 4 heures du matin MM. Louis de Pourtalès et de Meuron se sont rendus chez les commissaires et leur ont déclaré ne pouvoir consentir au désarmement de leur troupe et ne vouloir évacuer le Château qu'en armes. Les commissaires les invitèrent de nouveau à s'exécuter le plus promptement possible, en les rendant attentifs aux conséquences de tout retard. Mais Louis de Pourtalès et de Meuron rompirent la conférence en se réservant de prendre toutes les mesures qu'ils jugeraient convenables, et se retirèrent.

Après leur arrivée au Château, Pourtalès-Steiger se rendit

avec son frère au Donjon du Château, et vit, sur la route de France, s'avancer la colonne républicaine. Dans ce moment un artilleur allait mettre, sans ordre, le feu à une pièce de douze chargée à mitraille et pointée contre la colonne. Pourtalès-Sandoz s'élança sur lui pour lui arracher sa mèche, et Pourtalès-Steiger renvoya, à ce qu'il dit, tous ces hommes du Donjon (pag. 848). Venant sur la terrasse du Château, il dit avoir donné l'ordre à ses troupes de se retirer derrière l'Eglise, leur disant qu'on ne se défendrait pas, vu qu'on était en pourparlers avec les commissaires fédéraux.

En attendant, la colonne républicaine, commandée par le colonel Denzler, s'avance. L'avant-garde, commandée par le major fédéral Ami Girard, s'avança avec ses deux canons contre le jardin du Prince, où il y avait un abattis formé au moyen d'arbres coupés. Un feu de tirailleurs fut ouvert contre un poste royaliste, qui se trouvait à cent pas derrière l'abattis. Un détachement de chasseurs escalada le mur du jardin et enfonça une porte qui y conduisit. L'avant-garde s'avança principalement par la route qui conduit au Château, une autre partie par le jardin du Prince. L'entrée en ville, près de l'ancienne tour des Prisons, était occupée par un poste d'insurgés. Ici s'engagea des deux côtés un feu d'infanterie bien nourri, dans lequel le poste royaliste lâcha pied. Les assaillants pénétrèrent dans la rue du Château, et la fusillade recommença au pied de la terrasse qui était garnie de traverses de chemin de fer et occupée par les insurgés. Une barrière avec une porte à deux battants, fermée au moyen d'une poutre transversale, était élevée au travers de la route. Des deux côtés étaient des embrasures par lesquelles passaient les gueules des canons chargés à mitraille. L'aile gauche de l'avant-garde avait traversé, en attendant, le jardin du Prince, franchi le petit pont qui conduit au jardin supérieur du Donjon et fait replier les postes qui s'y trouvaient.

Pendant cette fusillade, le colonel Pourtalès-Steiger fit un drapeau parlementaire, en prenant sur une table à manger une petite nappe qui, ayant été attachée à une baguette de fusil, fut élevée par Pourtalès au-dessus de la barrière, et il envoya un officier comme parlementaire. Dès que le major fédéral Girard aperçut le drapeau blanc, il fit cesser le feu et cria : Parlementaire, avancez ! Celui-ci répondit : « Le château ne se dé-

« fendra plus, nos chefs ont f.... le camp! » Sur cela Girard commanda : Soldats, en avant! le Château est à nous!

Pour expliquer cette réponse du parlementaire, il faut ajouter que la dernière dépêche des commissaires fédéraux aux chefs royalistes a été échangée par un officier royaliste, Charles Jacottet, qui dit que, quoique les conditions des commissaires parussent très-dures, M. de Pourtalès-Steiger engagea les officiers à les accepter, en cherchant à obtenir seulement que garantie de vie fût accordée au sortir du Château, ce qui fut accepté (à une ou deux voix près), que MM. de Pourtalès-Sandoz et de Meuron-Térisse furent chargés d'aller régler les conditions définitives, et que, dès ce moment aussi, quelques officiers se crurent au bénéfice d'une capitulation. Nous avons déjà raconté plus haut, que les délégués royalistes avaient rompu la conférence avec les commissaires, en se réservant toutes les mesures qu'ils jugeraient convenables. Pourtalès-Sandoz a quitté le Château peu (deux minutes à ce qu'il dit) avant la prise, par une porte de derrière. De Meuron déclare qu'étant retourné la seconde fois auprès des commissaires fédéraux et revenu ensuite au Château, il était déjà jour et il fut singulièrement surpris (pag. 805) de ne plus rencontrer que des gens désarmés et des tas de capotes; qu'ensuite il a été entraîné par la foule de soldats désarmés qui sortaient du Château (par derrière), et s'est rendu alors au bord du lac, où il a pris un bateau avec M. Pourtalès-Sandoz pour s'échapper.

Cela explique la réponse du parlementaire aux assaillants. Girard franchit avec l'aile droite de l'avant-garde la barricade et se trouva à l'intérieur derrière les pièces chargées à mitraille. Pourtalès-Steiger cria, à ce qu'il dit (p. 815) : « On ne se défend pas, » mais il ne fut pas entendu. L'aile gauche de l'avant-garde suivant la ligne d'opérations, arriva sur la terrasse de l'Eglise, où elle tira contre les insurgés qui se repliaient vers la grande cour du Château; (l'aile gauche n'a pu voir le drapeau blanc).

« En face de la barrière, dit le rapport du colonel Denzler, en face de deux canons chargés à mitraille et après les actes de brigandage commis par les insurgés au Crêt du Locle et à Peseux, il était impossible au major Girard d'entrer en pourparlers avec le parlementaire. Le commandant Billon, envoyé

pour soutenir l'avant-garde, ne sachant rien de ce qui s'était passé et croyant que l'avant-garde donnait l'assaut, poussa également son infanterie dans le camp des insurgés. A peine la colonne Billon avait-elle franchi la barrière, que la colonne Perret arrivait aussi au Château. Les insurgés refoulés et pressés de toutes parts contre le portail du Château, se précipitèrent dans la cour et y jetèrent leurs armes et équipements. Plus de deux cents s'échappèrent avant et pendant l'attaque. De ce nombre était le lieutenant prussien de Gélieu. 534 restèrent prisonniers et furent détenus au temple du Château; 48 autres personnes compromises furent enfermées dans les prisons du Château et dans la salle du Grand-Conseil, et de ce nombre plusieurs des principaux chefs de l'insurrection, 8 cadavres furent trouvés sur la terrasse du Château. Le cadavre d'un noyé, appartenant à la troupe royaliste, fut trouvé au bord du lac. 26 soldats royalistes furent blessés à la prise du Château, 3 d'entre eux (de ce nombre, le capitaine Paul Fabry) succombèrent à leurs blessures. Ce fut, d'après le rapport du commandant Girard, dans le moment où le gros des troupes républicaines arrivait au Château, que quelques soldats républicains exaspérés, comme ils avaient le droit de l'être, manifestèrent l'intention de se livrer à des actes de violence contre un ennemi qui n'était plus alors en état de se défendre. » Le colonel Denzler et le major Girard intervinrent énergiquement pour prévenir des actes regrettables.

Ce fut aussi dans ce moment que le colonel Pourtalès-Steiger fut blessé à la tête d'un coup de sabre et à la cuisse d'un coup de bayonnette, et que le capitaine Fabry reçut sa blessure mortelle. Pourtalès-Steiger et les autres prisonniers de guerre furent protégés dans ce moment par le colonel Denzler et un sergent-major républicain, nommé Adolphe Dubois.

Immédiatement après la prise du Château, on remit en liberté les quatre conseillers d'Etat, le capitaine de gendarmerie, et les carabiniers faits prisonniers près de Peseux.

Ce fut à 6 heures du matin que les commissaires fédéraux se transportèrent au Château ainsi que le Procureur général qui, arrivé pendant la nuit, se mit immédiatement à l'œuvre et chargea le juge d'instruction d'introduire l'enquête conformément à la décision du Conseil fédéral du 4 septembre 1856.

Les commissaires pourvurent, de concert avec le Gouvernement de Neuchâtel, à la réintégration de l'ordre légal. La prompt arrivée des troupes fédérales permit de licencier une partie des troupes cantonales neuchâteloises.

Avant de terminer notre récit sur l'activité du comte Charles-Frédéric de Pourtalès-Steiger, exposé dans lequel nous avons donné en même temps un tableau général des événements des 2, 3 et 4 septembre, nous nous permettrons d'ajouter encore quelques détails sur les antécédents de ce commandant en chef des royalistes neuchâtelois. Le comte Charles-Frédéric de Pourtalès-Steiger, second fils de M. Louis de Pourtalès, ancien président du Conseil d'Etat de la ci-devant Principauté de Neuchâtel, n'a jamais eu dans son canton que des fonctions militaires. Il a pris une grande part à la répression du mouvement républicain de 1831 et 1832. (Voir Guinand, fragments neuchâtelois, etc.) Dès lors, il a commandé plusieurs fois en chef les milices neuchâteloises, à Colombier et au camp de Tronoue. En 1848 il était à la tête des affaires militaires du canton, en qualité de colonel inspecteur. Peu après la révolution, il quitta définitivement Neuchâtel et vint se fixer à sa campagne de la Mettlen près de Berne.

II.

Henri-Frédéric de Meuron, allié Térissse, âgé de 54 ans, fils de Henri, de Neuchâtel, ancien lieutenant-colonel, domicilié à Neuchâtel, s'est emparé du Château, comme nous l'avons déjà raconté. Il déclare qu'il a été convenu à la Mettlen, le 31 août 1856, entre lui et M. Pourtalès-Steiger, que le mouvement aurait lieu, ou plutôt, cela lui a été notifié. Cependant il en a parlé déjà dix jours avant le 30 août au major Bovet, au capitaine Reiff et à d'autres personnes qu'il ne veut pas nommer.

Pour s'emparer du Château, il s'était rendu près du Vauseyon sur un chemin de dévestiture entre Neuchâtel et Peseux. Là sont arrivés des hommes du Val-de-Ruz, puis un détachement de la Sagne commandé par le capitaine Fabry. De là ils ont marché sur le Château. Arrivés devant la porte, un seul coup avec une grande pièce de bois a suffi pour l'ouvrir. De Meuron donna l'ordre d'arrêter les gendarmes et le concierge.

Il arrêta lui-même M. Alexis Piaget, président du Conseil d'Etat, et d'autres, M. Aimé Humbert, chancelier d'Etat.

Une fois que le Château fut pris, il arbora les drapeaux prussiens (noir et blanc) sur les tours du Château et publia la proclamation et le bulletin mentionnés ci-dessus (p. 6 et 7). Il écrivit une autre proclamation qui cependant n'a pas été publiée et qui était ainsi conçue :

« La république n'est plus ! L'étranger l'avait apportée, elle
« n'avait pas de racines dans le sol. S. M. le Roi est informé du
« succès qu'ont obtenu ses fidèles sujets. Un commissaire royal ne
« tardera pas à arriver. Déjà toutes les grandes puissances ont
« été avisées de l'événement arrivé à Neuchâtel, et vont, de
« concert avec la Confédération suisse, régler le sort de Neu-
« châtel. »

A la demande, pourquoi cette pièce n'a pas été imprimée, de Meuron répondit : « Parce que je n'ai pas cru pouvoir dire ce qu'elle contenait » (p. 642).

Il résulte clairement des correspondances écrites et reçues par M. de Meuron depuis 1852, qu'il désirait un changement politique dans le canton de Neuchâtel (pièces n° 22, 25, 50, 145, 146, 147, 195, 196, 206, 192, 193, 194, 179), ce qu'il reconnaît ouvertement.

Dans la nuit du 3 au 4 septembre, de Meuron siégeait au Château comme membre du Conseil avec les deux Pourtalès, Wesdehlen et Ibbetson (p. 646). Il donna plusieurs ordres, par exemple, pour construire les barricades, pour pourvoir à l'alimentation de la troupe, pour faire imprimer les proclamations (581), pour se faire délivrer les exemplaires du journal *l'Indépendant*, déposés à la poste (n° 173). Un des insurgés, Edouard Schorpp, déclare que M. de Meuron lui a dit au Château que le Roi était consentant et que la Confédération consentait aussi à la chose (221).

Les circonstances de sa fuite avec M. Pourtalès-Sandoz seront racontées plus tard.

Quant à ses antécédents, nous ajouterons, que M. H.-F. de Meuron a passé sa jeunesse au service étranger. Depuis il a souvent commandé les milices neuchâteloises en qualité de lieutenant-colonel, à Thoune et à Colombier. Fort aimé des soldats, il avait acquis une grande popularité, et c'est à cette popularité

qu'il dut d'être nommé en 1840 banneret de la bourgeoisie de Neuchâtel, en quelle qualité il était à la tête de la bourgeoisie de Neuchâtel lorsque le Roi de Prusse visita ce pays en 1842.

III

Georges-Frédéric Petitpierre, comte **de Wesdehlen**, fils de Jean-Frédéric, âgé de 65 ans, de Neuchâtel et Valangin, rentier à Neuchâtel, avoue avoir travaillé à ce qu'on appelle la Restauration, depuis le 4^{er} mars 1848.

« Cette pensée, dit-il, m'a occupé continuellement ; j'ai considéré les droits de notre prince comme sacrés, nos obligations envers lui et envers ce pays devant être scrupuleusement respectées. »

Il déclare que la volonté royale n'a jamais délié les Neuchâtelois de leurs serments, qu'ils devaient donc les respecter, et lorsqu'en 1848 la « révolution » a éclaté, il a considéré cet acte comme un fait malheureux pour le pays. C'est sous l'influence de ces idées que dans tous ses rapports avec les personnes qui partageaient ses opinions politiques, il leur a sans cesse représenté la conviction que le pays devait faire un effort pour rétablir l'ancien ordre de choses. Wesdehlen avoue avoir aussi travaillé dans ce but, par ses conversations et correspondances, et dans quelques occasions, avoir cherché à faire adopter ses vues à cet égard à l'étranger. En 1852 il a fait des démarches dans ce but, en engageant d'autres personnes à prendre part à des pourparlers qui ont eu lieu à Nancy.

Au mois de juin 1856, Wesdehlen était à Berlin où il s'est occupé de la question de Neuchâtel.

A la suite de son retour en Suisse (20 juin), des pourparlers eurent lieu avec M. de Pourtalès-Steiger à Neuchâtel et à la Mettlen, où le jour de l'insurrection fut décidé. Depuis le 20 juin jusqu'à l'époque de l'insurrection, Wesdehlen fut trois fois dans les Montagnes de Neuchâtel pour la préparer ; la dernière fois, le 2 septembre, où il s'est entendu avec M. de Pourtalès sur les opérations insurrectionnelles. Il a signé des ordres, dans le but de pourvoir à l'administration civile dans les endroits où le mouvement aurait lieu, a désigné plusieurs personnes pour prendre en main l'administration civile dans leurs localités respectives après que le mouvement y aurait éclaté. Il nomma

Messieurs Jeanneret, ancien maire des Brenets et Matthey-Doret, ancien maire de la Brévine, commissaires du Roi pour le Locle, les Brenets, la Brévine, etc. En général, les directions qu'il a données étaient de rétablir les institutions comme elles étaient avant 1848.

Wesdehlen ne veut pas s'expliquer si, lors de son voyage à Berlin, il a reçu des assurances favorables à la réalisation de ses projets. Ce fait ressort cependant de plusieurs correspondances (n^{os} 1, 2, 42). Wesdehlen convient que, pendant son séjour à Berlin, il a été en correspondance avec beaucoup de ses amis, et qu'étant à Berlin, il n'a pas négligé de s'occuper de la « restauration » de Neuchâtel, qu'il a souvent vu M. Rodolphe de Sydow (ministre plénipotentiaire du Roi de Prusse près la Confédération), et que toutes les fois qu'il a vu M. de Sydow, celui-ci lui aurait communiqué quelque travail ou correspondance sur la question de Neuchâtel, entre autres un mémorial présenté au Roi. Wesdehlen convient aussi qu'il a été très-satisfait de son voyage à Berlin (p. 696). Le 5 juillet 1856, il adressa une lettre au professeur Perret-Gentil : « J'attends « toujours — dit-il — dans un avenir *peu éloigné* l'accomplissement des espérances que j'ai conçues durant mon voyage. » Il reconnaît même qu'un commissaire avait été désigné par le Roi de Prusse pour venir à Neuchâtel, dans le cas où le mouvement aurait réussi, que pendant son séjour à Berlin, il n'en a point été question, mais que, depuis son retour, il a su qu'un diplomate avait été désigné pour ce but dans la personne de M. de Savigny (chargé d'affaires de Prusse à Carlsruhe).

Wesdehlen reconnaît aussi que, pendant son dernier séjour à Berlin, il a vu le *Prince royal*, comme plus tard l'a vu aussi le colonel Pourtalès. Sur la question, s'il a parlé au Prince du désir des royalistes de rentrer sous la domination du Roi, Wesdehlen déclare qu'il ne peut pas répondre à cette question (p. 825). Aussi convient-il qu'il a détruit toutes les pièces et correspondances relatives au mouvement, avant qu'on opérât dans sa maison une visite domiciliaire.

Il ressort, en effet, de l'enquête, que Wesdehlen était le chef diplomatique des royalistes et qu'il entretenait toujours des relations avec la camarilla de Berlin et M. de Sydow.

Il écrivit même au Château, le 3 septembre, à une Excellence

(probablement M. de Sydow) une lettre dont on a saisi le projet ou la copie. Cette lettre était destinée à être remise à Sydow par le Prussien comte Bernard de la Schulenburg-Altenhausen (Bernhard graf von der Schulenburg-Altenhausen, königlich preussische Landrath), originaire de Erxleben, district de Magdebourg. Le comte de la Schulenburg était au château de Neuchâtel dans la nuit du 2 au 3 septembre, la nuit même de la prise du Château, en société des insurgés. Dans les papiers de Pourtalès-Steiger on a trouvé une carte de visite et un bon pour dix louis d'or, signé par Schulenburg. Il est probable que Schulenburg était un envoyé prussien, quoique Pourtalès-Steiger ne veuille pas savoir s'il s'est mêlé à l'insurrection ou non.

Dans ladite lettre, *Wesdehlen* communique à Sydow la prise du Château et peint la situation fâcheuse des royalistes. Il appelle les troupes républicaines des « *insurgés*, » et les membres du Conseil d'Etat arrêtés « *gouvernement révolutionnaire*. »

Avant de continuer le récit concernant *Wesdehlen*, nous profiterons de l'occasion où nous parlons de M. de Sydow, pour jeter un coup d'œil sur l'activité politique de ce diplomate et la connexité entre l'insurrection royaliste et la diplomatie prussienne. La lettre de *Wesdehlen*, écrite immédiatement après la prise du Château, aura une importance plus grande, quand on connaîtra Sydow.

Il est évident que M. Rodolphe de Sydow, ministre plénipotentiaire du Roi de Prusse près la Confédération Suisse a, depuis des années, fait son possible pour encourager les royalistes de Neuchâtel dans leurs desseins. L'insurrection de Septembre 1856 n'est que l'exécution d'un plan qui existait depuis 1848, dans les têtes d'une société de quelques personnes, connue sous la dénomination de « *cabinet noir*. » *Wesdehlen* était à la tête du cabinet noir dont lui-même, de Meuron, les ministres du St.-Evangile Guillebert et Perret-Gentil, les anciens maires Matthey-Doret et Jeanneret, l'ancien justicier Humbert et M. Perregaux étaient les membres les plus actifs. Sydow a toujours entretenu des correspondances très-suivies avec quelques chefs du parti royaliste, et surtout avec les membres du cabinet noir. Le cabinet noir était le centre des soi-disant abstentionnistes, c'est-à-dire, des royalistes qui s'abstenaient et refusaient de prêter serment à la République.

Sydow a aussi favorisé autant qu'il pouvait l'idée de la « restauration » depuis 1850. En voici la preuve :

a) Le 1^{er} janvier 1850, Sydow remercie les royalistes des Montagnes du cadeau qu'ils lui avaient fait d'une montre. « En « aimant la Principauté — dit-il — et ses habitants fidèles et en « faisant mon possible pour vous *sauvegarder* avant le premier « mars et *pour abréger votre épreuve actuelle*, j'ai suivi l'exemple « et les instructions *de votre Prince chéri*, qui n'oubliera jamais « les cœurs d'or de Neuchâtel. »

b) Le 2 janvier 1850, M. Favarger, chancelier de la Principauté de Neuchâtel, résidant à Berlin (le roi de Prusse a toujours gardé un chancelier de la Principauté, même sous le régime du gouvernement républicain,) écrivit au royaliste Jules Dubois :

« Nous devons tous reconnaître que si nous obtenons enfin « notre *délivrance des chaînes du honteux esclavage* sous lequel « nous gémissons, *Monsieur de Sydow aura eu sa bonne part* dans « cette œuvre de salut. *Nous eussions vainement cherché dans « toute la diplomatie prussienne, un homme plus dévoué à nos « intérêts*, et quand je réfléchis, je ne puis pas ne pas voir une « action directe de la Providence dans celle qu'a exercée le re- « présentant du Roi en Suisse, le premier de tous ceux qui y « ont été depuis nombre d'années qui nous ait montré de l'in- « térêt. » (Pièce 243.)

c) Le 20 janvier 1853, M. de Sydow répond à l'adresse des royalistes présentée au Roi de Prusse le 1^{er} janvier 1853. (Wesdehlen était toujours à la tête de ces adresses) :

« Le Roi, notre auguste souverain, — écrit Sydow — a reçu « les adresses dans lesquelles, *malgré les menaces de la révolu- « tion*, vous lui avez présenté vos vœux pour le nouvel-an.

« La prolongation de vos souffrances afflige le roi d'autant « plus qu'il reconnaît avec vous, *que chaque jour ajouté à la « durée de l'usurpation en augmente considérablement les effets « pernicieux*. S. M. est pourtant convaincue que la cause de la « justice triomphera de tout obstacle à Neuchâtel et qu'elle « verra la *Principauté rendue à son souverain*. » Cette lettre est signée de Sydow, en sa qualité officielle : « *Le Ministre du Roi « près la Confédération helvétique*. »

d) Le 17 janvier 1854, M. de Sydow répond de nouveau aux

royalistes signataires d'une adresse de nouvel-an au Roi de Prusse :

« Dieu soit avec vous, Messieurs, et avec votre pays auquel Il
« veuille bientôt rendre toute la prospérité qu'il possédait avant
« le 1^{er} Mars et dont l'interruption est déjà beaucoup trop longue
« pour tous ceux qui aiment la Principauté. »

Le 19 juin 1854, M. de Sydow répondit aux royalistes signataires d'adresses pour la fête du 14 juin 1854 : « Vos lettres sont
« d'autant plus précieuses à leurs Altesses Royales qu'elles ont
« été écrites *malgré la longue durée de vos souffrances* et malgré
« les obstacles, que l'*usurpation* oppose à tout hommage pareil.
« En vous exprimant, Messieurs, leurs remerciements les plus
« sincères, le Prince et la Princesse de Prusse forment des vœux
« fervents pour vous, *afin que la délivrance vienne bientôt*, etc. »

f) Le 9 janvier 1855, Sydow répondit de nouveau aux signataires des adresses du nouvel-an : « Je ne puis m'acquitter de
« cet ordre gracieux de notre Prince qu'en priant Dieu, qu'il
« veuille combler la Principauté de ses bénédictions les plus précieuses et accélère le moment où le retour de votre ancienne
« prospérité vous fera oublier vos souffrances actuelles. »

g) Le 12 mars 1856, Sydow répond à une adresse de félicitation des royalistes Neuchâtelois au sujet des fiançailles de la princesse Louise de Prusse avec le grand-duc de Baden :

« Monseigneur le Prince de Prusse se réjouit avec vous de savoir
« la résidence future de Madame la Princesse Louise à la proximité de votre cher pays et se plaît à y trouver un bon augeure. » !! (n^o 37.)

h) Le 16 avril 1856, Sydow écrivit au professeur Perret-Gentil :

« Que notre Dieu veuille bénir chaque démarche tendant à
« profiter du moment actuel, mais qu'il nous donne aussi d'accepter patiemment les épreuves par lesquelles Il voudrait nous
« faire passer avant la fin heureuse de cette crise. » (n^o 44.)

i) Au mois de mai 1856, Sydow écrivit une longue lettre politique sur la question de Neuchâtel à M. Perret-Gentil. Il parle du prince de Prusse, en disant :

« C'est un excellent Prince, dont les idées sur Neuchâtel n'ont

« *pas varié.* » Il exhorte les royalistes en citant la sentence de St-Augustin : « Priez comme si vous ne pouviez rien, agissez comme si vous pouviez tout. » Il leur donne le conseil de profiter de toute occasion « pour se rappeler au Roi en prenant garde « pourtant d'ennuyer et en cherchant toujours à dire quelque « chose de nouveau. »

Sydow continue : « Si la Suisse ne se range pas à son devoir, « je ne puis conseiller autre chose, sinon, que S. M. qui peut « disposer d'une si forte armée, *menace de la force et l'emploie* « *au besoin.* Les royalistes conservent bonne espérance, parce « qu'ils ont foi à la parole du Roi qui leur a dit qu'il ne les « abandonnerait jamais. Quant à l'armée, elle a toujours voulu « qu'on reprît Neuchâtel. Il n'est pas douteux qu'en reprenant « Neuchâtel la Prusse n'améliore son attitude en Europe, etc. »

Sydow, après avoir parlé de la Chaux-de-Fonds, etc., décide la question si les ecclésiastiques devaient aussi s'occuper de politique, de la manière suivante : « On dit que les ecclésiastiques ne doivent s'occuper que de ce qui est éternel, mais la « fidélité est aussi quelque chose d'éternel. »

k) Nous avons déjà dit qu'au mois de juin 1856, le comte de *Wesdehlen* était à Berlin pour s'y occuper de l'affaire de Neuchâtel. C'était le 20 juin 1856 que le doyen Guillebert, un des insurgés, écrivit à un autre insurgé, le professeur Perret-Gentil, auquel il annonça qu'il avait reçu hier (le 19 juin) une lettre de notre ami S. (Sydow), qui aurait reçu le même jour (19 juin) des nouvelles de Berlin. « *Le Roi, écrit Sydow, conserve l'espoir de* « *faire en automne ce qu'il ne peut faire à présent.* Quant à nos « rapports il va sans dire que *je ne discontinue pas de battre le* « *fer pendant qu'il est chaud. Espérons ! endurons ! etc.* »

Il ne faut pas oublier que cette lettre de Sydow a été écrite 11 semaines seulement avant que le mouvement des royalistes éclatât à Neuchâtel et, en effet, il paraît qu'on a fait « *en automne*, ce qu'on ne pouvait pas faire au mois de juin 1856. »

Tel était le diplomate avec lequel le comte de *Wesdehlen* était en relation et qui « toutes les fois que *Wesdehlen* l'a vu, lui « aurait communiqué quelque travail ou correspondance sur la « question de Neuchâtel. » Tel était l'homme auquel *Wesdehlen* écrivit la dernière fois encore, le 3 septembre 1856, depuis le

château de Neuchâtel, immédiatement après la prise, en confiant la lettre à un agent prussien, le comte de la Schulenburg-Altenhausen.

Le voyage de Wesdehlen à Berlin et son séjour dans cette résidence au mois de juin 1856, la lettre de Sydow du 19 juin, et le voyage du comte Pourtalès-Steiger à Berlin immédiatement avant l'insurrection, sont autant d'indices que le mouvement royaliste de septembre n'a pas eu lieu sans l'assentiment de la cour de Berlin et sans l'encouragement peut-être de la part du Ministère prussien. — Auguste de Montmollin, dans son interrogatoire du 1^{er} octobre, reconnaît lui-même que M. de Wesdehlen était revenu de Berlin avec de grandes espérances, que d'après ce que Wesdehlen lui confia, « *le Roi n'avait pas voulu donner d'ordres, mais qu'il verrait le mouvement avec plaisir.* » Montmollin ajoute que M. de Pourtalès lui a aussi parlé de son voyage à Berlin, en lui communiquant « que les personnes qu'il avait vues lui avaient donné de grandes espérances, et que même la Confédération ne bougera pas. » Parmi les personnes que Pourtalès a vues à Berlin, il nomme aussi le ministre président de *Manteuffel*, ce que Pourtalès lui aurait confié lui-même. Sur la question quelle a été l'opinion émise par M. de Manteuffel, Montmollin répond : « Ce qui me reste, c'est que d'après ce que Monsieur de Manteuffel avait dit à Monsieur Pourtalès, celui-ci croyait que l'affaire réussirait. »

Un autre indice que le cabinet de Berlin, et spécialement le roi de Prusse, ne paraît pas être tout à fait hors de cause, se trouve aussi dans une lettre que Bernard de Gélieu (l'officier qui, en uniforme prussien, fonctionnait comme aide-de-camp de Pourtalès-Steiger les 2 et 3 septembre,) a écrit le 27 août à Louis-Auguste Humbert, ancien justicier à la Sagne : « Encore quelques minutes de patience ! — écrit-il — *le Roi veut que nous agissions !* Au revoir bientôt, mais pas d'imprudences ! »

« Le Roi veut que nous agissions ? » On comprendra pourquoi le commandant en chef Pourtalès osait signer ses ordres et ses proclamations « *au nom du Roi.* » On comprendra pourquoi Wesdehlen osait nommer des commissaires *du gouvernement du Roi*, et pourquoi M. de Savigny devait arriver en Suisse comme commissaire du Roi, pourquoi enfin on osait arborer les drapeaux prussiens et mettre au bras des brassards noirs et blancs.

Nous ajouterons ici que M. de Savigny, chargé d'affaires de Prusse à Carlsruhe, était, en effet, à Berne quelques jours après les événements de septembre. Il est arrivé à Berne le 6 septembre, à 10 heures du matin par Bienne, et on trouve encore son nom sur la liste des étrangers du « Tagblatt » de Berne le 8, 9 et 10 septembre.

Pour en revenir au récit relatif à l'activité de M. de Wesdehlen, nous ajouterons que Wesdehlen était le chef politique de l'insurrection, tandis que Pourtalès-Steiger en était le chef militaire. Pourtalès-Steiger lui-même déclare dans son interrogatoire du 7 octobre, qu'il n'a chargé M. de Wesdehlen de rien, attendu qu'il le considérait plutôt comme son supérieur au point de *vue civil*, tandis que lui (Portalès) s'occupait du militaire. Nous avons déjà dit qu'au Château Wesdehlen faisait partie du conseil. Au moment de la prise du Château Wesdehlen était dans la salle. Lorsqu'il vit la colonne des républicains se précipiter dans la cour du Château, « en frappant de gauche et de droite » (à ce qu'il dit), Wesdehlen jugea prudent de laisser passer la première exaspération, et monta avec M. Pourtalès-Steiger l'escalier qui conduit au galetas du Château, où bientôt il furent rejoints par des soldats républicains. Un officier donna l'ordre au sergent-major Dubois de conduire Wesdehlen, Pourtalès-Steiger, les capitaines Fabry et Reiff aux prisons, et ce fut en y descendant que Pourtalès, Reiff et Fabry furent blessés. Wesdehlen, étant en habit bourgeois, ne fut point blessé ; il n'a reçu que quelques coups. Wesdehlen reconnaît qu'il a été protégé par le colonel Denzler qui, s'étant mis à la tête d'une escorte suffisante, fit remonter Wesdehlen et Pourtalès dans la grande salle du Château.

Avant de terminer notre récit concernant le comte de Wesdehlen, nous nous permettrons d'y ajouter encore quelques détails sur ses antécédents : Georges-Frédéric Petitpierre a passé sa jeunesse au service de la Prusse dans la carrière diplomatique. Il est décoré de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse (ainsi que Pourtalès et plusieurs autres prévenus), de celui de Léopold d'Autriche, de ceux de St-Maurice et de St-Lazare de Savoie. Il fut créé en 1832 comte de Wesdehlen à l'occasion de son mariage avec la comtesse de Waldbourg-Truchsess, parente de la maison royale de Prusse, et fille d'un ministre de Prusse auprès de la cour de Turin, le comte Louis-Frédéric de Waldbourg-

Truchsess, (décédé à Turin le 18 août 1844). La même année (1832) il fut nommé conseiller d'Etat ordinaire dans la ci-devant Principauté de Neuchâtel et président du département de l'intérieur. Lorsqu'en 1833, le gouvernement royaliste voulut séparer le canton de Neuchâtel de la Confédération suisse, il se mit dans ce but en correspondance avec la diplomatie, et envoya même des députés à Berlin; Wesdehlen joua un rôle très-actif dans les démarches faites à cette occasion. Il fut député à la Diète en 1833.

A la révolution républicaine de 1848, Wesdehlen fut détenu au Château pendant 6 semaines avec la plupart de ses collègues, par les ordres du gouvernement provisoire. Il s'est retiré dès lors dans la vie privée, mais il passait pour être le chef du « cabinet noir. » Au mois de juillet 1848, il partit pour la Prusse, et fut reçu à la cour, avec laquelle il était en relation, d'après les notes écrites dans son journal. Le 24 mars 1851 il eut une audience chez le Prince de Prusse à Coblenz. Le 20 août 1851 il était à la tête de 65 Neuchâtelois, qui reçurent alors une audience du roi de Prusse à Bade-Bade. C'est à lui que le Roi et le Prince de Prusse ont envoyé le 14 et le 25 janvier leurs portraits pour ceux qui ont fait le voyage de Baden ou le pèlerinage de Hechingen. Lors des élections au grand-conseil de 1852, Wesdehlen fit imprimer un petit écrit pour engager les royalistes à s'abstenir de ces élections.

En 1855, Wesdehlen a marié une de ses filles avec le prince Annibal Simonetti à Ancône. Son fils Hermann est sous-lieutenant à la suite d'un bataillon des tirailleurs de la garde du Roi de Prusse. Son fils Louis-Frédéric, aussi prévenu est, selon ce qu'il dit, référendaire près le tribunal de Berlin.

Enq. pag. 669, 592, 824, 826.

IV

Le comte Louis Auguste de Pourtalès, allié **Sandoz**, âgé de 60 ans, de Neuchâtel, domicilié à Neuchâtel, frère du colonel Charles-Frédéric de Pourtalès-Steiger, déclare que ce n'est que le 28 août que M. de Meuron, lieutenant-colonel, lui a communiqué la première fois le projet de l'insurrection, que son frère Charles-Frédéric, ne lui en a jamais parlé, attendu qu'il ne l'a revu que lorsqu'il est arrivé au Château avec sa

troupe, que du reste il a été tenu à l'écart de tout comité. Il résulterait — dit-il — de ses conversations avec M. de Meuron, sur le voyage de Pourtalès-Steiger à Berlin, que son frère répugnait beaucoup à se mettre à la tête de ce mouvement, mais qu'il y a été *entraîné par ses amis*.

Portalès-Sandoz avoue avoir parlé à Portalès-Pury, son cousin, la veille du mouvement, et que c'est avec son cousin qu'il est venu en ville à 2 heures du soir.

Après avoir passé une nuit inquiète, à ce qu'il raconte, il entendit des cris en ville, et comprit que le Château était pris. Il monta au Château sans armes et resta jusque vers 7 ou 8 heures du matin, où il descendit pour déjeuner. Il remonta, et descendit de nouveau pour s'occuper du télégraphe, qui était interrompu. Il a télégraphié ce même jour à sa belle-sœur M^{me} Portalès-Steiger et à M. Victor de Tschann que l'affaire avait réussi. Il remonta de nouveau un peu avant l'arrivée de la colonne, et n'en sortit plus que pendant la nuit pour se rendre à l'hôtel des Alpes auprès des commissaires fédéraux, en compagnie de M. de Meuron.

Portalès-Sandoz a pris part aux délibérations au Château, comme membre du conseil; il a proposé de faire une trouée à travers les républicains pour ne pas être pris « comme dans une souricière. » C'est Portalès-Sandoz qui a rédigé la réponse aux commissaires fédéraux, acte qui était signé de Portalès-Steiger, de Meuron et de Portalès-Sandoz. Sur la question, s'il a donné l'ordre au major Bovet d'arrêter le préfet de Neuchâtel le 3 septembre, il déclare qu'il n'a pas donné d'ordre direct à M. Bovet, mais qu'il fut question de l'arrestation du préfet, et que Bovet ne voulant pas aller, on envoya seulement quelques soldats.

Peu avant la prise du Château, ayant été prévenu que les républicains montaient, Portalès-Sandoz prit deux serviettes et dit à son frère, que c'était le moment d'envoyer des parlementaires, ce que Portalès-Steiger fit. Nous avons déjà raconté (page 14) que dans le moment où un artilleur allait mettre le feu à une pièce chargée à mitraille, Portalès-Sandoz s'élança sur lui pour lui arracher la mèche. Portalès-Sandoz partit du Château quelques minutes avant la prise, par la porte de derrière. Il trouva M. de Meuron sur la promenade, et vingt mi-

nutes après la prise, tous les deux s'enfuirent en bateau au-delà du lac. Ils furent poursuivis par un autre petit bateau. Après avoir lutté pendant longtemps contre les vagues, ils arrivèrent d'abord à Cudrefin, d'où ils se rembarquèrent pour Portalban. Là ils furent arrêtés par un gendarme auquel Pourtalès offrit une somme d'argent pour le laisser en liberté. Ils furent conduits à Estavayer. Le lendemain, le procureur-général donna l'ordre au préfet de Neuchâtel de se transporter à Estavayer afin de s'assurer des personnes de ces prévenus et de se mettre, à cet effet, en rapport avec l'autorité militaire. Le préfet Matthey exécuta cet ordre avec les ménagements nécessaires le 5 septembre.

M. Pourtalès-Sandoz interrogé sur la connexité entre l'insurrection royaliste et la diplomatie prussienne, avoue aussi qu'un commissaire du Roi, M. de Savigny, devait venir assez promptement en Suisse, que c'est à la fin du mois d'août qu'il en a entendu parler, mais qu'il ne peut pas révéler les circonstances de la nomination de M. de Savigny, « parce qu'on comprendra » — dit-il — que tout ce qui touche Berlin est d'une nature délicate. » Pourtalès-Sandoz déclare aussi que les royalistes ont lieu de croire que le ministre président de Prusse, M. de Manteuffel, était bien disposé pour eux.

Quant aux antécédents de M. Pourtalès-Sandoz, ils sont très-honorables. Le comte Louis-Auguste de Pourtalès, le fils aîné de M. Louis de Pourtalès, ancien président du conseil d'Etat, et gendre de M. Sandoz-Rollin, a été avant 1834 maire de Cortaillod. Il n'a jamais eu de rôle politique, et n'a jamais fait partie du cabinet noir. Ses fonctions administratives depuis 1832 se sont bornées à la présidence du département militaire dont il a été chargé pendant peu de temps. Il était lieutenant colonel d'artillerie.

Portalès-Sandoz est très-instruit, surtout en mathématiques et un grand travailleur. Il était avant 1848 un membre très-actif de la commission d'éducation et de la chambre de charité de la ville de Neuchâtel, il était aussi depuis 1846 membre de la société d'Emulation patriotique, et assistait depuis longtemps son père dans la direction de l'hôpital-Portalès à Neuchâtel. Après la révolution de 1848, il se retira complètement du monde, pour vivre au sein de sa famille, partageant son temps

entre de hautes études mathématiques (il a publié un livre sur les quantités négatives), et la direction de l'hôpital, dont il devint président en 1849, après la mort de son père. Un des fils de M. Pourtalès-Sandoz est au service de Prusse.

Enq. pag. 607, 664, 665, 723, 802.

V

J. L. Boscawen Ibbetson, âgé de 57 ans, de Londres, ancien capitaine au service anglais, domicilié près de Londres, beau-frère de M. L. A. de Pourtalès-Sandoz, était le cinquième membre du conseil insurrectionnel, qui siégeait au Château les 2 et 3 septembre 1856.

Ibbetson avoue que ce n'est pas la première fois qu'il est intervenu dans les affaires politiques de Neuchâtel, qu'il a déjà pris part aux affaires de 1831, parce qu'alors (1831) son beau-père, M. Sandoz-Rollin était président du conseil d'Etat (Voir Guinand, fragments neuchâtelois). Peu de temps avant le mouvement, Ibbetson a reçu à Londres une lettre sans signature, qui lui annonçait que la « restauration » devait avoir lieu, et c'est en suite de cette lettre qu'il est venu se mettre sous les ordres du colonel Pourtalès. Le lundi (1 septembre) il a couché à Pontarlier, est arrivé le mardi 2 septembre à la Brévine, d'où le mouvement insurrectionnel était parti, dirigé par l'ex-maire Matthey-Doret. En arrivant en uniforme à la Brévine, il fit établir des postes pour empêcher la circulation, fit délivrer des cartouches et arrêter deux personnes avec l'ordre de les mettre en liberté après deux heures. Selon le témoignage d'Alfred Matthey de l'Etang, domicilié à la Brévine, Ibbetson aurait donné à Constant Matthey-Doret l'ordre de saisir le conseiller de préfecture, ce que Matthey-Doret exécuta. (page 1005). Clément-Ulysse Montandon et Edouard Berthoud déclarent que Ibbetson a engagé, à la Brévine, les gens à partir (159/193). Il a fait la même chose à la Chaux-du-Milieu (page 50). Ibbetson est allé au Locle depuis la Brévine avec une colonne d'environ 150 hommes rejoindre le colonel Pourtalès.

Au Locle, il a reçu l'ordre d'aller à la rencontre de la colonne républicaine qui venait de la Chaux-de-Fonds. Arrivé sur le Crêt-du-Locle, Ibbetson vit qu'il ne pouvait pas, en cet endroit, soutenir une attaque, et revint sur le Locle où il rejoignit

la colonne Pourtalès avec laquelle il partit pour Neuchâtel (page 134, Confer. pièce n° 24).

Aux Eplatures, Ibbetson fit arrêter et désarmer Gustave Jeanneret, le meurtrier de la femme Bessert. Jeanneret était soldat de la colonne d'Ibbetson. Ibbetson en ordonnant son arrestation déclara qu'il ne voulait pas un homme pareil avec lui. Il l'a fait conduire au Locle.

Il paraît que Ibbetson, avant son arrivée à la Brévine, n'était pas au courant des démarches faites par Wesdehlen et Pourtalès-Steiger à Berlin. Il a bien soupçonné que le voyage de Pourtalès à Berlin se rattachait aux affaires de Neuchâtel, il ne veut pas avoir entendu parler du commissaire du Roi, qui devait arriver. Quant au voyage de Wesdehlen, ce n'est que plus tard qu'il l'a appris.

Ibbetson n'était donc dans le mouvement qu'un chef militaire. Ibbetson s'est battu aussi à Peseux et a commandé le feu contre les carabiniers. Il croyait que les républicains avaient commencé. Il n'a pas vu les individus qui ont tué à Peseux un homme derrière une maison.

Au Château, il a siégé dans le conseil où, à ce qu'il dit, on n'a absolument parlé que des affaires des commissaires fédéraux.

Enq. pag. 623, 935.

IV.

Humbert, Louis-Auguste, ancien justicier, à la Sagne, a joué un grand rôle dans l'insurrection. Il n'a pas été interrogé, attendu qu'il se trouve en fuite. Les faits connus, qui sont à sa charge, sont les suivants :

D'après la déposition d'Adolphe Jacot à la Sagne (p. 412). L.-A. Humbert lui aurait remis, pour les distribuer, un grand nombre de cartes de convocation, ce qu'il a exécuté. Il ignore d'où Humbert tenait ces cartes. Ces cartes imprimées proviennent du département militaire royaliste avant 1848 et étaient ainsi conçues :

« Bataillon n° .. compagnie n° .. (ou carabiniers compagnie
« n° ..), nom, fils de à
« est cité par le présent ordre de marche à se rendre au Châ-
« teau d le 18 . . . , à . . heures précises
« du pour y faire le service militaire exigé de lui.

« Il devra être muni des objets de petit équipement conformes à l'ordonnance, savoir de ses armes et munitions, une veste à manches en drap bleu, un bonnet de police, etc.

« Département militaire.

« L'homme devra être porteur de sa carte et de son livret de service en arrivant au lieu du rassemblement. »

Un exemplaire de cette carte de convocation se trouve parmi les pièces de l'enquête, n° 467 . . conf. p. 335.

L.-A. Humbert a correspondu avec plusieurs personnes avant que le mouvement éclatât ; il était membre du comité insurrectionnel à la Sagne (interrogat. à la Chaux-de-Fonds, p. 49. 20 sqq.) et passe pour un des principaux meneurs, selon le témoignage de Frédéric Leuthold, employé au bureau des télégraphes au Locle. Louis-Auguste Humbert fut aussi au Locle à la tête d'hommes armés et voulut arrêter le dit Leuthold (enquête prél. Locle, p. 42).

Si nous jetons un coup d'œil sur les correspondances nombreuses de l'ancien justicier L.-A. Humbert, nous apercevrons que Humbert était un homme très-actif en politique, ce qui explique le rôle important qu'il a joué dans l'insurrection de Septembre 1856. Déjà en 1848, Humbert fut retenu comme otage avec MM. l'ex-maire Jeanneret et l'ancien maire Matthey-Doret. Dans un long mémoire, écrit de sa main, il fait l'histoire de sa détention (pièce n° 429).

Probablement en 1849, Humbert écrivit une lettre à M. Ducommun sur la volonté du Roi, qui « est parfaitement d'accord avec son ministère, de reprendre possession de sa Principauté » etc. (Pièce 444.)

Humbert rédigeait aussi des adresses de nouvel-an au Roi pour « les fidèles et affectionnés sujets, habitants de la Sagne. » Voici un passage d'une de ces adresses dont nous ne connaissons pas la date (probablement 1852), mais dont le projet, écrit de la main d'Humbert, s'est trouvé chez lui.

« Les souffrances, écrit-il au Roi même, que font peser sur nous les parjures qui ont usurpé votre autorité, ne sont qu'une punition de notre faute que nous devons expier. Oui, Sire, nous le reconnaissons, nous l'avouons, nous sommes bien coupables et indignes de vos bontés. Nous n'avons

« pas, comme nous l'avions solennellement juré, sacrifié nos
« biens et nos vies pour défendre vos droits, etc., etc.

« Que Dieu veuille exaucer vos vœux et les nôtres en abrégant le temps de l'épreuve et en amenant bientôt le moment
« où vous pourrez nous délivrer de nos oppresseurs, etc. »

A l'occasion d'une tentative d'assassinat, commise sur le Roi de Prusse, L.-A. Humbert écrivit au Roi une adresse des royalistes de la Sagne, et dans laquelle il dit entre autres :

« Oui, Sire, vous êtes notre Roi, et nous prions Dieu pour
« vous en disant : Vive le Roi ! Vous êtes notre père, ô Roi (la
« Reine est notre mère, dit-il plus haut), nous sommes vos
« enfants, etc.

« Des hommes pervers, avides de pouvoir et d'argent, ont
« voulu se mettre à la place que Dieu vous a donnée, cependant
« ils n'ont pu prendre notre amour, car il est à vous, notre
« Roi, et à votre compagne la Reine. » (Pièce n° 434.)

Le 8 octobre 1850, Humbert rédigea une adresse au Roi pour son anniversaire du 15 octobre. Il dit entre autres :

« Nous implorons sa clémence (de Dieu) et nous le prions
« d'abréger notre esclavage et de briser nos fers en rétablissant
« votre légitime autorité, la seule que nous reconnaissons sur
« notre pauvre pays, jadis si heureux. Ah, s'il nous était permis, Sire, de vous témoigner, par des actes, le désir ardent
« qu'ont tous les habitants de notre commune de voir cette autorité rétablie, certes, aujourd'hui même, nous vous donnerions de meilleurs preuves de notre fidélité » (n° 435).

Plusieurs lettres de Humbert à l'ancien maire Jeanneret et à d'autres personnes, écrites depuis 1850 jusqu'à 1856, et des discours prononcés à la Sagne au sujet des élections, donnent la preuve que Humbert s'est continuellement occupé de la restauration. (208. 209. 210. 219. 219 d. 437. 438. 434. 53. 56 60.) Une lettre anonyme de la main de Humbert à Jeanneret, du 29 août 1854, porte : « Les Neuchâtelois qui ont été le second
« jour à Hechingen, non-seulement ont été invités à dîner, mais
« ont eu la médaille d'argent, distribuée aux personnes qui
« ont pris part à la fête. Le colonel R^r. a été invité à prendre
« place à la table même du Roi ; il n'y avait que quatre personnes
« entre lui et le Roi, seulement des princes. Le prince de Prusse

« l'a invité à donner trois coups de marteau à la première
« pierre du nouveau château, au nom du pays. » (n° 246.)

Dans un discours écrit, prononcé lors d'une assemblée de commune à la Sagne, au sujet des élections de 1852 au Grand-Conseil, Louis-Aug. Humbert raconte qu'il s'est rendu « auprès
« des membres d'un comité de royalistes de la ville (le cabinet
« noir), qui excelle par sa composition et son dévouement sans
« bornes pour notre cause, etc., aussi bien que par la grande
« confiance que lui ont constamment témoignée MM. de Sydow
« et Favarger, ancien chancelier, etc., Ce comité,
« continue-t-il, auquel je me suis adressé, constitué en 1848
« pour veiller aux intérêts de notre cause et maintenir l'union
« et l'ensemble parmi les royalistes, a toujours été en relation
« avec M. de Sydow, qui lui a donné de nombreux témoignages
« de confiance, ainsi que M. Favarger, ancien chancelier, et
« plusieurs personnes haut placées à Berlin et dévouées à notre
« cause. Afin que vous puissiez juger vous-même de la confiance
« que mérite ce comité, je vous nommerai les personnes hono-
« rables qui le composent. Ce sont MM. le comte V. (Wes-
« dehlen), conseiller d'Etat » Ici il y a une interruption
dans le manuscrit original (n° 437).

Dans un autre discours de M. L.-A. Humbert, dans une assemblée communale de la Sagne, au sujet des élections générales de 1852, celui-ci prêche, de concert avec le chancelier provisoire (de Chambrier) l'*abstention totale*. Dans ce discours il appelle le droit électoral du peuple « œuvre de la révolution,
« que nous n'irons pas sanctionner en prenant des mains de
« ceux qui l'ont faite, la faible part qu'ils voudraient nous
« donner de cette souveraineté qu'ils ont enlevée à notre
« prince légitime, afin de pouvoir dire de nous, que nous avons
« partagé avec les larrons, puis qu'en nous faisant représenter
« dans ce Grand-Conseil, nous accepterions le principe de la
« souveraineté du peuple, qui naturellement exclut celle du Roi. »
(n° 438.)

Le 5 février 1852, M. L.-A. Humbert écrit de Payerne à un royaliste, que la politique de Napoléon retarde la restauration; « il faut absolument nous entendre, afin de pouvoir
» lutter avec succès, puisque notre restauration paraît toujours
« plus éloignée; laisserons-nous toujours faire. Il nous faut un

« mot d'ordre, une direction, etc. Je crois que, si l'on
« pense que nous puissions nous-mêmes faire quelque chose
« pour amener un changement, nous ne devons rien négliger. »
(n° 434.)

Le 30 mars 1852, Humbert écrivit à son ami, le ministre Matthieu, un des prévenus, au sujet d'une discussion animée qu'il avait eue avec Lardy, pasteur et son frère, le docteur, « dans laquelle, dit-il, ces messieurs, entre autre le docteur, « ont porté contre le cabinet noir et particulièrement contre « M. de W. (Wesdehlen) les accusations les plus violentes et « les plus calomnieuses. Ils nous ont dit — ajoute Humbert — « que le cabinet noir, de concert avec M. de Sydow, avait fabriqué 5 lettres, qu'il avait ensuite données comme venant « du Roi, » etc. (n° 45).

On voit par une lettre du 29 août 1853, à M. Perret-Gentil, ministre, que L.-A. Humbert arrangea alors un rendez-vous politique entre lui et MM. Perret-Gentil, professeur, Jeanneret, ancien maire des Brenets, Matthey-Doret, ancien maire de la Brévine, le comte de Wesdehlen, et le pasteur Gagnebin, tous prévenus dans l'insurrection de 1856. (n° 49.)

Le 3 septembre 1853, il écrivit de nouveau à Perret-Gentil sur une réunion politique qu'il a eue à Brot avec Matthey-Doret, Jeanneret, etc. Il regrette vivement l'absence de MM. de Wesdehlen et Perret-Gentil, et parle de la nouvelle d'un voyage à Berlin de deux Neuchâtelais. (n° 94.)

Le 2 février 1856, Humbert écrivit au ministre Matthieu à la Neuveville (un des prévenus), qu'il a fait lecture de manuscrits (sans doute politiques) à ceux auxquels il a trouvé à propos de les communiquer. « Je me réserve, ajoute-t-il, de le faire à « quelques vrais amis. Vous pouvez être tranquille, je n'abuse- « rai pas de la confiance que vous m'avez accordée, et ne les « communiquerai qu'à des amis véritablement sûrs. »

Le 31 mai 1856, L.-A. Humbert écrivit de nouveau à Perret-Gentil, « qu'une partie de leurs amis sont très-impatients, et « qu'ils craignent (à cause du traité sur les chemins de fer) de « nouvelles difficultés qui seraient peut-être de nature à re- « tarder encore pour longtemps la restauration, si elle ne s'o- « père pas un peu promptement. » (n° 57.)

Déjà en 1852, Louis-Auguste Humbert a entretenu une cor-

respondance suivie avec les principaux chefs des royalistes, savoir de Meuron-Térisse, Matthey-Doret, Louis Dubois-Dubois, de Chambrier, chancelier provisoire de la principauté, etc., sur la question de l'abstention et les espérances de la restauration. (Conf. lettres, n° 139. 143. 146. 147. 140. 128.)

L'ancien justicier Louis-Auguste Humbert a été invité, le 2 février 1856, par le lieutenant-colonel de Meuron-Térisse à signer une adresse de remerciements « à S. A. R. le Prince de « Prusse pour le don qu'elle a bien voulu nous faire parvenir « (aux royalistes). Suivant les termes mêmes de la pièce — dit « de Meuron — cette adresse ne doit être signée que par quel- « ques (4 ou 5) personnes au nom de tous, par des pèlerins de « plusieurs localités. » On voit par cette lettre que Humbert passait pour meneur à la Sagne.

Le 1^{er} juin 1856, M. le professeur Perret-Gentil, un des prévenus, écrivit une lettre au sieur Humbert sur la « satisfaction » et les « démarches » de M. Wesdehlen à Berlin, sur le « secret et le mystère » qui couvrent toutes les négociations, sur le pèlerinage de M. Guillebert à Sigmaringen, et l'accueil cordial qu'il a reçu chez M. de Sydow, sur les espérances, la vigilance, le zèle, le courage et les efforts de M. de Sydow relativement à la restauration, sur les conclusions d'un mémoire de M. de Sydow touchant Neuchâtel, conclusions très-hostiles à la Suisse. (N° 2. Voir Perret-Gentil.)

Le 24 juin 1856, Perret-Gentil communique à Humbert une lettre de Sydow à Guillebert, cette lettre intéressante que nous avons déjà mentionnée à page 34, dans laquelle il dit que le Roi pense à faire en automne ce qu'il ne peut pas faire à présent, et « que Sydow ne discontinue pas de battre le fer pendant qu'il est chaud. » (N° 3.)

Le 25 juin 1856, M. Constant Jeanneret, au Locle, communique à M. Humbert qu'il a reçu une lettre de M. de l'Etoile (nom qu'on donnait à Perret-Gentil), que Wesdehlen est de retour de Berlin et revient très-content. (N° 4.)

Le 10 août 1856, M. le ministre Paul Matthieu, à la Neuveville, un des prévenus, écrivit à L.-A. Humbert sur l'attente de la restauration. (N° 6.)

Le 24 août 1856, neuf jours avant le mouvement, M. Ph.-H.

Matthey-Doret, ancien maire de la Brévine, aussi prévenu, écrivit à L.-A. Humbert : « Je n'ignore pas que vous travaillez
« tous dès longtemps à la « restauration de notre commune
« patrie », etc... Restons toujours étroitement unis comme de
« vrais représentants de la famille neuchâteloise, etc. » (N^o 8.)

Le 27 août 1856, le lieutenant prussien Bernard de Gélieu, prévenu, annonce, comme nous l'avons déjà mentionné page 22, à Humbert, que le colonel Pourtalès arrivera ce soir chez lui, et qu'il faut qu'on ait des exprès prêts à partir. « Encore quelques minutes de patience. Le Roi veut que nous agissions. » Pourtalès venait alors directement de Berlin.

Le même jour, de Gélieu annonce à Humbert qu'il part pour Bâle (il est parti pour Berlin pour revenir le 4^{er} septembre), qu'il a écrit à Saint-Aubin (à Wesdehlen) : « Différez ! » lui dit-il.

Le même jour, 27 août, le colonel F. de Pourtalès écrit à Humbert, depuis la Borcarderie (campagne de M. de Montmollin) : « Ma mission à Berlin a réussi au delà de mes désirs, je viens
« me mettre avec joie à votre tête, j'arriverai cette nuit à la
« Sagne chez le capitaine Fabry, et nous prendrons nos mesures
« pour exécuter notre entreprise dans la nuit du jeudi au ven-
« dredi. » (Act n^o 12.)

On voit que le jour de l'exécution a été différé.

Le même jour Humbert écrivit sur une feuille de papier trouvée chez lui :

« Du 27 août. Tout est organisé à la Brévine, Bayard, Ver-
« rières et Val-de-Travers. — Adresser à Yersin. » (N^o 11.)

Il résulte de l'ensemble de toutes ces mesures et indices, que Louis-Auguste Humbert a fait son possible depuis des années pour préparer la « restauration, » qu'il était un des meneurs principaux immédiatement avant l'insurrection, et a pris une part très-active lors du mouvement, surtout au Locle. (Conf. les témoignages du Locle de Jules-Frédéric Sandoz, fol. 9 ; de Fréd. Leuthold, fol. 12 ; de Henri-Louis Aubert, fol. 15.)

VII

Charles-Auguste Jeanneret, fils de feu Gédéon, âgé de 69 ans, du Locle, notaire, domicilié au Locle, ancien maire

des Brenets, déclare qu'il a reçu le 2 septembre 1856, vers les cinq heures du soir, un pli cacheté renfermant une pièce ainsi conçue :

« Au nom du Roi, je nomme M. Charles-Auguste Jeanneret,
« notaire au Locle, commissaire du Gouvernement près les juri-
« dictions du Locle et des Brenets. Il est chargé de reconstituer
« provisoirement les autorités civiles avec les modifications qu'il
« jugera convenir.

« La Sagne, le 2 septembre 1856.

« (Signé) DE WESDEHLEN. »

Comme ses circonstances personnelles étaient, à ce qu'il dit, liées au Roi de Prusse par des serments prêtés à répétées fois, il a gardé la pièce.

Pendant la nuit, à 2 heures, des hommes armés vinrent l'appeler, disant que le colonel Pourtalès l'attendait à l'hôtel de ville. Il s'y rendit, et M. de Pourtalès lui donna pour directions que les caisses publiques ne fissent aucun paiement.

Jeanneret reconnaît avoir signé l'ordre respectif comme « commissaire » nommé pour représenter l'autorité légitime au Locle et aux Brenets. (Acte n° 28, p. 563, 567.)

D'après les témoignages détaillés de M. Alfred Dubois, juge de paix, et de M. Jean-Pierre Besançon, secrétaire du conseil municipal au Locle, un piquet d'hommes armés se transporta sur l'ordre de Jeanneret, d'abord chez M. Thévenaz, puis chez le secrétaire municipal, dans le but de se faire remettre la caisse municipale. Un ordre, signé par Jeanneret et écrit par le notaire Favarger, fut envoyé à la caisse Martin-Pury pour leur enjoindre de n'opérer aucun paiement sans l'ordre du Commissaire.

Jeanneret empêcha aussi le Juge de paix du Locle (Dubois) de siéger à l'hôtel de ville, en lui disant que toutes les affaires civiles devraient lui être renvoyées, en sa qualité de Commissaire. Le Juge de paix refusa de recevoir des ordres qui lui étaient donnés par une autorité qu'il ne reconnaissait pas comme légitime.

Une discussion s'engagea entre eux, dans laquelle Jeanneret invita M. Dubois à ne faire aucun acte qui pût être contraire au mouvement, le menaçant, cas échéant, de le faire arrêter. (P. 568. — Conf. interr. Locle, fol. 45.)

Jeanneret déclare que le colonel Pourtalès lui a dit qu'il fallait faire une manifestation afin de hâter la solution de la question de Neuchâtel; il s'informa du moment du départ du courrier de France, disant qu'il devait écrire à l'ambassadeur prussien à Paris, pour lui annoncer la prise du Locle, et qu'un envoyé prussien devait se rendre à Berne. Jeanneret croit que Pourtalès a parlé de M. de Savigny. (Conf. p. 724, 894, 933.)

Pendant que le notaire Jeanneret siégeait encore comme commissaire du Roi à l'hôtel de ville du Locle, il mit en liberté le président du tribunal du Locle, qui s'appelle aussi Jeanneret. Lorsque M. Eugène Huguenin, président du Grand-Conseil de Neuchâtel, fut prévenu de l'approche de la troupe républicaine de la Chaux-de-Fonds, il se rendit à l'hôtel de ville du Locle avec le président du tribunal. Il y rencontra encore Charles-Auguste Jeanneret, notaire, qui lui dit qu'il avait sans doute connaissance des événements de la nuit, que le pays était dans une situation nouvelle, ajoutant que la chose était réglée. Huguenin répondit : Monsieur Jeanneret, vous attendrez là ! Et il l'arrêta.

On a trouvé, lors de la visite domiciliaire opérée chez Jeanneret, un grand nombre de correspondances politiques. Cependant il résulte du procès-verbal sur la visite, que les copies de lettres dès 1848-1856 n'ont pas été trouvées par l'office. Jeanneret, interrogé sur cette circonstance, déclare que la veille du mouvement, ne sachant ce qui pourrait survenir, il dit à sa femme, que suivant les circonstances, elle devrait détruire ces copies de lettres de 1848. Elle les a, en effet, brûlées (p. 935).

Cependant on a saisi quelques-unes de ces lettres chez d'autres personnes.

Il sera question plus tard d'une lettre de Jeanneret à M. de Chambrier, chancelier de la Principauté, à Berlin, du 31 mai 1855. (N^o 225.)

Le 8 décembre 1851 déjà, Jeanneret écrivit au prévenu Matthey-Doret que, d'après ce qu'on lui aurait communiqué, » ce qui se passe en France en vaut bien la peine, et nous l'en-
« visageons comme très-utile à avancer notre délivrance. Cela
« vaut mieux que le gâchis dans lequel on barbotait. »

Il lui dit « qu'il faut préparer les adresses pour le nouvel-an.

Il trouve aussi qu'il y aurait convenance que Mademoiselle Adèle de Pierre, sœur du châtelain de Boudry, « qui vient d'être
« sollicitée par le Prince et la Princesse de Prusse d'accepter la
« place de gouvernante de leur fille, acceptât cette place, dans
« *la position du pays.* » (N^o 443.)

Il résulte d'une lettre de L.-A. Humbert à M. Ducommun, sans date, que le maire Jeanneret est allé à Berne pour faire une visite au ministre de Prusse, Sydow. « Il a été, d'après la-
« dite lettre, très-bien accueilli, et a reçu de nouveau l'assu-
« rance que la ferme volonté du Roi, parfaitement d'accord avec
« son ministère, était de reprendre possession de sa Principauté. » (N^o 444.)

Le 19 avril 1856, Jeanneret communique au professeur Perret-Gentil qu'il a entendu dire à l'avocat Mercier, prévenu, que MM. de Perregaux et de Wesdehlen avaient rapporté de Paris
« que Louis-Napoléon ne voulait pas que l'on inquiétât la Suisse
« à cause de notre pays, etc., etc., et qu'un royaliste répondit
« à ce mitou qu'il en avait menti. » (N^o 50.)

Il ressort de cette lettre que Wesdehlen était aussi à Paris au printemps 1856.

Le 19 juin 1856, Jeanneret écrivit de nouveau au professeur Perret-Gentil sur un secret imposé à M. de W. (Wesdehlen) :
« Nous attendons, continue-t-il, avec calme et confiance, se dé-
« rouler les faits qui doivent précéder l'événement après lequel
« nous soupirons avec tant d'ardeur. » (N^o 470.)

Le 25 juin 1856 Jeanneret annonce à L.-A. Humbert le retour de M. de l'Etoile, (sobriquet secret qu'on donnait tantôt à M. de Wesdehlen, tantôt à Perret-Gentil,) qui revient très-content, mais « bouche close. » (N^o 4.)

Nous omettons ici de jeter un coup d'œil sur le grand nombre de lettres politiques que Jeanneret a reçues dès 1854 à 1856, de la part des prévenus suivants : Perret-Gentil, professeur, de Meuron-Térisse, lieutenant-colonel, Matthey-Doret, ancien maire de la Brévine, Louis-Auguste Humbert, de Perregaux, de Wesdehlen, Frédéric de Chambrier (chancelier provisoire de la principauté), Matthieu ministre, puis de M. Lardy D^r en droit, d'un M. M. X., de Neustadt en Prusse, et même de M. de Sydow, ministre plénipotentiaire et de M. Berlancourt, chance-

lier de la légation de Prusse à Berne. — Act. n° 202 jusqu'à n° 223, 234, 235, 239 jusqu'à n° 247.

On voit par ces correspondances que Jeanneret appartenait au parti des abstentionnistes, qu'il s'est toujours occupé de la restauration, qu'il a fait les différents pèlerinages pour rendre ses hommages au roi de Prusse, qu'il s'est mis en relation même avec la diplomatie prussienne, dont il s'est fait le rapporteur secret politique. Nous aurons l'occasion de connaître l'une et l'autre de ces lettres, lors de notre récit sur la culpabilité des correspondants. Cependant nous citerons ici quelques passages de lettres dont il ne pourra être question plus tard.

Le 11 décembre 1854, M. l'avocat Lardy, docteur en droit, communique à Jeanneret ses sentiments politiques sur le régime républicain : « Quant à moi, écrit Lardy, j'adore le despotisme, » et trouve qu'il est préférable à ce régime d'assemblées délibérantes de blagueurs, d'avocats gouvernants (oui, monsieur, d'avocats), régime qui nous a menés où nous sommes. Et » comme j'ai hâte d'en sortir, coûte que coûte, j'adore aujourd'hui le despotisme, l'absolutisme, le régime du sabre et des » coups de cravache, etc. (Act. n° 205).

Le 13 avril 1855, M. de Meuron-Térisse, lieutenant-colonel, recommande à Jeanneret patience ! et bon courage ! (Act. 206).

Une lettre de M. de Sydow, sous date du 5 octobre 1855, trouvée chez M. Jeanneret, porte : « J'ai trouvé à Spire le Roi » bien portant, etc. Nous avons parlé de Neuchâtel, cela va sans » dire. Il l'aime tendrement comme toujours. Que Dieu lui » donne bientôt la possibilité d'en opérer la délivrance (Act. 217).

Il ressort d'un grand nombre de lettres, que les royalistes s'adressèrent à Jeanneret pour se procurer des passeports de la légation de Prusse, soit de M. de Sydow, soit de M. Berlancourt, auxquels, en cas de doute, Jeanneret adressait des préavis sur le caractère et l'opinion politique des voyageurs (Act. n° 249, a — n).

C'est aussi à M. Jeanneret que Sydow adressa la lettre déjà mentionnée, du 4 janvier 1850, en remerciement du cadeau que les royalistes lui avaient fait d'une montre. D'après les comptes et notes trouvés chez Jeanneret, c'est lui qui a perçu les contributions sur les royalistes des montagnes et du Val-de-

Travers pour payer les fr. 549. 38 cent. que la montre coûtait avec la chaîne d'or. La montre avait l'inscription suivante : « Au digne représentant d'un souverain chéri. A. S. E. M. de Sydow, les royalistes du Locle. »

C'est de même à M. Jeanneret que le chancelier de la légation de Prusse à Berne, M. Berlancourt adressa le 26 juin 1853 une lettre de remerciement pour une montre des royalistes du Locle. « Veuillez leur dire, écrivit Berlancourt à Jeanneret, que je » suis infiniment flatté de ce gage d'un souvenir affectueux pro- » venant des personnes qui, malgré les épreuves les plus tris- » tes, sont toujours restées fermes dans la fidélité et le dévoue- » ment au Roi, et ont pour cela mérité mon estime et ma plus » grande admiration » (N° 245). Le 13 septembre 1855, Berlancourt remerciait encore une fois le sieur Jeanneret pour la dite » montre, en ajoutant : « elle marche parfaitement bien et ré- » pond au but que je me suis proposé (n° 249).

Nous terminons notre récit sur Charles-Auguste Jeanneret, en ajoutant que lors de la révolution républicaine du 1^{er} mars 1848, Jeanneret a aussi joué un rôle politique. Il fut alors en état d'arrestation pendant quelques semaines avec le capitaine Fabry (tué lors de la prise du château de Neuchâtel 1856), et avec les prévenus L.-A. Humbert et Matthey-Doret. On a trouvé au nombre des papiers saisis chez Jeanneret un manuscrit « Journal des otages neuchâtelois, 1848, » qui contient des fragments sur les événements politiques de mars 1848 à Neuchâtel, et des réflexions politiques.

VIII.

Philippe-Henri Matthey-Doret, ancien maire de la Brévine, en fuite, a pris à l'insurrection la même part que le notaire Jeanneret. Tous deux se sont donnés comme commissaires du Gouvernement du Roi, nommés par Wesdehlen. Matthey-Doret organisa le commencement du mouvement qui partait de la Brévine, en donnant l'ordre à James Huguenin, notaire à la Brévine, de former un Comité. Plusieurs témoins déclarent qu'ils ont vu le maire de la Brévine portant un drapeau prussien, annonçant que le Roi reprenait sa principauté, et donnant l'ordre de désarmer un gendarme. Matthey-Doret siégeait à l'hôtel-de-ville avec ses deux frères et d'autres personnes. Il se rendit ensuite aux Ponts pour y organiser le mou-

vement et convoquer les anciens justiciers. Il fit aussi arborer un drapeau prussien sur la maison de ville des Ponts, organisa un piquet, lut la proclamation royaliste, forma les postes, plaça des sentinelles, fit désarmer les gendarmes et arrêter des républicains.

Le 4 septembre, sachant que le Locle et Neuchâtel étaient repris, Matthey-Doret réarborait le drapeau prussien sur le clocher de la Brévine, malgré les observations qui lui furent faites, en déclarant qu'il agissait au nom du Roi et qu'il en supporterait les conséquences. (Int. Locle, 30. — Enq. p. 545, 620, 743, 764, 953.)

Matthey-Doret a joué un grand rôle politique en 1848. Il fut alors mis en détention avec M. Jeanneret, maire des Brenets, et autres, comme ôtage. On a trouvé chez lui beaucoup de correspondances politiques, et entre autres un recueil de notes et autres observations sur quelques événements survenus dans le canton de Neuchâtel depuis 1848. — N° 127.

Ce recueil, sans date, contenant 38 pages, est une seconde relation, en complément à une première, écrite et rédigée par Matthey-Doret, et signée *un Bourgeois de Valangin*, recueil de calomnies contre le gouvernement républicain de Neuchâtel, adressé à un ministre étranger, destiné probablement à Sydow et au ministre Manteuffel.

Matthey-Doret était, comme Jeanneret, en relations avec M. de Sydow. Il recevait des subventions de la part du Roi.

« Le Roi, notre auguste maître, » lui écrivit Sydow le 6 juillet 1854, « voudrait contribuer à vous rendre un peu moins lourde l'année 1854 qui, par la cherté des subsistances et par tant d'autres circonstances, est si dure pour tout le monde en Allemagne et probablement pas moins qu'ici dans votre chère Principauté. C'est pourquoi S. M. me charge de vous envoyer ci-joint le montant de 20 frédéric d'or ou 113 1/2 thalers. Je suis bien aise de cette commission, car vous y trouverez, je n'en doute pas, une nouvelle marque de l'amour que notre bon Prince éprouve pour les bons Neuchâtelois et nommément pour ceux qui, comme vous, tiennent *bon* en toute occasion, » etc. — N° 126.

On a aussi trouvé chez Matthey-Doret la copie d'une lettre de Sydow du 24 décembre 1854, dans laquelle il annonce que

M. de Manteuffel lui a écrit que les adresses des royalistes sont restées dans le cabinet du Roi, et que, « ce qui peut intéresser d'apprendre, » M. de Berlancourt a reçu un ordre au sujet d'un acte qu'il aurait légalisé et qui renfermait des qualifications républicaines : « Il lui est interdit, » ajoute Sydow, « de recevoir et de légaliser aucun acte où la République se trouve mentionnée ou ses armes représentées en manière quelconque. Il doit renvoyer ceux qui lui présenteraient de tels actes à en produire de nouvelles expéditions purgées de toutes qualifications ou emblèmes révolutionnaires. » — Act. 104. (Conf. Rapport de gestion du Conseil fédéral du 24 nov. 1848 jusqu'au 31 déc. 1849.)

On a aussi trouvé chez Matthey-Doret la copie d'une adresse des royalistes Neuchâtelois à l'Impératrice mère de Russie, au sujet de la mort de l'empereur Nicolas :

« Entre autres preuves de l'intérêt de V. M., — disent les signataires, — vous avez daigné leur donner une royale bannière, qu'ils étaient si heureux et si fiers de tenir de votre main. Oh ! quand serons-nous libres de la déployer aux cris de *Vive l'Impératrice de Russie, la fille et la sœur de nos Rois !* » — Act. 106.

Cette adresse des royalistes a été envoyée à l'Impératrice de Russie par l'intermédiaire du ministre de Prusse. L'Impératrice Alexandra elle-même répondit le 20 avril 1855 aux royalistes (on a trouvé une copie de la réponse, signée « ALEXANDRA », chez Matthey-Doret) : « Moins qu'à tout autre témoignage de condoléance, aurais-je pu rester indifférente à celui des habitants de la Principauté de Neuchâtel, que j'ai toujours aimés, en ma qualité de fille et de sœur de leurs rois, » etc. — Act. n° 107.

Nous mentionnerons plus tard une lettre de Siegwart-Muller dont une copie écrite de la main du ministre Matthieu a été trouvée chez Matthey-Doret. — N° 125.

Le 23 janvier 1855, Wesdehlen communiqua à Matthey-Doret un passage d'une lettre qu'il avait reçue de son fils à Berlin, et dans laquelle Wesdehlen trouve « une approbation non équivoque de la conduite qu'ont tenue avec lui (Wesdehlen) beaucoup de braves gens, parmi lesquels M. Matthey-Doret occupe une des places les plus honorables. » Ce passage est que M. de Manteuffel aurait dit au jeune Wesdehlen, que « le Roi ne pro-

nonçait le nom du père (Wesdehlen) qu'avec vénération. » — N° 112.

Nous mentionnerons les nombreuses lettres politiques que Matthey-Doret a reçues de MM. Guillebert et Matthieu, ministres du St-Evangile, etc., quand nous parlerons de ces prévenus.

Matthey-Doret jouait aussi en 1854, en secret, un rôle actif dans l'intérêt de la restauration. Cela ressort d'une lettre du 8 janvier 1854 à Jeanneret, notaire, (n° 238) et d'une lettre du 7 janvier 1854 qu'il a écrite au même, et dans laquelle il l'informe que « les « mesures convenables ont été prises pour accomplir dans les « différents endroits (que Jeanneret lui indiquait) la mission qui « lui est confiée. »

Il ne se flatte pas d'avoir « grand succès à attendre du projet » dont ils (Jeanneret et Matthey-Doret) s'occupent vu « l'état de démoralisation de l'Europe en général, » etc. (N° 207.)

Dans une adresse sans date, mais probablement de 1855, au Roi de Prusse pour le jour de sa fête, dont la copie écrite de Matthey-Doret, s'est trouvée chez lui, « les vrais Neuchâtelois (comme ils s'appellent) « éprouvent le besoin de s'approcher du » Père de la patrie et de déposer à ses pieds l'expression de leur « amour et l'hommage de leur fidélité. Ils s'adressent à leur « Prince bien-aimé, à celui dont ils attendent, après Dieu, leur « délivrance des maux qui pèsent sur eux. » Ils parlent ensuite de ces maux, du « mépris public de la religion, de l'immoralité toujours croissante, de la direction funeste imprimée à l'éducation publique par les pouvoirs révolutionnaires, etc. Ils osent se flatter que leur délivrance n'est plus éloignée. Dieu bénira, ajoutent-ils, les efforts de V. M. pour briser nos chaînes, » etc. — N° 105.

Le 28 juin 1856, Matthey-Doret remercie le professeur Perret-Gentil des communications relatives à la restauration que celui-ci lui a faites : « Je suis bien aise, lui dit-il, de savoir que tout ce qui pouvait être humainement entrepris pour favoriser notre délivrance s'est fait par des hommes habiles; il ne nous reste donc plus qu'à prier Dieu de vouloir intervenir en notre faveur, etc. » — N° 39.

Le 24 août 1856, peu de jours avant que le mouvement éclatât, Matthey-Doret communique à L.-A. Humbert ses doutes relatifs « aux moyens à employer pour atteindre au but tant

désiré.» Quant au fond de la question, il est parfaitement d'accord avec Humbert, « il n'ignore point que celui-ci travaille dès longtemps à la restauration. Il implore, avec Humbert, l'assistance et la protection de Dieu sur l'entreprise. « C'est dans ces dispositions, » ajoute-t-il, « que je fais actuellement et ferai plus tard tout ce qui dépendra de moi pour vous seconder et vous appuyer dans la tâche que vous vous êtes imposée, » etc. — N^o 8.

Matthey-Doret a aussi rédigé, lors du mouvement, une proclamation aux bourgeois de Valangin. On a trouvé dans sa maison l'original de cette pièce écrite de sa main et rempli de ratures et de corrections (N^o 21) :

« Huit ans de souffrances, dit-il, vous ont appris de quoi sont capables ces hommes qui, au 4^{er} mars 1848, ont osé établir leur autorité dans ce pays sur le parjure et sur le vol. Quel serait parmi vous le Valanginois qui resterait impassible à tous les actes iniques de ce pouvoir usurpateur, » etc., etc. « Bourgeois de Valangin, » dit, en terminant, cette proclamation, « le Roi vous a donné en 1853 un gage certain de votre rétablissement, montrez-lui dans cette circonstance que vous méritez toujours ses faveurs. Appuyez son gouvernement et vos droits, » etc. — Acte 21.

IX.

Jacques-Alphonse Guillebert, fils de feu Jean-Jacques, âgé de 64 ans, de Neuchâtel, ancien professeur et ministre du St-Evangile, détenu, avoue avoir fait partie depuis 1848 du « Cabinet noir. » « C'est une affaire publique, » dit-il. Il convient que depuis 1848 il a cherché à ramener la restauration dans le canton de Neuchâtel par ses correspondances et conversations. — Enq. p. 900.

Il avait aussi une correspondance suivie avec M. de Sydow et d'autres diplomates, et recevait une subvention de la part du Roi de Prusse.

Guillebert déclare avoir appris à peu près huit jours avant qu'une manifestation armée devait avoir lieu et qu'un mouvement se préparait. Le jour avant le mouvement il a appris que M. de Savigny devait venir en Suisse avec un commissaire du Roi dans le cas où l'affaire aurait réussi.

Au mois de mai 1856, Guillebert se rendit, à ce qu'il reconnaît, à Sigmaringen, chez M. de Sydow, pour lui parler de la restauration, dont Sydow aurait toujours conservé l'espérance. Il a vu chez ce ministre un mémoire au Roi de Prusse sur la question de Neuchâtel. Dans cette pièce il était dit, en parlant des réponses attendues par le Roi de ses alliés :

« Si les réponses ne sont pas favorables, si les puissances refusent de prêter leur concours à Votre Majesté, alors, puisque V. M. est à la tête d'une armée brave et nombreuse, je n'ai qu'un avis à donner à V. M., c'est de répondre : « J'aviserais ! »

Guillebert se souvient qu'à cette occasion M. de Sydow lui aurait dit à peu près ce qui suit :

1^o Que les démarches secrètes faites en faveur de la Principauté sont *infiniment* plus prononcées, pressantes, énergiques, etc., que les paroles prononcées par M. de Manteuffel au Congrès ;

2^o Que M. de Manteuffel s'est déclaré prêt à partir pour Paris dès qu'il s'agira de terminer l'affaire de Neuchâtel ;

3^o Que le chef du département des affaires étrangères qui travaille sous M. de Manteuffel est un ami très-ardent de la cause des royalistes ;

4^o Que l'armée leur reste fidèle et que l'opinion du civil leur est généralement très-favorable.

Pendant que Wesdehlen était à Berlin, il a aussi écrit à Guillebert.

Le 1^{er} septembre 1856, Guillebert a appris, par des personnes qu'il ne veut pas nommer, que l'époque du mouvement est fixée pour le 2-3 septembre. Quand le château était pris (3 septembre) il y est monté deux fois. Il a fraternisé avec les assaillants et a même embrassé deux des chefs en les félicitant de la réussite de leur entreprise. Il a ensuite encouragé ceux qui étaient là à persévérer dans ce qu'ils avaient commencé, et a donné le conseil d'opérer la saisie du journal l'*Indépendant* et de fermer cette imprimerie. — Page 946.

Avant de jeter un coup d'œil sur les correspondances politiques du professeur Guillebert, il sera nécessaire de connaître ses antécédents, qui expliqueront bien des démarches qu'il a faites plus tard.

Guillebert est chevalier de l'Aigle rouge. Il était pasteur et professeur en philosophie et recteur de l'Académie de Neuchâtel. Il manifesta déjà dans les affaires politiques de 1831 et 1832 des opinions royalistes prononcées et joua alors un rôle très-actif (Voir GUINAND, *Fragments Neuchâtelois*.) En 1833 il fut l'un des envoyés à Berlin à la suite de ces événements pour demander au Roi de détacher Neuchâtel de la Confédération Suisse.¹

Il fut pendant longtemps et jusqu'en 1848 député de Neuchâtel au Corps législatif. Après la révolution républicaine, un arrêté du Grand-Conseil soumit tous les pasteurs à une réélection. M. Guillebert fut réélu à une grande majorité, mais il avait refusé positivement de se soumettre à cette réélection. Vers le même temps il perdit sa chaire de professeur pour avoir refusé de prêter le serment constitutionnel. Il est le rédacteur de l'Almanach royaliste *le Messenger boiteux*.

L'esprit qui règne dans les correspondances de Guillebert est très-hostile aux principes de la République et caractérise assez l'homme qui a toujours cherché une intervention des puissances étrangères dans les affaires de Neuchâtel et une restauration opérée par le Roi de Prusse lui-même.

Sur ces idées il était aussi en correspondance avec M. L. Wurstemberger, de Berne, domicilié à la Schosshalde :

« Quand un Roi de Prusse, — lui répondit ce dernier le 27 mars 1854, — soutient de ses meilleures troupes et par ses

¹ Voici la manière dont il s'exprimait à cette époque dans une lettre du 17 septembre 1833 à M. de Pourtalès, président du Conseil d'Etat :
« Nous avons en faveur de notre manière d'agir un autre motif encore, que
« nous ne voulons pas confier au papier.... Parmi les choses qui nous ont
« été dites, il en est plus d'une que nous ne pouvons vous communiquer
« que de bouche, etc..... » (N° 259.) Cette lettre est datée de Berlin.

Dans une autre lettre de Berlin du 17 septembre 1833 au même, Guillebert dit entre autres : « Si la séparation (du canton de Neuchâtel et de la
« Suisse) ne se fait pas ou ne se négocie pas incessamment, elle ne se fera
« jamais, etc... » En parlant des belles troupes du Roi de Prusse, il dit :
« Avec une telle armée et d'aussi beaux souvenirs de gloire, il semblerait
« que le Roi n'aurait qu'à dire un mot, soit pour faire pencher la balance
« de la politique européenne, soit (il faut bien toujours en revenir à nous)
« pour nous faire entrer à l'instant même dans le port où tendent nos
« vœux. » — N° 259.

meilleurs généraux, les rebelles de Holstein et de Schleswig contre leur roi légitime, comment peut-il faire sonner ses propres droits contre les Piaget et les Montandon. Personne au monde ne saurait ébranler ses droits dans leurs principes et leurs fondements, si lui-même ne va les saper et renier chez d'autres, ses co-souverains, et reconnaître juste une cause qui ne l'est pas d'un cheveu de plus que la rébellion de vos Chaux-de-Fondois en 1848, » etc. « Vous voyez, M. le doyen, que je suis plus royaliste que votre Roi lui-même. »

Relativement au pèlerinage des Neuchâtelois à Baden, dont Guillebert a aussi fait partie, Wurstemberger dit que cela leur fait grand honneur et lui a fait plaisir. Seulement il aurait désiré qu'ils en eussent rapporté quelque chose de mieux que de bonnes paroles. En terminant sa lettre, Wurstemberger dit qu'avec « les institutions qui écrasent tous les pays de nos jours, c'est mal choisir le moment pour être conservateur : que ne le fut-on lorsqu'il y avait quelque chose de bon à conserver. Actuellement il faudrait être *restaurateur*, et tranchons le mot, franchement *aristocrate* ou *royaliste*. »

Deux lettres qu'on a trouvées chez M. Guillebert, prouvent aussi qu'il a été, comme Jeanneret, le rapporteur secret à la légation de Prusse sur la conduite politique des personnes qui demandaient des passeports, ce qu'il a fait encore quelques semaines et même quelques jours avant que le mouvement éclatât. Le 8 août 1856, un certain Ernest Berthoud s'adresse à lui pour le recommander chez M. Berlancourt, à l'effet d'obtenir un nouveau passeport, ce que Guillebert a fait le 9 août. Le 24 avril 1856, Berlancourt s'adresse à Guillebert : « Voulant donner au sieur Jämes-Henri Jeanneret un passeport, » écrit le chancelier de la Légation prussienne à Guillebert, « *il m'importe de constater sa conduite politique.* » — N° 498. 499.

En examinant quelques lettres écrites par Guillebert lui-même, nous saurons mieux juger du grand rôle politique que ce prévenu a joué depuis 1854. En 1854, Guillebert a demandé même l'intervention de la Russie pour la cause des royalistes. Il a signé avec quelques autres royalistes de Neuchâtel, dont nous ne connaissons pas les noms, le 28 juillet 1854, une adresse à l'empereur Nicolas, remplie d'erreurs, de calomnies et d'injures contre les républicains de Neuchâtel et même contre la Suisse entière :

« Sire, — dit-il dans cette adresse, — il n'est plus en Europe qu'un seul Etat monarchique qui ne soit pas restauré et où le radicalisme exerce le pouvoir, c'est la principauté de Neuchâtel et Valangin. . . . C'est l'étranger qui y a fait la révolution, et l'étranger qui l'y maintient. Si nous avions la liberté de nos mouvements, et que les bayonnettes de la Suisse radicale ne fussent pas incessamment tournées menaçantes contre nous, le drapeau révolutionnaire n'eût pas flotté 24 heures sur le château de nos Princes, où vient de flotter quelques semaines *au grand scandale des fidèles neuchâtelois, le drapeau même de la Confédération*, etc., etc. . . . Depuis plus de trois ans, — continue-t-il — les royalistes neuchâtelois n'ont pas réellement vécu. Les oppressions journalières, les provocations incessantes, les souffrances d'un état de plus en plus intolérable, dont au dehors on ne saurait se faire une juste idée, n'ont pas lassé notre patience. Notre Roi nous la recommandait. Il nous assurait en même temps de sa ferme volonté de nous relever au premier moment favorable. Ce moment n'arrive toujours point et nous sommes à la veille de l'année 1852, » etc., etc. Il continue : « Et pourtant les Neuchâtelois, *nous en donnons l'assurance à V. M.*, n'ont jamais cessé d'être *en grande majorité royalistes* de cœur, etc., etc. Ils ne veulent à aucun prix la République, *fût-elle même honnête*, etc., etc. *Nous voulons à tout prix notre Roi bien aimé.* — Nous tiendrions à honneur de rétablir nous-mêmes, à son appel, l'autorité légitime dans notre malheureux pays et de lui prouver, par des faits, notre fidélité à toute épreuve, dès qu'il daignera nous dire : *Aux armes les fidèles !* etc., etc. Votre Majesté pourrait-elle trouver mauvais, que dans notre détresse nous vous tendions nos mains suppliantes, pour vous conjurer, Sire, de *seconder les vues paternelles du Roi à l'égard de sa principauté de Neuchâtel*, etc., etc. Nous sommes bien éloignés de vous, Sire, néanmoins vous n'avez qu'à dire un mot pour nous sauver. Ah ! dites-le, Sire, au nom de S. M. Frédéric-Guillaume III, de vénérée mémoire, etc., au nom de la noble bannière que nous tenons des mains de sa fille, l'Impératrice, votre auguste épouse, et que nous brûlons de pouvoir déployer de nouveau avec orgueil, au nom de la justice, etc., etc. Il n'y a qu'un petit nombre de signatures au pied de cette humble et respectueuse adresse. Elle n'en est pas moins l'expression des sentiments et des vœux de bien des milliers

de Neuchâtelois, qu'il ne tient qu'à vous, Sire, de faire passer de l'excès du malheur au comble de la félicité, de la mort à la vie. — Nous sommes avec le plus profond respect et la plus haute admiration, de votre Majesté impériale, Sire, les très-humbles, très-dévoués et très-obéissants serviteurs. Signé : A. Guillebert, ancien doyen de la compagnie des pasteurs. »

Guillebert, impatient d'avoir une réponse à son adresse à l'empereur Nicolas, écrivit le 11 novembre 1854 à une sommité de la cour de Pétersbourg, le général baron de Korff, avec lequel Guillebert avoue dans sa lettre même « *avoir entretenu longtemps une correspondance des plus agréables.* » Guillebert dit dans cette lettre : « J'allais (1850) auprès de notre Roi, avec un autre de mes compatriote de la part des royalistes neuchâtelois du plus pur sang, lui exposer, *au risque de ne pouvoir rentrer à Neuchâtel*, le triste état de notre pays, et notre urgent besoin d'être au plus tôt restaurés. Jusqu'ici, hélas! nous ne le sommes point! Malgré la révolution, — continue-t-il — les Neuchâtelois sont restés en majorité royalistes, 2/3 sur 4/3, etc. Dans notre détresse comment n'aurions-nous pas pensé mille fois à S. M. l'empereur de Russie, comme à celui des souverains de l'Europe, qui pouvait le plus aider notre Roi à nous restaurer à temps encore, etc., etc. Une très-humble adresse à S. M. l'Empereur a été en conséquence remise à l'un de nos compatriotes, qui s'est chargé de la faire parvenir. Dans l'incertitude où nous sommes sur le sort de cette pièce, je prends la liberté d'en envoyer un duplicata à V. E., que je signe seul, tandis que l'original était signé par des hommes considérables dans l'Etat, dans l'Eglise, dans la Magistrature et dans le Militaire. » Guillebert prie en conséquence le général de Korff de faire agréer et recommander la dite adresse à l'Empereur Nicolas, en ajoutant : « Il me semble même que Neuchâtel peut rendre un immense service aux Puissances, qui doivent être assez embarrassées de savoir quel parti elles ont à prendre avec *la Suisse, pays si dangereux pour l'Europe.* Les réfugiés? La Suisse s'est exécutée, au moins en apparence, » etc. etc. Il continue : « J'ai quelque qualité pour détester la République et pour plaider la cause de la Monarchie. » Il parle ensuite des attaques des radicaux, de la persévérante fidélité des royalistes, etc. Il prie de nouveau de faire parvenir ses communications à Sa Majesté impériale. « Serait-il indiscret de ma part, de demander à V. E.

un mot de réponse, qui m'assurerait *que cette lettre compromettante pour moi* (sic), si elle venait à s'égarer, vous est bien parvenue, » etc. — N° 99.

M. Guillebert interrogé sur l'authencité de cette lettre, convient qu'elle était en effet écrite par lui au général de Korff à Saint-Petersbourg. Il déclare dans son interrogatoire du 14 octobre 1856 (Enq. p. 901), que la République est la cause des résultats fâcheux dont il a eu à souffrir, car en imposant aux ecclésiastiques un serment, elle les forçait à abandonner leur carrière. S'il s'est adressé à un étranger, ajoute Guillebert, pour qu'il intéressât l'Empereur à la cause des royalistes, ce n'était point du tout pour provoquer de sa part une intervention armée, mais uniquement avec le désir que l'Empereur de Russie, qui se trouvait si proche parent du Roi de Prusse, voulût bien appuyer les démarches qui seraient faites par le Roi.

Le 13 août 1853, Guillebert était à Marseille, et écrivit depuis cette ville à son ami et collègue, le professeur Perret-Gentil, une lettre politique sur des espérances relatives à la restauration, et dont nous omettons les détails. — N° 48.

Au mois de septembre 1853, Guillebert écrivit à son confrère Perret-Gentil : « J'ai vu hier Monsieur *de Kleist-Hollbach*, président de régence à Coblenz. Je lui ai expliqué nos affaires et les deux camps royalistes, etc. Il convient que depuis le protocole du 24 mai l'affaire de Neuchâtel n'est plus une petite affaire et qu'il y a quelque chose de fâcheux dans la politique des Puissances, qui reconnaissent un *droit* et ne peuvent le faire respecter. Il partage l'erreur de tant de diplomates, qui croient que la tentative de reprendre la Principauté de ses « *Macht-haber* » ferait tirer l'épée à la Suisse, etc. — Je l'ai vivement pressé, — termine Guillebert — de rester ici (à Neuchâtel) aujourd'hui. *J'aurais cherché à lui faire faire la connaissance du cabinet noir*, etc., etc. Vale et me ama ! » — N° 47.

Guillebert, interrogé sur cette lettre, déclare qu'en 1849 le parti républicain paraissait, selon lui, tellement découragé par la présence des troupes du Roi à la frontière suisse, que lui (Guillebert) pensait alors, qu'un changement pourrait se faire dans le canton de Neuchâtel par les royalistes eux-mêmes, moyennant appel et appui du Roi. — Enq. p. 912.

Le 6 juin 1854, Guillebert annonce à Matthey-Doret, ancien

maire de la Brévine, qu'il vient envoyer à M. de S. (Sydow) la copie d'une protestation des royalistes de la Brévine (Guillebert a avoué dans son interrogatoire, avoir été en correspondance suivie avec Sydow). Il souhaite que le bon noyau des royalistes de la Brévine se soutienne. Il s'élève contre l'idée de quelques tièdes, qu'il faudrait se jeter dans la République pour y faire le bien qu'on pourrait! « Impossible! » dit-il. Il parle d'une excellente brochure sur la Russie, et d'un entretien qu'a eu le fils du Prince de Prusse avec le ministre Wittnauer à Florence, et termine en serrant loyalement la main à ses amis de la Brévine. — N° 114.

Dans une lettre du 11 juillet 1854, Guillebert encourage de nouveau Matthey-Doret. — N° 115.

Le 28 juillet 1854, Guillebert écrit à Matthey-Doret: « Quand un membre de notre corps royaliste est dans la joie, tous les autres le sont avec lui. Et puis ces diverses faveurs du Roi sont de nouvelles preuves de son amour pour nous, comme de l'intention où il est toujours de nous restaurer. La *subvention annuelle* que S. M. a daigné m'accorder il y a deux ans, était au nombre de ces bons signes, *qui ne doivent pourtant être connus que d'amis sûrs*. Nos ennemis pourraient dire que nous sommes stipendiés, et faire envisager ces actes-là comme un motif de suspecter notre royalisme. A la restauration nous dirons sur les toits ce que nous disons maintenant dans le tuyau de l'oreille. Vous avez commis deux erreurs en croyant que je suis pour quelque chose dans les deux dons dont vous me parlez. Je n'y suis absolument pour rien. » — N° 117.

Dans une lettre du 2 décembre 1854, à Matthey-Doret, Guillebert parle d'une missive, qui serait arrivée à destination malgré l'adresse, « qui a pu paraître assez étrange aux postes suisses. » — N° 116.

Le 20 juin 1856, Guillebert communique à Perret-Gentil le contenu de la lettre de Sydow, que nous avons déjà mentionnée plus haut, que le Roi pense faire en automne ce qu'il ne peut faire maintenant, et que Sydow ne discontinue pas de battre le fer pendant qu'il est chaud. Il prie Perret-Gentil de communiquer ces lignes au Banneret (de Meuron-Térisse). « Si quelque ami de la montagne comptait aller à Hechingen, il (le banneret) sera sans doute bien aise de savoir pourquoi M. de

Sydow ne nous avait fait aucun signe d'avertissement par rapport au voyage du Roi En adoptant nos expressions, — continue Guillebert — battre le fer pendant qu'il est chaud, M. de Sydow adopte aussi notre manière de voir, il paraît. En allant à Stuttgart, le Roi ne dira-t-il pas un mot à l'oreille de son cousin de Wurtemberg au sujet de Neuchâtel? Je rêvais hier qu'il poussait jusqu'à Neuchâtel et nous disait : Suivez-moi dans mon Château! Je crois en effet, qu'on l'y laisserait entrer. » — N° 44.

On a aussi trouvé chez Guillebert un petit recueil de chansons royalistes, intitulé « Luth neuchâtelois, » farci de passages calomnieux contre le gouvernement républicain de Neuchâtel. — N° 200.

X

Henri-Auguste Perret-Gentil, fils de feu Théodore-Henri, âgé de 59 ans, du Locle, ancien professeur de Théologie et ministre du Saint-Evangile à Neuchâtel, avoue de même que depuis 1848, il a désiré voir rétablir la restauration dans le canton de Neuchâtel, mais, y ajoute-t-il, s'il l'a désiré et espéré, c'était une pensée et non pas un acte. — Enq. p. 827.

Il convient avoir eu tout naturellement des entretiens avec des gens qui partageaient les mêmes principes, mais non point des conférences dans le sens de comités organisés (?) et avoir entretenu une correspondance avec quelques amis, par exemple avec MM. Matthey-Doret et Louis-Auguste Humbert, mais d'une manière « très-intermittente. » Sur la question, si depuis 1848 il ne s'est pas occupé d'une manière un peu suivie des questions politiques, il répond, qu'il est clair que ces questions l'ont préoccupé comme Neuchâtelois, et qu'elles ont fait le sujet de ses méditations et d'écrits confidentiels, tout en ajoutant que par principe il n'a jamais voulu écrire et n'a jamais écrit une ligne dans un journal quelconque. Sa politique, dit-il, est parfaitement simple, il a prêté serment au Roi, il n'en a point été délié, il ne peut donc pas se soumettre d'une manière complète à la République qui, selon lui, s'est substituée à un pouvoir légitime, en le liant par un nouveau serment. Il a supporté les conséquences de sa position en perdant les emplois qu'il occupait.

Quant au mouvement insurrectionnel, Perret-Gentil déclare

qu'il n'y a pris aucune part, qu'il n'a connu le projet que fortuitement quelques moments avant l'exécution par une personne qu'il ne veut pas nommer.

Sur la question, si Perret-Gentil faisait partie du cabinet noir, celui-ci explique que le cabinet noir est un nom ou plutôt un sobriquet inventé postérieurement à 1848, qu'on appelait ainsi la réunion de quelques amis ou connaissances, partageant les mêmes opinions politiques, qui n'avaient pas des réunions régulières, que le cabinet noir faisait un contre-poids à l'action des participants aux élections.

Relativement au grand nombre de pièces politiques qu'on a trouvées lors de la visite domiciliaire chez Perret-Gentil, celui-ci déclare, que c'est une simple collection de documents du moment, sans rapport avec le mouvement. — P. 836.

Quant à Wesdehlen, il avoue, qu'il a su qu'il a été à Berlin. Il lui a écrit même à cette résidence. Perret-Gentil ignore, à ce qu'il dit, les personnes avec lesquelles Wesdehlen était en relation à Berlin, mais « la haute position diplomatique, — ajoute-t-il — de M. de Wesdehlen, le mettait en relation nécessaire et naturelle avec les sommités diplomatiques et gouvernementales. » — P. 840.

Quant au mouvement, Perret-Gentil dit qu'il a surgi pour lui comme un champignon. A son retour de Paris, M. de Wesdehlen ne lui aurait communiqué que son impression générale de satisfaction, mais sans entrer dans aucun détail quelconque. Avant son départ pour Berlin, Wesdehlen n'aurait point parlé de ce qu'il allait y faire. Tout ce que Perret-Gentil veut savoir c'est l'impression générale de satisfaction et d'espérance que Wesdehlen apportait en revenant de Berlin.

Tout en éprouvant un profond chagrin de la saisie de ses lettres, Perret-Gentil déclare relativement à une lettre touchant MM. Guillebert et Sydow, que M. Guillebert est revenu d'auprès M. de Sydow (mai 1856), « touché de l'accueil qu'il a reçu, convaincu de l'intérêt qu'il porte au pays de Neuchâtel, de la persévérance qu'il met à faire arriver le résultat souhaité. » — P. 854.

Quant à ces lettres politiques, Perret-Gentil croit, qu'elles n'ont pas pu produire d'autre effet que celui de contribuer à

empêcher chez les royalistes le désespoir, toujours mauvais conseiller, et de calmer l'impatience.

Perret-Gentil convient qu'il a été en correspondance avec M. de Sydow, avec Matthey-Doret, Jeanneret, et le pasteur Matthieu, ministre suffragant à la Neuveville, canton de Berne, un des prévenus. Ce dernier lui communique le 10 août 1856, qu'à la Sagne l'attente est générale, et qu'une foule de gens à la Sagne et aux Eplatures remettent leurs armes en état, etc. Interrogé sur cette lettre, Perret-Gentil déclare que c'est le rapport d'un jeune homme, et qu'il n'y a mis que peu d'importance, qu'il n'en a parlé à personne, qu'il n'a vu là que des préparatifs isolés et en vue d'éventualités qui ne se présenteraient pas (!?). — P. 840.

Dans une lettre du 4 septembre 1856, M. Matthieu fait part à Perret-Gentil, son ancien professeur, de sa joie au sujet des événements, et dans une lettre du même jour au même, il exprime son profond chagrin. Interrogé sur ces lettres, Perret-Gentil déclare, que ce sont des lettres confidentielles, et les sentiments qui y sont exprimés, ne lui semblent point être en contradiction avec le caractère d'un ministre neuchâtelois, vu que M. Matthieu s'est aussi fait un devoir de conscience de refuser le serment.

Avant de jeter un coup d'œil sur la nombreuse correspondance de M. Perret-Gentil, nous dirons qu'après la révolution de 1848, Perret-Gentil refusa aussi, ainsi que Guillebert, de prêter le serment constitutionnel, auquel furent astreints les professeurs, et fut par conséquent privé de sa place; mais ne voulant pas reconnaître que l'on eût le droit de le destituer, il crut de son devoir de continuer à donner ses cours, auxquels la plupart des étudiants assistèrent volontairement.

Il faut convenir que le caractère bilieux et mélancolique de M. Perret-Gentil lui permettait de ramasser et réunir dans « sa collection de pièces politiques » toutes sortes d'écrits et poésies, qui peut-être étaient en partie destinés à la publicité, et dont un grand nombre sont écrits de sa main.

Déjà en 1848, il écrivit de sa main une pièce, intitulée « Le testament d'un pauvre horloger, » qui lègue la cage au président du Conseil d'Etat, la chaîne, la verge, la potence, la roue à d'autres républicains. — N° 77.

Dans une autre pièce trouvée dans son cabinet, et écrite par lui, il est dit entre autres :

« La République n'eut pour amis
Que les scélérats du pays.
Aussi peut-on en conscience
Tous les conduire à la potence !

.

La République hait le Roi,
On comprend bien, parbleu, pourquoi,
Jamais le méchant de sa vie
N'aima la bonne compagnie ! »
etc., etc. — N° 76.

Une autre pièce, écrite de sa main, intitulée « Le Conseil administratif » (n° 75), est trop commune et trop personnelle pour qu'on puisse en citer quelques passages.

Une pièce, intitulée « Le vrai Neuchâtelois, » écrite de même par Perret-Gentil, contient le passage suivant :

« A la canaille du Château
Tu ne tires pas ton chapeau.
Sur ton visage elle peut lire
Le profond mépris qu'elle inspire.
Ah ! Ah ! vrai citoyen
Que j'aime à te serrer la main ! (bis.)
.
Quand le bon Roi nous reviendra,
Comme ton cœur tressaillera,
Toi seul sans arrière-pensée
Pourras bénir cette journée.
Ah ! Ah ! » etc. — N° 74.

Une autre pièce : « Le mitou, » prêche même contre les royalistes modérés qui ne s'abstenaient pas du serment. — N° 73.

En juillet 1850, Perret-Gentil chantait :

« Je t'aime encor, mon Roi, et ma douleur ardente
Sait braver des méchants la fureur menaçante.
Je t'aime encor mon Prince, et fais de ton retour
Mon désir le plus cher, le vœu de mon amour. »
etc. — N° 70.

Le 14 octobre 1850, il chantait :

« Je veux garder cette noble espérance
Que de mon Roi je verrai le retour.
Je veux garder cette sainte espérance
Que des méchants le pouvoir n'a qu'un jour ! »
etc. — N° 66.

Une chanson, datée de juillet 1851, intitulée « La République, » porte :

« Je me dis, qu'étaient-ils, ces hardis novateurs,
Qui se donnaient à nous pour des réformateurs ?
Criminels, qui pour code ont choisi leurs maximes,
D'infâmes étrangers, détestés pour leurs crimes ;
Ils sont fils du mensonge, et gouvernent l'Etat
Par les amis du vol et de l'assassinat.
De quel droit osas-tu par ta révolte impie
Ravir un Prince au peuple, un père à la Patrie ! »
etc. — N° 72.

Nous omettrons de citer d'autres échantillons de l'abondante verve royaliste. Ces passages suffiront pour montrer la profonde haine dont le cœur de ces prévenus, et surtout de M. Perret-Gentil, ministre du Saint-Evangile, était rempli contre leurs adversaires politiques et les institutions républicaines.

Les correspondances politiques de M. Perret-Gentil ne sont pas moins intéressantes.

« Nous sommes sans nouvelles de M. de Sydow, — écrit-il déjà le 15 janvier 1851, au prévenu Jeanneret, ex-notaire au Locle, — vous avez, Monsieur, communication des dernières qui nous sont parvenues, et qui prouvent que nous pouvons toujours compter sur son dévouement et sur sa constante disposition à servir notre cause, » etc., etc.

Perret-Gentil informe ensuite Jeanneret, que Sydow est à Baden-Baden, et qu'il aime à croire qu'on y devrait faire un pèlerinage. — N° 203.

Le 2 mai 1851, Perret-Gentil peint à Jeanneret le « zèle et le dévouement que déploie M. de Chambrier (chancelier provisoire de la Principauté à Berlin) pour le bien du pays et pour rap-

procher autant que possible l'heure de la délivrance, en y appliquant tous ses efforts, » etc., etc.— N° 202.

On a trouvé dans l'agenda de Perret-Gentil de 1852 la copie de la lettre de remerciements des pèlerins de Bade et de Hechingen au Prince de Prusse, après la réception des portraits du 4 février 1852 :

« Vous avez montré, Monseigneur, — écrit le rédacteur de cette adresse (Perret-Gentil) — *que l'épée de Frédéric est toujours victorieuse dans la main des Princes de votre Maison*; nos oppresseurs le savent, et ils n'attendraient pas même la vue de cette glorieuse épée pour rentrer dans l'obscurité d'où ils sont sortis. Pour ce qui est de nous-mêmes, Monseigneur, nous supplions le Roi et votre Altesse Royale de disposer de nos biens et de nos vies, pour amener ce résultat également réclamé par l'honneur de la Prusse, par l'inviolabilité du droit public européen, et par les souffrances d'un peuple dont une si longue épreuve n'a pas encore ébranlé la fidélité.» — N° 83.

Trois jours plus tard, le 7 février 1852, Perret-Gentil écrivit à M. de Sydow ce qui suit :

« Dans la situation où se trouve mon malheureux pays, et dans la perplexité qui m'opprime à la pensée du sort dont il est menacé, je ne me sens disposé à penser qu'à la seule chose qui lui serait nécessaire, et après laquelle il soupire vainement, ou à la fatalité aux coups impitoyables de laquelle il semblerait qu'on veuille l'abandonner.» Le correspondant communique à Sydow l'extrait d'une lettre qu'il a reçue du Locle, sur l'impatience, qui se manifeste, comme il croit, « dans tout le peuple.» Cette impatience, ajoute Perret, « est un acte d'adoration envers Dieu, un hommage de respect et de confiance adressée au Roi.» « Il est un seul moyen de la calmer, — continue-t-il — pour la calmer, il faudrait *des actes*, qui fussent des arrhes réelles d'un meilleur avenir, » etc., etc. . . . « Mais au nom de Dieu, Monsieur, — ajoute-t-il — si rien ne se fait, où nous pousseront-on ? où nous laisse-t-on aller ? Quelle est la situation du pays ? La révolution l'a terrassé, lui tient le pied sur la gorge avec l'appui de la Suisse, qui l'étaye de tous les côtés. D'un autre côté le pouvoir légitime lui tient les mains liées, le menace s'il bouge, et trouve quelquefois inopportuns les cris qu'il pousse dans la douleur et le désespoir pour appeler au secours. »

Perret-Gentil a même l'effronterie d'oser communiquer à Sy-dow ce qui suit :

« Aujourd'hui le pays entier (y compris les républicains, dont le plus grand nombre se soumettrait avec plaisir), se prononce en faveur de son roi légitime, » etc.

« Votre Excellence, — continue-t-il, — s'associe à tous nos maux et ne reçoit pas avec indifférence l'exposé fidèle (! ! ?) que nous en faisons. . . . , Mais nous apprenons sans cesse que des personnages haut placés se rient de nos misères ou n'y croient pas, etc.

Dans les moments critiques, tout homme qui pense doit élever la voix. Je le fais aujourd'hui avec toute l'énergie dont je suis capable et comme je ne l'ai jamais tenté.

.

Nous irons en avant à la garde de Dieu, mais en lui demandant pourtant de nous faire assister, non pas à la ruine définitive de notre pays, mais à son relèvement, et de nous accorder le bonheur de faire preuve d'amour de la Patrie et de dévouement au Roi *d'une autre manière que celle qui nous est laissée maintenant.* » — N° 35.

Dans son agenda de 1852, Perret-Gentil a écrit un journal de faits, nouvelles et observations politiques. Il y a protocolé toutes les réunions politiques auxquelles il a assisté. Il tance les » *mitous*, » (royalistes non-abstenants). Au commencement du mois de mars il inscrit aussi une nouvelle lettre de Sy-dow du 3 mars 1852, où il est de nouveau dit : « Dieu veuille d'autant plus accélérer l'effet des démarches faites pour votre délivrance. Malheureusement, c'est un signe caractéristique de nos jours, que toute œuvre conservatrice et restauratrice est lente dans ses effets, tandis que tout ce qui se passe dans l'intérêt de la révolution s'accomplit rapidement et se maintient longtemps. » — N° 84.

Il paraît que le *cabinet noir* s'est souvent réuni aux mois de mars et avril 1852. Perret-Gentil inscrit dans son agenda tous les jours ce qu'on y a délibéré et décidé. Ainsi nous apprenons que le mercredi 7 mars le cabinet a adopté un mémoire au Roi, rédigé par M. de Wesdehlen avec lequel le colonel M. (de Meuron) partit le 8 avril pour Berlin. (N° 86.) Voici un passage de ce mémoire, inscrit dans l'agenda de Perret-Gentil :

« Informés par les papiers publics des démarches préliminaires de Votre Majesté pour rentrer en possession de sa Principauté de N. et V., nous venons lui offrir l'hommage de notre vive et profonde reconnaissance. Comprimés par une audacieuse invasion soutenue du dehors, nous subissons depuis plus de quatre ans toutes les conséquences de cette commotion révolutionnaire. Aujourd'hui, avec l'espérance d'un meilleur avenir, nous supplions V. M. de recevoir avec bonté nos vœux ardents pour le prompt retour de sa légitime domination et des anciennes institutions, garanties éprouvées de l'ordre et des libertés, qui ont fait le bonheur de nos pères et la prospérité de notre patrie. »

Nous trouvons aussi dans l'agenda de Perret-Gentil une lettre de Sydow, adressée probablement au *Cabinet noir* ou à un de ses membres :

« Aujourd'hui je vous écris en qualité de Neuchâtelois, leur dit-il, je l'ai reçue tout à l'heure par une patente du Roi, qui m'accorde la naturalité neuchâteloise et la qualité de Bourgeois de Valangin. Le Roi dit qu'il veut par là me donner une marque de la satisfaction et témoigner en même temps à ses fidèles Neuchâtelois son intérêt et sa ferme résolution de rétablir et maintenir leurs communes et bourgeoisies dans leurs franchises séculaires. Faites-en part à vos amis communs, sans donner lieu à une publication. »

Le 20 décembre, les royalistes Neuchâtelois (le Cabinet noir) adressèrent au Roi de Prusse, comme de coutume, une nouvelle adresse de nouvel-an, ainsi que nous pouvons le lire dans l'agenda de Perret-Pentil. Ils saisissent avec empressement l'occasion du renouvellement de l'année pour déposer au pied du Trône leurs hommages et leurs vœux. Ils entretiennent le cœur paternel du Roi de leurs douleurs et souffrances, de leur cause, cause du droit, de la morale, de la religion, contre laquelle les « portes de l'enfer ne prévaudront pas. » Ils appellent le moment où il leur sera donné de faire éclater leurs vœux ouvertement et de prouver à S. M. et à l'Europe que malgré les nombreuses séductions et persécutions le Neuchâtelois reste fidèle à son Roi, à sa loi et à sa foi. »

Nous avons déjà mentionné la réponse de Sydow à cette adresse. La réponse est datée du 20 janvier 1853 (n° 33,—voir

1853

page 19). Cette réponse, ainsi que la copie des réponses de Sy-dow du 17 janvier 1854 et du 12 mars 1856 (nos 36 et 37,—voir page 20) se sont trouvées chez Perret-Gentil.

La copie d'une autre lettre à Sydow, probablement de l'an 1854 ou 1855, s'est trouvée chez Perret-Gentil, qui reprend la suite de ses correspondances. Après avoir parlé de M. de Wesdehlen, qui est parti pour Berne où il aura l'occasion de voir les ministres de France, d'Angleterre et d'Autriche, après avoir parlé en suite de la nécessité de l'abstention, de l'ancien temps, etc., il déclame :

« Nous ne sommes, nous ne voulons pas être déliés de nos serments. La Suisse a expulsé notre Prince et nous écrase ! »

Il croit qu'on ne peut pas conserver une conscience sans reproche en jurant de respecter la souveraineté du peuple et une Constitution « imposée par la violence et le parjure. » Il dit que la transformation du pays en République ne deviendrait un fait que par l'abdication du Prince. « Mais le Prince, continue-t-il, a juré de ne jamais nous abandonner. Comment pourrait-on se préparer à redevenir un vrai sujet du Roi en s'attachant à la République ? J'aimerais autant qu'on me dît que pour se préparer à être un bon mari, il faut vivre en attendant dans un commerce illicite avec quelque créature. » — N° 34.

Dans une lettre sans date, Perret-Gentil communique à L.-A. Humbert que le chancelier provisoire de la Principauté est chancelier en activité. M. de Meuron-Térisse ajoute à la même lettre que M. le chancelier provisoire est à *Berlin*, qu'il a qualité pour parler, qu'il est à la source, » que le ministère a agi TOUJOURS et jamais plus sérieusement que ces DERNIERS TEMPS. (*Toujours* est souligné deux fois, *derniers temps* trois fois.)

Peu de temps après le retour de M. de Wesdehlen, Perret-Gentil écrivit à un inconnu que M. de Wesdehlen continue à être « pleinement satisfait » des assurances qu'il reçoit, tellement qu'il reprendrait sur l'heure le chemin du pays s'il ne se faisait un devoir de rester encore pour recevoir une communication qui lui a été offerte et que jusqu'ici durant son séjour à Berlin il n'a pas eu de déception. « Son impression, ajoute Perret-Gentil, est qu'enfin on y comprend *qu'il faut en finir* et qu'il n'y a plus lieu à barguigner. Il n'est pas besoin de stimuler ou pousser les personnes influentes qui agissent pour

nous de leur propre mouvement. L'on peut soupçonner que d'autres mobiles se joignent à celui que nous pouvons fournir pour déterminer ces personnes à avancer nos intérêts.»

Il ajoute encore à cette lettre que M. de Wesdehlen engage les royalistes à être attentifs au moment où les fiançailles du jeune Prince de Prusse avec la Princesse d'Angleterre seront déclarées, afin de présenter aussitôt leurs félicitations. « Il penserait, dit-il en terminant, que les dames feraient bien de présenter leurs félicitations et leurs vœux à la future Reine. » N° 4.

Dans un agenda de poche de 1856, marqué du nom de Perret-Gentil et saisi chez ce dernier, on trouve inscrite une lettre du 26 janvier 1856 à un inconnu, signée *Caius*. Il écrit qu'il conviendrait d'empêcher chez les royalistes une désertion, de maintenir leurs hommes dans le chemin du devoir et de l'honneur, en les préparant au mot d'ordre que le *Général* (sobriquet) donnerait ou autoriserait à donner pour tout le pays, celui de ne pas dévier de la ligne seule logique qu'on a suivie jusqu'ici, surtout à *l'approche de la délivrance*, pour qu'alors les royalistes n'aient pas à rougir d'avoir concouru avec les *criminels* et *leurs complices* (sic, c'est-à-dire les républicains,) à la démoralisation et à la ruine du pays. — N° 53.

Caius est sans nul doute le sobriquet d'un membre du Cabinet noir, et peut-être Perret-Gentil lui-même. On a bien trouvé chez M. le notaire Jeanneret, au Locle, une carte (n° 240) qui contient une espèce de déchiffrement des sobriquets secrets. Nous apprenons par cette carte que M. Px. (Perregaux) était nommé « *Le Bouillant*, » que les sobriquets *Caius*, *Isaac*, *Papa* et le fils de *Papa*, le « *Fiffre* » sont connus, qu'on désignait le nom de M. de Sydow avec le chiffre 170, que « *Fritz* » appelé aussi *le Général*, M. Frédéric de Chambrier, chancelier provisoire, et « *Xandi* » son frère; Del ou Dellius était Wesdehlen; Edomar, M. de Rougemont; l'Etoile, M. Perret-Gentil (il avait peut-être plusieurs noms secrets); le vicaire de Morteau, ou l'Ermite de Pouillerel, ou l'Anachorète des Seignoliers, était M. le diacre (M. Matthieu?) Par « *Moab* » on entendait « *La Chaux-de-Fonds* »; les « *Israélites de Moab* » étaient les « *bons* » de cette localité; par « *Sibérie* » on entendait « *la Brévine*. » Le Conseil d'Etat du canton était aussi appelé « *la Meute*, » le Grand-Conseil « *la Bande*. » — N° 250.

Dans l'agenda de Perret-Gentil de 1856, est inscrite aussi l'adresse des royalistes au Prince royal de Prusse, du 25 janvier 1856, d'où il paraît ressortir que le Prince de Prusse a aussi quelquefois encouragé et exhorté les royalistes à préparer la restauration :

« Les événements heureux qui viennent réjouir la famille royale, — dit cette adresse en commençant, — ne peuvent jamais manquer d'exciter la sympathie des sujets du Roi dans sa Principauté de Neuchâtel. Mais lorsque ces événements (le mariage de la princesse Louise avec le grand-duc de Baden,) intéressent plus particulièrement le Prince, qui nous a donné plus d'une fois des marques de son auguste bienveillance et qui a daigné nous adresser des paroles dont le souvenir ne s'effacera jamais de nos cœurs, la satisfaction que nous éprouvons est encore plus vive et plus intime, » etc. — N° 54.

Une autre adresse du 10 février, aussi au Prince de Prusse (inscrite dans le même agenda) relativement au même sujet, porte :

« Cette alliance avec le Prince allemand le plus rapproché de notre pays et avec le chef d'un Etat, que V. A. R. a glorieusement délivré d'un joug tyrannique et odieux, est pour tous les Neuchâtelois le sujet d'une joie légitime. — N° 257.

On trouve aussi inscrite dans le dit agenda les paroles suivantes d'un certain M. « Merrony » adressées au Roi de Prusse et communiquées par un M. Pertuisier :

« Sire, il y a dans votre Principauté de Neuchâtel des personnes qui font des sacrifices immenses pour vous être fidèles. Votre Majesté doit être désireuse de les rétablir dans sa domination. » — N° 64.

Le 1^{er} juin 1856, Perret-Gentil communique à L.-A. Humbert qu'il n'est pas encore en demeure de lui donner aucun détail sur les démarches de M. de Wesdehlen, que le secret et le mystère couvrent toutes les négociations : « *Agir mystérieusement*, — continue-t-il, — et sans laisser rien transpirer, telle est, nous mande-t-on, la première condition du succès. » M. de W. est initié à toutes les démarches, mais il doit se renfermer dans le plus absolu silence. Perret-Gentil parle ensuite d'obstacles suscités par l'Angleterre et l'Autriche, et de faits révélés par M. de

Sydow à Guillebert « qui rapporte (de Sigmaringen) la conviction toujours plus profonde *que les intérêts des royalistes ne sauraient être entre de meilleures mains que dans celles de l'ami dévoué* (de Sydow). M. de Sydow, — continue-t-il, — reste toujours le même à tous égards. Son espérance de la restauration est plus ferme que la nôtre. Ni sa vigilance, ni son zèle, ni ses efforts ne se ralentissent, » etc.

Perret-Gentil communique en même temps à L.-A. Humbert les conclusions du mémoire de M. de Sydow, adressé au Roi sur la question de Neuchâtel, portant :

« Puisque V. M. est à la tête d'une armée brave et nombreuse, je n'ai qu'un avis à proposer à V. M., c'est de répondre : *J'aviseraï !* » — Conf., page 69.

Il lui communique encore les paroles de Sydow à Guillebert déjà mentionnées plus haut. — Conf. page 69. (N^o 2.)

Dans une lettre du 21 juin 1856 (n^o 3), Perret-Gentil communique aussi à L.-A. Humbert la lettre de Sydow déjà deux fois mentionnée, que « le Roi pense faire en automne ce qu'il ne peut pas faire à présent, » etc.

On a trouvé chez M. Perret-Gentil un grand nombre d'écrits et de lettres politiques des prévenus suivants : Wesdehlen, Matthey-Doret, L.-A. Humbert, Jeanneret, Guillebert, Matthieu, ministre, Sauvin, ministre, et d'autres royalistes. — N^{os} 39, 44 jusqu'à 49, 54, 94, 95, 97, 98, 101, 102, 110, 161 jusqu'à 191, 201, — aussi des lettres de Sydow. Les lettres des autres prévenus à Perret-Gentil sont mentionnées dans le récit qui les concerne. Nous citerons aussi ici la lettre de Sydow à Perret-Gentil, du 16 avril 1856, que nous avons mentionnée plus haut (page 29). Cette lettre, dans laquelle Sydow parle « *d'épreuves avant la fin heureuse de cette crise.* » — N^o 44.

Un certain Charles Faure écrivit le 17 juin 1856 à Perret-Gentil : « Maintenant, nous n'avons rien de mieux à faire qu'à attendre avec patience. » (N^o 168). — Un M. Eugène Courvoisier, ministre, lui écrivit de Paris le 27 juin 1856, pour lui demander, si lui (Perret-Gentil) pense qu'il convienne que Courvoisier voie M. de Halsfeld, ministre de Prusse à Paris « *pour avancer la cause.* » — N^o 165.

Le 4 juillet 1856, M. Eugène Petitpierre, auquel Perret-Gentil avait aussi adressé de « bonnes communications politiques » sur les actes sérieux de M. de W. (Wesdehlen), répondit à Perret-Gentil : « J'écris aujourd'hui à N.-B. *que lorsqu'on agit on ne parle pas*, et que si on parle, c'est pour faire valoir des faits. » — N° 162.

Le lendemain, 5 juillet, Perret-Gentil reçut la lettre de Wesdehlen, où il leur annonce l'accomplissement des espérances dans un temps peu éloigné. — Acte n° 42. (Voir page 24.)

M. Eugène Courvoisier, nommé plus haut, répondit le 16 juillet, depuis Paris, à Perret-Gentil, à une lettre de ce dernier du 8 juillet, où il lui « laissait entrevoir les *belles espérances*. »

Dans cette réponse, Courvoisier parle de M. le colonel Barman, ministre plénipotentiaire de la Confédération à Paris, comme d'un « ennemi assez dangereux, » qui aurait dit qu'au Congrès de la paix, la France et l'Angleterre auraient répondu à M. de Manteuffel : « Faites la guerre, si vous l'osez ! » — N° 166. — Enq. p. 827, 835, 846, 859, 874, 887, 890.

XI

Paul-François Matthieu, de Neuchâtel, ministre suffragant à la Neuveville, canton de Berne, âgé de 32 ans, déclare n'avoir pas pris part au mouvement de septembre 1856, qu'il avait bien auparavant des soupçons que le mouvement éclaterait, soupçons suggérés par quelques mots échappés à ses amis, qu'il en a parlé et écrit au professeur Perret-Gentil, avec lequel il avoue avoir entretenu une correspondance politique, « comme un fils à son père. » (Enq. p. 211.) Dans cette correspondance il ne signait pas les lettres. Il considérait, à ce qu'il dit, la restauration du Roi de Prusse comme la délivrance de son pays, et accueillait avec un très-grand intérêt les faits qui prouvaient que le Peuple revenait à son Roi.

Examinons quelques-unes des nombreuses correspondances du prévenu :

Le 1^{er} février 1854 il annonce au prévenu Jeanneret l'élection du Chancelier provisoire de la Principauté comme fait important. — N° 239.

Le 27 mai 1851, il communique au même Jeanneret l'extrait d'une lettre d'un Neuchâtelois qui a vu à Baden M. Sydow : « Nous serons sauvés, je vous en réponds, si la Prusse n'est pas renversée, » etc. — N^o 240.

En effet, il paraît qu'en 1851 M. Sydow et le Cabinet de Berlin s'occupaient vivement de la question de Neuchâtel. On a trouvé chez le prévenu Matthey-Doret, à la Brévine, une copie d'une lettre de Siegwart-Muller, adressée depuis Sigmaringen (la résidence de M. de Sydow) le 12 novembre 1851, à un royaliste de Neuchâtel, copie écrite de la main du ministre *Matthieu* :

« A l'égard du ci-devant comté (*sic*) de Neuchâtel, — écrit le fondateur et chef du Sonderbund de 1847, — il doit arriver dans les premiers jours à Berne une note par laquelle la Prusse revendique ses droits sur ce pays. Cette mesure pourrait peut-être accélérer la chute des autorités fédérales actuelles, . . .

.
Le sort de la Suisse est décidé, mais le moment où les dés seront jetés ne l'est pas. Ainsi, patience !

.
J'ai été très-étonné que MM. Calame et de Chambrier ne soient pas venus à Baden-Baden pour saluer le Roi de Prusse, » etc.
Comme nous l'avons dit, cette lettre, qui donne une idée des relations qu'on entretenait en Allemagne, a été copiée par le ministre Matthieu, qui en a reconnu l'authenticité.

Dans une lettre à Matthey-Doret, du 25 novembre 1851, Matthieu parle de l'espérance de la restauration :

« En avant, en avant ! et que les légions des anges viennent dissiper l'impure armée des démons !.. Dieu combat pour nous ! Je me réjouis de mon changement de logement, j'aurai une fenêtre sur les rues pour voir la restauration. » — N^o 420.

Matthieu est aussi poète. Dans un « *pieux cantique* » dédié à M. de Wesdehlen, il invite les Neuchâtelois à louer Dieu tout en appelant ses adversaires du parti républicain :

« D'indignes malfaiteurs conduits par des rebelles, d'infâmes étrangers en tous lieux ramassés, voilà le vil troupeau, qu'une fureur impie dans un jour de malheur jetait sur ma Patrie. » — N^o 455.

En envoyant une autre pièce à Wesdehlen, le 6 octobre 1851, il lui témoigne la plus profonde estime pour ses principes et tout ce qu'il avait fait pour son malheureux pays. — N° 453.

Le 19 juillet 1852, Matthieu écrivit à Matthey-Doret, en parlant de la restauration, que les lettres de M. de Sydow sont toujours plus remplies de confiance et de sécurité : « Patience, patience encore un jour, le lever de la nouvelle aurore nous paraîtra encore plus beau. — N° 423.

Le 9 décembre (1852 ou 1853), Matthieu écrit de nouveau à Matthey-Doret dans une lettre anonyme, de M. de Sydow, qui aurait écrit un rapport dans lequel il parle des maux toujours croissants et de l'invariable fidélité des royalistes. — N° 424.

Le 16 décembre, Matthieu écrit de nouveau au même une lettre anonyme :

« *La question de munitions a été traitée hier ici. On a craint qu'en disant : Préparez-vous pour le cas d'un ordre, plusieurs ne disent : L'ordre est là. On n'a donc point voulu donner d'avis officiels, mais aux gens à s'entendre entre eux sans tambour ni trompette.* » — N° 422.

D'une autre lettre mystérieuse du pasteur Matthieu à Matthey-Doret, du 23 décembre (?), il ressort que les royalistes tramèrent quelque chose. Il parle de nouveau de consigne, de mot d'ordre, il dit qu'il n'est « absolument pas question de prendre l'initiative de la délivrance, puisque les événements marchent pour nous (les royalistes) et que Dieu agit véritablement en notre faveur. — N° 448.

Le 31 mars 1855, Matthieu communique de nouveau à Matthey-Doret ses espérances de la restauration. — N° 424.

Le 14 juin 1856, il écrivit à Perret-Gentil sur la chute de Piaget : « sur la lenteur de l'accomplissement de nos espérances, sur la joie qui viendra après la délivrance, » etc. — N° 95.

Le 29 juin 1856, il lui annonce mystérieusement, et sans signature, la visite de quatre Sagnards qui étaient chez lui le matin. — N° 472.

Le 1^{er} juillet 1856, il écrit à Perret-Gentil : « J. Clottu commence à être impatient *que le Roi se prononce et que nous ne soyons plus en suspens.* » — N° 478.

Le 8 juillet 1856, Matthieu communique à son ancien profes-

seur qu'un certain « Vust » désire aussi la restauration. « Je lui ai dit, ajoute Matthieu, ce que j'en croyais, mais non ce que j'en savais. » — N° 173.

Le 8 juillet 1856, il déclame : « C'est la Providence qui agit pour nous. Non, je crois à peine que le port puisse nous être barré de nouveau. Il semble que tout concourt à nous en assurer l'entrée, mais pour l'effectuer heureusement, il faut faire comme s'il y avait tout à redouter et user plus que jamais d'une extrême prudence. A la garde de Dieu, c'est lui qui nous conduit, et son souffle qui enfle nos voiles. » — N° 179.

Quatre jours plus tard, le 12 juillet, il écrit : « J'en suis tout ému et, comme vous, presque effrayé. Les choses se serrent d'une façon presque incompréhensible. La Providence agit et presse ses coups.... » — En parlant d'autres communications qu'il avait reçues de Guillebert et de Bernard de Gélieu, outre celles de Perret-Gentil, Matthieu s'écrie : « *Tout cela agite, émeut. Quelle surprise, quel trouble !* »

Le même jour, Matthieu écrivit une seconde lettre politique à Perret-Gentil où il allègue aussi le voyage de M. le comte (de Wesdehlen), etc. — N° 181.

Il écrit de nouveau le 17 juillet 1856. — N° 182.

Le 24 juillet 1856, il conclut que la restauration *intégrale* (il comprend la séparation de Neuchâtel et de la Suisse) sera un fait marquant dans l'histoire même de nos voisins. — N° 183.

Le 25 juillet 1856, il parle de préparatifs secrets et spontanés. — N° 185.

Le 4 août 1856, il « voit déjà paraître l'aurore à l'horizon, » il voit « le soleil dissipant les ténèbres, » il sent déjà le souffle qui emportera les miasmes infects du désordre et de l'anarchie. » Il a eu de nouveau la visite de deux Sagnards. — N° 187.

Le 9 août 1856, Matthieu communique à Perret-Gentil combien il est heureux de ce que celui-ci lui a mandé. Il demande : « Ne sommes-nous pas pour quelque chose dans ce voyage de notre maître à Sigmaringen ? (Guillebert ?)..... » *Caius*, quoi ! il faut donc que tout le monde fasse son tour ! » Il paraît ressortir de cette lettre que « Caius » était effectivement un des sobriquets secrets de Perret-Gentil. — N° 186.

Le 10 août 1856, Matthieu écrivit à L.-A. Humbert à la

Sagne, en exprimant des inquiétudes au sujet de la maladie du maire Jeanneret, l'un « des soutiens les plus fermes de notre cause. » Il continue : « Et nous attendons toujours, entourés comme d'un voile de mystère. Nous ne projetons pas, nous ne calculons pas, nous attendons les œuvres et les ordres de Dieu, etc. » — N° 6.

Le même jour, 10 août, Matthieu communique à Perret-Gentil : « *qu'un Sagnard, ami de nos amis, lui apprend que là-haut l'attente est générale.* » — « Spontanément, ajoute-t-il, une foule de gens à la Sagne, aux Eplatures, etc., *remettent leurs armes en état et sont tout ébahis d'en trouver d'autres qui font de même.* Un Eplaturier disait dernièrement, en rappelant le mot de *Dellius* (Wesdehlen) en 31 sur les deux jours de guerre civile : « *Moi je dis : Mieux valent huit jours de guerre civile que huit ans de diplomatie.* » J'en conclus qu'en laissant la Providence agir, nous sommes sûrs de notre affaire. Eût-on pu commander ces choses. *Et tant de poudre prête* ne recevra-t-elle pas mieux l'étincelle que celle qu'il y a un ou deux ans il eût fallu chercher? » — N° 43.

Le 13 août 1856, Matthieu écrivit de nouveau à Perret-Gentil, savoir : sur un article (de Geltzer) : « Ce qui le réjouit, c'est de retrouver en tout, partout et toujours la belle figure de notre Roi.... On est bien aise de voir des allemands agir et des français réfléchir. » — N° 188.

Le 25 août 1856, Matthieu sympathise avec Perret-Gentil « aux douloureuses langueurs que lui font ressentir les lenteurs de l'affaire et le mystérieux silence dont on les environne ! Ah ! si ce mystère était comme ceux de la religion, une lumière qui se cache dans une lumière. . . . Et, chose étonnante, le peuple espère, espère beaucoup, témoin la lettre de Paul Fabry que vous verrez. Oh ! que je voudrais que bientôt vous puissiez m'annoncer une de ses nouvelles, » etc. — N° 189.

Le 28 août il écrivit à Perret-Gentil : « Voici une lettre qui m'a transporté de joie et dont je ne doute pas qu'elle produira le même effet sur vous. Dieu n'a pas abandonné son peuple, puisque des hommes pensent encore aujourd'hui, parlent et agissent, etc. Je désire que cette lettre soit vue par MM. Guillebert et Dellius, » etc. — N° 190.

Voilà les lettres écrites par Matthieu quelques semaines avant

que le mouvement éclatât, et d'où il résulte que Matthieu était bien au courant de ce qui se passait avant le jour fixé, et qu'il a facilité autant que possible la perpétration de l'insurrection par ses écrits, ses nombreuses correspondances politiques. Voici ce qu'il écrivit encore le 4 septembre à Perret-Gentil, après avoir appris la nouvelle de la prise du Château par les royalistes : « Je quittai Neuchâtel mardi soir (2 septembre) sans me douter de ce qui allait s'y passer quelques heures après mon départ. » Il paraît, en effet, que Matthieu n'avait pas connaissance du jour et de l'heure où le coup de main devait être exécuté. Cependant il avoue avoir été inquiet de tout ce qu'il avait vu ou entendu de ses amis de la Sagne depuis quelques semaines. « Quand la nouvelle de mercredi matin m'arriva, — écrit-il, — *je sus* quel devait être le coup et priai Dieu en lui rendant grâces. » — Dans la même lettre, Matthieu parle encore du mauvais vouloir de la Confédération et fait de mauvaises plaisanteries sur les troupes fédérales, les Bernois et Vaudois..... Il dit en terminant cette lettre : « Vous ne pouvez pas douter de ma franche et ferme adhésion à tout ce qui s'est fait. Vous savez ce que je suis et ce que je pense. Je rends grâces à Dieu de la gloire de mon pays. » En marge « Si vous voyez messieurs L.-A. H. (Louis-Auguste Humbert, etc,) serrez-leur vivement la main de ma part. Je n'ai pas à douter qu'ils n'aient pas été partout au premier rang. » — N° 97.

Le même jour, 4 septembre, Matthieu, après avoir reçu la nouvelle de la reprise du Château par les colonnes républicaines, écrivit de nouveau à Perret-Gentil :

« Je vous écrivais aujourd'hui dans la joie, lui dit-il, maintenant je viens pleurer avec vous. C'est en Dieu que je retrouve mon recours, et à quelque degré que je souffre, je me relève en pensant *que du moins la faute du 4 Mars est lavée*. Qu'est-ce que l'avenir nous réserve. Adieu, bien cher Monsieur. Je suis avec vous dans la mauvaise fortune plus que je ne le serais dans la bonne. » — N° 98.

Quant aux lettres politiques que M. Matthieu a reçues, on n'en a point trouvé lors de la visite domiciliaire chez lui. Il a pu les détruire ou les cacher auparavant. On a cependant trouvé quelques lettres à lui adressées chez Perret-Gentil et Jeanneret. Nous citerons les lettres de L.-A. Humbert, du 30 mars 1852,

que nous avons déjà mentionnée, et celle du capitaine Fabry du 23 juin 1856, qui lui parle de Dieu, qui rétablira toute chose à sa place dans l'ordre politique et qui fera prospérer les travaux qui tendent à tout remettre à sa place dans la patrie. » — Fabry communique aussi à Matthieu le contentement « du voyageur » (M. de Wesdehlen), et lui cite le proverbe chinois : « Lorsqu'on a dix pas à faire et que neuf sont déjà faits, l'on n'est encore qu'à moitié chemin. » Cela est vrai, mais d'un peu dure digestion, croit Fabry. — N° 176. — Enq. p. 209, 211, 935.

XII

Auguste de Montmollin, fils de Frédéric-Auguste, âgé de 48 ans, de Neuchâtel, propriétaire domicilié à Neuchâtel, déclare avoir eu pour la première fois connaissance du projet d'insurrection, le dernier jeudi du mois d'août (28 août), où il a rencontré à sa campagne (la Borcarderie) le colonel Pourtalès-Steiger, qui lui a parlé de ce projet en lui disant que le moment de la délivrance du pays était venu, que les personnes qu'il avait vues à Berlin, par exemple M. de Manteuffel, lui auraient donné de grandes espérances.

Montmollin avoue avoir été en correspondance avec M. de Sydow, mais sur des sujets complètement étrangers à la politique.

On lui a dit que le Prince de Prusse était tout à fait disposé pour le mouvement. Montmollin déclare qu'au commencement il n'était pas décidé à coopérer au mouvement, et que ce n'est que dans la soirée du dimanche précédent qu'un paysan lui dit que le mouvement devait avoir lieu dans la nuit du mardi au mercredi. Le mardi, avant dîner, il vit une lettre signée du capitaine Constant Comtesse, son homme d'affaires à la Borcarderie, invitant les habitants du Val-de-Ruz à se réunir à Pierrabot. Montmollin s'y rendit sans être armé. Là le colonel de Meuron lui donna l'ordre de détacher 20 hommes de ceux qui se réunissaient à Pierrabot pour se rendre au Suchier, ordre qui fut exécuté par Montmollin. Depuis le Suchier, Montmollin a fait partie de la troupe qui s'est emparée du Château. Au Château, il a suivi les ordres du colonel de Meuron. Il a conduit les conseillers d'Etat arrêtés dans la salle où on les a détenus. Il

a pris part aux séances du conseil insurrectionnel au Château, lorsqu'il a été question de délibérer sur une capitulation, mais il n'était pas du comité, et n'a jamais délibéré qu'alors. (Lorsqu'on a discuté la lettre des Commissaires fédéraux, tous les officiers se sont réunis.)

Le jeudi 4 septembre, Montmollin s'occupa avec d'autres officiers à faire déposer les armes aux soldats royalistes, auxquels on avait dit que le Château ne se défendrait pas. Il fut arrêté au Château.

Les antécédents de M. de Montmollin sont très-honorables. Il n'a jamais rempli de fonctions dans l'Etat, mais s'est toujours occupé activement de l'administration de la ville et bourgeoisie de Neuchâtel. Il a été longtemps membre du petit-conseil et maître-bourgeois, président de la commission d'éducation, etc. Il ne s'occupait pas de politique et ne se vouait qu'à ses fonctions administratives et à ses études d'histoire naturelle et à de nombreuses œuvres de bienfaisance. Depuis 1848, il s'est activement occupé de l'éducation publique comme vice-président de la commission, et fut toujours dans les meilleurs rapports avec l'administration républicaine de la Bourgeoisie. — Enq., p. 640, 720. — Conf. page 294.

XIII

René-Alfred-Henri Wolfrath, fils de Christian-Henri, âgé de 36 1/2 ans, de Neuchâtel, imprimeur-libraire, y domicilié, dépose que mercredi, le 3 septembre, à la pointe du jour, il fut réveillé par quelqu'un qui lui dit que M. de Meuron lui faisait demander de se rendre au Château. Quelques instants après, M. Louis de Wesdehlen fils vint chez lui l'appeler, et il monta avec lui au Château. M. de Meuron lui remit des proclamations et lui donna l'ordre de les imprimer immédiatement, ce qu'il fit, pensant, à ce qu'il dit, qu'il ne pouvait pas refuser.

Il déclare sur l'honneur, qu'auparavant il n'a eu aucune idée que le mouvement devait avoir lieu.

Les proclamations (n° 5 et 6, vol. I — voir Pourtalès, de Meuron) ont été imprimées dans son établissement. (P. 949.) C'est aussi Wolfrath qui a publié la Feuille d'Avis de Neuchâtel, du 4 sep-

tembre 1856 (n° 14)', ainsi conçue : « *Neuchâtel*, 3 septembre 1856. — Le peuple neuchâtelois veut reconquérir ses droits et son indépendance. Cette nuit les royalistes de la Sagne, du Val-de-Ruz et de Neuchâtel se sont levés en masse, et, conduits par des chefs habiles, se sont emparés du château de nos Princes. Dans le même moment, à 2 1/4 heures du matin, une autre colonne, commandée par M. le colonel de Pourtalès, a occupé le Locle sans coup férir, » etc. Suit la reproduction des proclamations : « Tout ce que nous pourrions dire, pâlirait à côté de ces documents historiques *Dernières Nouvelles* : On dit qu'un commissaire royal ne tardera pas à arriver, ce qui explique une entente avec les Puissances au sujet de Neuchâtel, » etc. . . .

C'est M. le colonel de Meuron, qui a remis à Wolfrath, le 3 septembre au matin, le manuscrit des proclamations n° 5 et 6, et le professeur Matile celui de n° 6.

Wolfrath a envoyé mercredi matin un certain Louis Cornu à Valangin pour y porter un paquet de proclamations. (Enq. p. 88.)

Le 4 septembre, vers les 9 heures du matin, après la reprise du Château par les troupes républicaines, l'imprimerie de M. Wolfrath fut détruite par des personnes qu'il ne connaît pas. Il fut lui-même arrêté.

Wolfrath, élargi sous caution par le Juge d'instruction fédéral, fut arrêté de nouveau, après avoir profité de sa liberté pour faire un voyage en Allemagne sans permission de l'autorité compétente, et muni d'un passeport de la Légation prussienne. — Enq. p. 597. 949. 1027.

XIV

Louis-Frédéric Petitpierre, comte de **Wesdehlen**, fils de George-Frédéric, âgé de 23 ans, de Neuchâtel, domicilié à Berlin, référendaire près le tribunal de Berlin, déclare, qu'il est venu à Neuchâtel le 23 ou 24 juillet 1856, et avait appris peu de temps avant, qu'un mouvement devait avoir lieu dans le canton de Neuchâtel, dans la seconde moitié du mois d'août, comme il croit. C'est son père qui lui en a parlé le premier. « Nous n'avons jamais pensé — ajoute-t-il — qu'il y eût du sang répandu et un commencement de guerre civile. C'était une

manifestation qu'on voulait faire pour rétablir l'autorité du Roi de Prusse. Il s'est rendu au Château non armé, le 3 septembre, à 3 heures du matin, avec son père, et était là au moment où l'on arrêtait les conseillers d'Etat. Au Château il veut seulement avoir échangé quelques paroles avec MM. de Pourtalès-Steiger et Sandoz. Il alla chercher Wolfrath au Château. Il est parti du Château à 8 heures, et a été arrêté à Colombier pour avoir porté des proclamations. Il les a prises lui-même chez l'imprimeur Wolfrath le mercredi matin. Le fils Wesdehlen ajoute, qu'il a vivement désiré la restauration, mais qu'il ne s'en est pas occupé personnellement, qu'il avait bien appris que la restauration était certaine, mais qu'il ignorait complètement de quelle manière et à quelle époque elle aurait lieu.

Il paraît cependant que le jeune Wesdehlen était au courant des affaires longtemps avant que le mouvement éclatât. « Si la restauration va arriver, — lui écrit déjà le 7 juillet 1856 son ami Guillaume de *Perregaux*, fils de l'ancien conseiller d'Etat, depuis Fristad en Suède, — et que je le sache à tant (sic), je pars immédiatement, ça va sans dire, sinon, ce sera pour moi un cruel dépit On n'ose réellement pas y penser, mais quand dis-tu (sic) quand on pense que dans quelques semaines nous pourrions nous trouver au pays causant, fomentant ensemble du *coup d'Etat* en question, tout en ne négligeant pas de causer, etc. Papa m'écrit hier, qu'il croit d'après ton père la restauration certaine J'aimerais bien pouvoir jouir à Neuchâtel de la société de Gélieu, » etc.

Le 25 juillet 1856, M. Edouard de Sinner, fils de Jean-Rudolf de Sinner-Kirchberger à Berne, écrivit à Louis de Wesdehlen : « Voilà donc Gélieu à Neuchâtel, et il doit bientôt venir à Berne, etc. Nous parlerons alors de nouveau politique, tu me diras où est la restauration » — N° 149.

Le même de Sinner lui écrivit de nouveau le 27 août 1856 : « Te voilà donc de nouveau établi à Saint-Aubin dans l'attente des événements. Dieu seul sait comment tout cela ira, quant à moi j'ai toujours encore un peu peur que *nos* espérances ne se réalisent pas aussi facilement qu'on aimerait à le croire. Tu sais combien je suis impatient de voir le résultat de tout cela. Aussi je compte bien sur toi, mon cher Louis, pour me tenir au courant de tout ce qui se passera. Tu sais que je suis *schweigsam*

wie das Grab En post-scriptum : Le comte Fritz Pourtalès est parti pour Berlin, je pense non sans but. — N° 450.

Le 29 août 1856, un certain Jean écrivit depuis Fleurier à Hermann de Wesdehlen, sous-lieutenant à Berlin, frère de Louis de Wesdehlen : « Après avoir lu ta lettre, j'attendais tous les jours la restauration, mais voici bientôt plus d'un mois, rien n'est arrivé, etc., etc. C'est attendre par trop longtemps, il faut enfin l'avouer ! » (N° 457.) — Enq. p. 350. 654. 667. 944. 984.

XV

Charles-Frédéric Sauvin, fils de Frédéric, âgé de 36 ans, de Neuchâtel, ministre du saint Evangile, domicilié à Neuchâtel, déclare, qu'il n'a eu aucune connaissance du mouvement que le mercredi (3 septembre) matin, vers 6 heures et demie. Sauvin avoue que sur l'avis qu'un jeune homme lui donna mercredi matin, il vint du Faubourg (où il demeure) en ville, vit l'hôtel de ville occupé par des hommes armés, et passa chez l'imprimeur Wolfrath, où l'on lui avait dit que s'imprimait une proclamation, et qu'ensuite il est monté au Château. Pendant la journée du 3 septembre il a passé en grande partie chez M. Wolfrath, est monté plusieurs fois au Château et y a félicité les connaissances qu'il rencontrait, sans entrer dans la salle, où siégeaient les chefs.

Sauvin déclare, qu'il est royaliste, et que sa participation au mouvement qui a eu lieu, est d'avoir porté depuis l'imprimerie Wolfrath des proclamations au Château, à M. de Meuron, auquel il a demandé ce qu'il fallait en faire. De Meuron lui a dit qu'il fallait les répandre en ville et au-dehors. Sauvin retourna à l'imprimerie Wolfrath, où il apprit le nom de l'afficheur. Il se rendit auprès de ce dernier et lui dit que M. de Meuron lui ordonnait d'afficher ces proclamations. Après cela il répandit des proclamations et en remit à qui en voulait. Il passa alors la journée chez Wolfrath, où il a aidé à répandre des proclamations royalistes. Il coucha aussi chez Wolfrath pour être près du lieu des événements. Jeudi matin il se rendit chez M. le professeur Guillebert, avec et chez lequel il fut arrêté. — Enq. p. 917.

Le 8 août 1856, Sauvin écrivit à Perret-Gentil sur le justicier

Reymond, duquel il dit qu'il est toujours excellent royaliste, mais un de ces royalistes incrédules quant à la *possibilité d'une restauration*, et qui s'effraie des difficultés, qu'il regarde comme insurmontables pour se tenir en selle, une fois qu'on y sera remonté. Mais sous ses objections obstinées, je dirais, on sent fort bien le désir d'être convaincu du contraire, etc. — N° 191.

XVI.

Bernard de Gélieu, de Neuchâtel, officier au service de Prusse, domicilié à Berlin, âgé de 28 à 29 ans, se trouve en fuite.

Nous avons déjà mentionné dans notre récit général la participation de Gélieu au mouvement, et dit qu'il fonctionnait comme aide-de-camp du colonel Pourtalès-Steiger.

De Gélieu se trouva à Neuchâtel déjà avant le 25 juillet 1856, comme il ressort de la lettre de Sinner à Louis de Wesdehlen (n° 149). Il raconte au prévenu Matthieu déjà avant le 12 juillet d'une manière positive que la restauration s'opérait prochainement (Enq. p. 937. 887). Le 17 août 1856, il télégraphia au commandant du régiment de la garde de réserve à Berlin, pour demander un plus long congé. On lui répondit que le congé est donné sous la forme de « *absent malade.* » Le 24 août, un certain Förster, lieutenant, lui télégraphie depuis Berlin : « *Demain la réponse, moi à B.* » Le 25 août, le même Förster lui télégraphie : « *Oui, j'ai la permission pour le voyage. J'arriverai Mardi Soir* » (2 septembre 1856). — (Il paraît en effet que ce Förster, lieutenant, est venu, car on a vu au Château deux officiers en uniforme prussien.)

Le 27 août, à 10 heures et demie du matin, de Gélieu écrit à Louis-Auguste Humbert à la Sagne : « Le colonel P. (Pourtalès) arrive ce soir chez vous. Il faut qu'on ait des exprès prêts à partir. Encore quelques minutes de patience. Le Roi veut que nous agissions. Je pars pour Colombier chez M. Au revoir bientôt, mais pas d'imprudences. Signé B. de G. » (N° 9.) Probablement le même jour, ou le lendemain, à 4 heures du soir, il écrit à Humbert : « La réponse est mot pour mot : *Demain la réponse, moi à B. (Bâle).* Je pars pour Bâle et j'ai écrit à Saint-Aubin. — *Différez. A bientôt.* (Signé) B. d. G. » — N° 10.

Le 28 août, de Gélieu prit la diligence depuis Bienne pour Bâle. Le hasard voulut qu'il fût placé à côté d'un témoin qui a communiqué que durant tout le trajet Gélieu était préoccupé du retard de la poste, qu'il s'assurait à chaque station de l'heure, à laquelle on arriverait à Bâle. Il regrettait de ne pas avoir pris une extra-poste, disant qu'il fallait bon gré mal gré qu'il arrivât à Berlin le samedi, 30 août, de bon matin, pour s'y présenter au Roi ou à l'un de ses ministres par l'intermédiaire de son général, afin d'obtenir de rechef un congé d'un mois, pour revenir immédiatement à Neuchâtel assister au baptême d'un enfant. Chemin faisant il entreprit aussi la question neuchâteloise en défendant les droits de son Roi sur la Principauté. Il arriva à Bâle samedi 29 août, à 6 1/2 heures, et n'eut que juste le temps de prendre l'omnibus par la station allemande. Le lundi suivant, 1 septembre, à 4 heures du matin, de Gélieu se trouvait de retour à Berne, et en partit le même jour, à 4 heure de l'après-midi pour Neuchâtel. A son départ de Berne il vit par hasard de nouveau son compagnon de voyage entre Bienne et Bâle, et lui dit qu'il avait obtenu son congé d'un mois, et qu'il irait assister au rassemblement de troupes à Yverdon. (Déposition de M. Wuilliémoz, n° 174.)

Le lendemain, 2 septembre, soir, de Gélieu était au Locle, et fonctionnait le 3 septembre comme officier dans la colonne de Pourtalès.

Nous omettons les détails, racontés par quelques témoins au Locle, qui déposent de l'activité de Gélieu lors de la prise du Locle par les royalistes.

D'après les dépositions de plusieurs témoins, Gélieu a commandé à Peseux le feu contre les carabiniers, après avoir fait tourner la route par ses soldats, pour entrer dans les vignes. — Enq. p. 300. 247. 358. 424. 449. 486. 490.

XVII.

Eugène-Henri de Meuron, fils du lieutenant-colonel Henri-Frédéric, âgé de 28 ans, domicilié à Neuchâtel, a assisté à la prise du Château, accompagné de son père. Il a passé la journée de mercredi, 3 septembre, au Château, et était présent lorsqu'on arrêta le président du Conseil d'Etat. Lorsque le se-

crétaire d'Etat, M. Aimé Humbert, a été arrêté, il l'a pris par le bras pour le faire descendu, en le poussant violemment jusque sur l'escalier.

Eugène-Henri de Meuron ne veut avoir connu le mouvement que le lundi, 1^{er} septembre, par son père. Dans le courant de l'été il aurait, à ce qu'il déclare, entendre parler vaguement de correspondances qui avaient lieu entre Neuchâtel et Berlin. — Enq. 265. 649. 943.)

XVIII.

Jean-Louis Reiff, fils de Jean-Philippe, âgé de 58 ans, épicier, domicilié à Neuchâtel, capitaine des pompiers, déclare avoir appris le 28 août 1856, qu'un mouvement se préparait, par le colonel Fr. de Pourtalès, qui le fit demander à la Borcarderie. Il vit le 31 août M. de Meuron, qui l'assura de la réussite de l'affaire, de sorte qu'il se décida à faire partie du mouvement. Reiff revit de Meuron chez le major Bovet, et reçut de lui l'ordre de trouver des charpentiers et serruriers pour construire des barricades (p. 99). Pendant que de Meuron s'emparait du Château le 3 septembre, Reiff resta en ville, attendant les gens du Val-de-Travers pour prendre l'hôtel-de-ville.

Reiff a convoqué cette nuit les pompiers de la ville de Neuchâtel, dont il est le chef. Il déclare cependant, qu'ils sont venus d'eux-mêmes le rejoindre le mercredi dans la journée. Il les a conduits au Château en leur disant que c'était pour la sûreté de la ville (p. 127). Il monta au Château deux fois pendant la journée, la dernière fois à 8 heures du soir. Il reçut du colonel de Meuron l'ordre de lui envoyer le sous-garde-arsenal mort ou vif; il alla l'éveiller, après quoi celui-ci monta au Château et ouvrit l'arsenal (p. 753). Reiff ne veut pas s'être battu, mais au contraire avoir engagé ceux qui l'entouraient, à poser les armes, et lui-même aurait déposé son sabre. Reiff fut blessé lors de la reprise du Château (voir p. 34.)

XIX.

Henri-Louis Yersin, fils de David-Louis, âgé de 29 ans, naturalisé Neuchâtelois, domicilié à la Brévine, capitaine, hor-

loger, raconte que quelques jours avant il a été avisé du mouvement par le capitaine Fabry, et mardi (2 septembre) il fut appelé par *Henri Jeanneret* pour se consulter sur une lettre du colonel Pourtalès, annonçant qu'un mouvement royaliste devait avoir lieu. Il se rendit à la maison de ville, où il trouva l'ancien maire Matthey-Doret et le capitaine Ibbetson. Yersin prévint les hommes du village, se mit en uniforme, désarma un gendarme et partit avec ses hommes qu'il plaça sous le commandement du capitaine Ibbetson. Henri Jeanneret lui aurait dit que le Roi était disposé à soutenir vivement le mouvement, et qu'un commissaire du roi arriverait. Yersin était aussi au Locle et se rendit après la prise de cet endroit sur l'ordre d'Ibbetson avec soixante hommes en reconnaissance du côté des Eplatures. En revenant au Locle, il partit avec la colonne pour *Neuchâtel*, passant par la Sagne. A Peseux il était de l'arrière-garde. Il entra au Château avec Pourtalès.

Avant le mouvement, Yersin aurait appris du capitaine Fabry, que M. de Pourtalès avait vu le *Prince de Prusse* à Berlin, que M. de Wesdehlen l'avait aussi vu, ainsi que M. de *Manteuffel* et quelques généraux. Le Prince de Prusse aurait dit, que le Roi n'avait jamais renoncé à ses droits sur Neuchâtel, et qu'il prêterait son concours au rétablissement de l'autorité royale. — Enq. p. 238. 819. 822. 826.

XX

Constant Comtesse, capitaine, de la Sagne, ancien concierge des prisons de Valangin, domicilié à la Borcarderie, âgé de 54 ans, en fuite, écrivit le 30 août 1856 à Aimé Cuche, au Coutil, que « le moment de notre restauration est arrivé, qu'il peut compter sur la vérité de ce qu'il dit ; que le colonel de Pourtalès-Steiger, qui prend le commandement en chef, a l'autorisation du Roi et de toute la Cour, que la Prusse appuiera, que même les cabinets de Paris, de Londres et de Vienne sont informés de ce qui doit arriver et n'y mettent aucun empêchement, au contraire, qu'ils appuieront la note que la Prusse adressera à la Confédération. Nous voilà donc certains d'une restauration, « mais pour l'avoir, continue-t-il, il nous faut faire le mouvement, et il se fera au nom du Roi, Le jour en est fixé à

mercredi, 2 à 3 septembre. Agissez avec prudence et discrétion. — N° 158.

Une lettre semblable à celle-ci a été écrite par Comtesse à l'ancien justicier Abram l'Epée.

Constant Comtesse a pris part au mouvement comme capitaine. Il commandait la troupe qui, venant de Pierrabot, s'est emparée de l'Hôtel-de-Ville à Neuchâtel, y a placé deux sentinelles devant chaque porte, fait arrêter et désarmer les gendarmes de la ville et organisé des postes, etc. Il était aussi au Château. — Enq, pages 704, 52, 729, 434, 705.

XXI

Edouard de Pourtalès, allié **de Pury**, âgé de 54 ans, de Neuchâtel, domicilié à Neuchâtel, fut, à ce qu'il dit, réveillé le mercredi matin : il vit qu'on s'emparait du corps-de-garde et monta au Château. De là il se rendit à l'Hôtel-de-Ville, où il pria M. Perrot, président du conseil administratif, d'envoyer des vivres pour les soldats qui s'étaient emparés du Château.

Au Château, il était présent lors de la lecture de la lettre des Commissaires fédéraux. Il est allé avec une patrouille de douze hommes vers le poste et a fait la police.

Pendant la prise du Château par les républicains, Pourtalès-Pury fut frappé sur la tête d'un dangereux coup de sabre ; poussé dans la cour du Château, il se vit entouré de soldats. Le colonel Denzler étendit les bras pour écarter les soldats, et c'est à lui que Pourtalès-Pury doit la vie, comme il le déclare lui-même. Il fût transporté dans le logement de M. le conseiller d'Etat Aimé Humbert, au Château, où il fut soigné avec beaucoup de sollicitude. Quant aux antécédents de M. Edouard de Pourtalès, nous dirons qu'il est le second fils de M. de Pourtalès-Boyve, et par conséquent cousin issu de germain de Pourtalès-Steiger et Pourtalès-Sandoz. Il avait été dans sa jeunesse en Prusse. Depuis lors, de retour dans son pays, il n'a joué aucun rôle politique, Il était du conseil de ville depuis 1835, et il consacrait son temps à la peinture. — Enq. p. 102, 105, 1024, 1026.

XXII

Henri-Denys-François de Rougemont, âgé de 46 ans, de Neuchâtel, rentier, domicilié à Saint-Aubin, déclare qu'il était occupé chez lui à photographier sa famille, lorsqu'il entendit battre la générale. Il se rendit à Gorgier où il savait qu'il y avait de ses amis politiques. En y arrivant il est entré dans la maison de commune en disant que le Gouvernement du Roi était établi, que les fidèles devaient se lever en masse et marcher sur Neuchâtel, et qu'il avait reçu l'ordre de se mettre à leur tête.

Rougemont ne veut pas nommer la personne qui lui a remis cet ordre signé de Pourtalès quelques jours auparavant. Il l'a déchiré.

Rougemont a engagé plusieurs personnes à marcher, par exemple un certain Fritz Humbert, et d'autres qui se trouvaient à la pinte Guinchard à Gorgier.

Il aurait aussi lu à haute voix la proclamation de M. de Pourtalès, fait qui est cependant contesté par Rougemont. — Enq., page 386.

XXIII

Armand-Frédéric de Perregaux, âgé de 66 ans, de et à Neuchâtel, ancien conseiller d'Etat, déclare avoir été au Château le 3 septembre, sans armes, « pour voir ce qui se passait. » Etant au Château, il veut avoir déclaré qu'il ne prendrait aucun rôle dans cette affaire avant qu'un commissaire du Roi fût arrivé. Son fils a cependant porté des proclamations.

De Perregaux jouait un grand rôle politique déjà en 1831 et 1832. (Voir GUINAND, *Fragments Neuchâtelois*.) On a trouvé plusieurs de ses lettres politiques de l'an 1851 chez le notaire Jeanneret, du Locle.

Déjà le 1^{er} mai 1851, de Perregaux lui écrivit d'une conférence de royalistes qui sont tombés d'accord : « Si d'ici à cet automne le Roi ne nous a pas délivrés, de lui demander positivement de nous émanciper. »

Le 20 juillet 1851, il écrivit anonymément au même, sur le projet de faire un voyage pour aller saluer le Roi, M. de Wessdehlen et M. de Rougemont devaient se mettre à la tête : « Le Prince de Prusse, ajoute-t-il, a dit mardi passé à nos voisins F. et à mon fils, qu'on nous sortirait certainement de l'état où nous sommes, mais qu'il fallait encore prendre patience.

« Quand on a patienté 3 1/2 ans, on peut demander qu'on en finisse ; d'ailleurs 1852 est décisif. Il faut donc parler et s'expliquer clair et net. » — N° 211.

Le 9 septembre 1851, il écrivit : « Il faut un changement complet dans tous les Gouvernements suisses, et je crois les populations trop comprimées pour pouvoir les changer. Il faut donc que ce changement nous vienne des Puissances anti-révolutionnaires qui n'entendent pas que la Suisse soit le foyer de l'anarchie. » — N° 212.

Le 27 septembre 1851, il écrit de nouveau à Jeanneret : « L'ambassadeur du Roi est le lieutenant-général de Rochow. Rien de nouveau à vous dire, mais toujours bonne espérance. Il faut être conséquent (tout le monde est d'accord sur ce point, heureusement) *d'être détaché une fois et à tout jamais de la Suisse*, il serait absurde de prendre part à des élections qui la concernent. — N° 213.

En lisant cette lettre, on comprendra pourquoi, dans la liste des jurés fédéraux il est dit qu'à la Sagne il n'y a pas d'élections.

Le 18 octobre 1851, Perregaux écrivit de nouveau à Jeanneret, en lui disant que le colonel Reynier lui avait communiqué une lettre du lecteur du Roi du 5 courant, qui, voyant et causant journellement avec le Roi, lui dit que celui-ci s'occupe sérieusement des affaires de Neuchâtel, et que dans peu on en aura la preuve, etc. Il ajoute : « Nous irons aux élections fédérales moins qu'à toutes autres, puisqu'on est d'accord pour se séparer de la Suisse, ce serait un contre-sens que de participer à des élections de députés. Même les *mitoux* de la ville disent qu'ils n'iront pas. » — N° 235.

Le 14 novembre 1851, Perregaux communique à Jeanneret qu'il a vu une lettre de Berlin d'un homme placé là de façon à connaître ce qui se passe, et qui pensait que la restauration aurait lieu cet automne sans la position de la France. — N° 244.

Le 6 décembre 1851, il écrivit au même que ce qui se passe en France en vaut bien la peine, et qu'on l'envisage comme très-utile à avancer notre délivrance. — N° 224.

Le 20 décembre 1851, il prêche contre le gouvernement Piaget. — N° 236.

Il résulte de toutes ces lettres que Perregaux travaillait beaucoup pour l'idée de la séparation de la Suisse et de Neuchâtel. Cependant on n'a pas trouvé de ses correspondances d'une date postérieure à la fin de l'année 1844. — Enq. 36, 756.

1851

XXIV

Frédéric de Perregaux, fils du précédent Armand-Frédéric, âgé de 25 1/2 ans, étudiant en droit, domicilié à Neuchâtel, a porté des proclamations dans les châtellenies, à Thielle, à Cressier, Cornaux, le Landeron ; il en a communiqué à M. de Pury-Péters et à d'autres personnes. Le colonel de Meuron les lui a remises au Château, et sur son indication il a pris aussi des bulletins à l'imprimerie Wolfrath. Il est allé avec son père au Château, non armé. — Enq. 595, 884.

XXV

Alphonse de Pury-Péters, âgé de 45 ans, rentier, domicilié à Hauterive, déclare n'avoir eu connaissance du mouvement qu'un quart-d'heure avant. Il était alors domicilié à Cressier.

Le 3 septembre dans l'après-midi, le fils Perregaux lui a apporté trois espèces de proclamations.

De Pury-Péters a affiché une ou deux de ces proclamations à la maison de ville de Cressier, et il veut avoir détruit les autres. (?)

Le Comité de sûreté de Cressier déclare qu'il n'est point à sa connaissance que M. de Pury-Péters ait pris aucune part au mouvement et qu'il ait excité des personnes à y prendre part, si ce n'est qu'il s'est permis d'afficher deux proclamations, et qu'en les affichant il menaça Gustave Guenot qui les lui prit des mains, en lui disant « qu'il s'en ressouviendrait. » — N° 479. — Enq. pages 590, 767.

XXVI

Le comte **Henri de Pourtalès-Gorgier**, âgé de 41 ans, originaire de Neuchâtel, domicilié au château de Gorgier, déclare qu'il se rendait à Bienne pour ses affaires, quand il apprit à Neuchâtel l'événement. Il crut de son devoir, comme citoyen et comme père de famille, de se rendre à son domicile, à Gorgier, pour y agir suivant les circonstances. Afin d'informer sa famille et ses amis de ce qui se passait, il prit, comme il l'avoue, chez Wolfrath quelques proclamations qu'il a mises à côté de lui dans sa voiture, et il partit. Il ne veut pas avoir pris ces proclamations dans le but de favoriser l'insurrection. A Auvornier il fut arrêté avec ses proclamations.

Portalès-Gorgier déclare sur l'honneur qu'il n'a eu aucune part au mouvement insurrectionnel et aucune connaissance du projet. Il n'était pas non plus en relations avec son cousin Portalès-Steiger.

Treize citoyens habitant la paroisse de Saint-Aubin déclarent que de Portalès-Gorgier est demeuré complètement étranger à la politique.

Il ressort d'une lettre qu'il a écrite le 2 septembre 1856, que ce jour-là il s'est occupé de ses affaires particulières. — Enq., n° 423. — Annexes, n° 476.

XXVII

Louis-Frédéric de Marval, propriétaire, domicilié à sa campagne de Voëns (Saint-Blaise), âgé de 58 ans, explique que le 3 septembre, à 5 heures du matin, un homme nommé Sterki, de St-Blaise, est venu chez lui et lui a raconté ce qui s'est passé à Neuchâtel. De Marval a engagé cet homme à aller au Château et à dire aux hommes de Savagnier d'y aller aussi. Au moment où l'homme sortit, Marval lui donna une pièce de 5 fr. et se transporta lui-même au Château, où il fut deux fois; la dernière, pour voir son fils qui y est allé armé. Marval déclare qu'il n'a pas engagé son fils, mais qu'il l'a laissé faire, par faiblesse, vu que c'est un jeune homme bouillant de 19 ans.

De Marval avoue avoir reçu un message verbal quelque temps

auparavant, qui lui fit connaître que le mouvement se préparait. Sur sa demande s'il y avait un ordre écrit par le Roi, il aurait reçu une réponse négative, sur quoi il aurait déclaré qu'il n'y prendrait aucune part. On lui a bien dit qu'il devait y avoir un ordre, mais non écrit.

Louis Sterki, journalier, déclare que M. de Marval l'a engagé à aller au Château, mais qu'il n'y est pas allé, ayant fait la ribotte à St-Blaise avec les 5 fr. qu'il avait reçus de M. de Marval. D'ailleurs de Marval lui aurait souvent donné de l'argent et lui aurait même procuré les moyens d'acheter une petite cabane.— Enq. pages 765, 797.

XXVIII.

Ferdinand-Henri Gagnebin, fils de Henri-Daniel, âgé de 40 ans, de Neuchâtel, ministre du Saint-Evangile, précédemment pasteur aux Eplatures, raconte, qu'il était mardi (2 septembre) au soir allé chez Philippe Jeanneret. Un exprès accompagné de plusieurs personnes vint avec l'ordre du colonel Pourtalès, par lequel au nom du Roi celui-ci ordonnait que les gens des Eplatures fussent convoqués pour former un piquet et des patrouilles, prendre possession de la Croix fédérale, auberge située au Crêt, et s'assurer de l'aubergiste, M. Ray, Vaudois et officier. On fut unanime à décider qu'on laisserait en repos M. Ray, et que l'on établirait le piquet dans la maison d'école de la Bonnefontaine. Gagnebin retourna à la cure, vers une heure il se leva et alla avec Philippe Jeanneret voir ce qui se passait à la Bonnefontaine. Arrivé là, il trouva un grand nombre de personnes réunies, commandées par l'officier *Charles-Frédéric Robert*. Robert forma un comité, consistant en Philippe Jeanneret, Auguste Girard et le pasteur Gagnebin. Ce dernier se rendit alors jusque sur le Crêt du Locle, où il entendit des cris. Il resta quelque temps et retourna à la maison. Vers les 6 heures du matin, il sortit de nouveau et alla jusqu'à la Bonnefontaine, où les royalistes arrêtèrent un jeune Allemand qui venait à cheval de la Chaux-de-Fonds. Gagnebin fit, à ce qu'il dit, comprendre à ce jeune homme qu'on l'arrêtait pour un instant. On entra dans la salle d'école et Gagnebin parla aux gens qui étaient là. Voulant rentrer à la maison avec Philippe Jeanneret, il rencontra une troupe d'hommes armés, venant du

Locle et commandée par le capitaine anglais Ibbetson, auquel Gagnebin dit qu'il y avait à la Bonnefontaine 30 à 40 hommes. Bientôt après on sonna le tocsin à la Chaux-de-Fonds. Ibbetson retourna avec sa troupe, et Gagnebin se rendit auprès du citoyen Bessert, dont la femme venait d'être tuée d'un coup de fusil par un individu de la troupe d'Ibbetson (Gustave Jeanneret). Le même soir Gagnebin fut arrêté par les républicains et amené à la Chaux-de-Fonds.

On a trouvé dans la maison de Gagnebin des drapeaux prussiens (noirs et blancs). Gagnebin déclare, qu'il les avait achetés déjà en 1842 lors du passage du Roi de Prusse dans ce pays, que ces drapeaux étaient enveloppés et déposés au galetas, d'où ils n'auraient pas été sortis, selon ce que prétend Gagnebin, depuis 1847. Sur la question, si depuis plusieurs années il ne s'est pas occupé soit par ses correspondances, soit par ses conversations de la restauration, Gagnebin a répondu qu'il est royaliste, qu'il doit ainsi que sa famille au Roi les moyens d'avoir pu terminer son instruction en Allemagne et d'avoir été à même de faire face aux charges, qui lui avaient été laissées par son père, que quant à sa correspondance, elle a été peu étendue. En 1851, Gagnebin a fait partie du pèlerinage de 65 royalistes à Baden pour voir le Roi de Prusse. Il avoue avoir dit aux royalistes, qui s'organisaient dans son endroit, qu'il était heureux de les voir aussi nombreux répondre à l'appel du Roi. — Enq. p. 483. 921. 1028. 519. 961. 521. 971.

Dans une lettre du 16 mars 1852, Gagnebin pria le capitaine Paul Fabry (tué lors de la reprise du Château) d'engager des amis à se joindre à une réunion de royalistes, « afin — dit-il — que nous puissions parler un peu du grand sujet qui préoccupe tant de Neuchâtelois en ce moment. »

Le 21 mai 1855, le pasteur Gagnebin recommanda à M. Jeanneret, notaire, un certain Rügger, qui demandait un passeport prussien, « comme un pèlerin toujours fidèle et solide. » — N° 35. 142. 219 h.

XXIX.

Frédéric de Chambrier, âgé de 39 ans, de Neuchâtel, domicilié à Neuchâtel, a appris le mouvement le dimanche avant qu'il éclatât (31 août 1856) par M. de Pourtalès-Steiger lui-

même à sa campagne de la Mettlen près de Berne. M. de Pourtalès lui a communiqué ce qui allait se passer, en disant qu'il désirait que M. de Chambrier le fît savoir à son père, l'ancien président du Conseil d'Etat, ce qu'il fit. Du reste, son père en avait déjà entendu parler et aurait supplié les personnes qui l'avaient entretenu de ce projet, d'y renoncer. M. Frédéric de Chambrier fils ne veut pas avoir pris part au mouvement, et n'avoir engagé personne à y prendre part. Cependant il ressort de ses correspondances, que depuis 1850 il a beaucoup travaillé pour préparer ce qu'on appelle la restauration. Avant 1850, il a été placé à Munich par le Roi de Prusse comme secrétaire de l'ambassade prussienne. Après la mort de M. Favarger, chancelier de la Principauté de Neuchâtel et Valangin (1850), M. Fritz de Chambrier a été appelé à Berlin pour le remplacer en sa qualité de Chancelier, ce qu'il aurait, à ce qu'il avoue, fait jusqu'à la fin de l'an 1852. Depuis lors il aurait complètement cessé de s'occuper de ce genre d'affaires. A la question, quelles fonctions M. Favarger remplissait-il à Berlin, M. de Chambrier a répondu, qu'avant 1848 M. Favarger était chancelier du Conseil d'Etat de Neuchâtel, et que lors de la révolution de 1848 il partit pour Berlin, où il entra dans les bureaux du ministère, *conservant pour les royalistes neuchâtelois sa qualité de Chancelier.*

Il est clair que l'emploi d'un chancelier de la Principauté après 1848 n'était autre chose qu'un emploi fait pour entretenir officiellement les relations entre le Roi de Prusse et une partie des habitants du pays de Neuchâtel, pour conserver les anciens liens et sympathies entre les royalistes et leur Roi, pour organiser et concentrer dans ce but le parti politique antinational, pour défendre les principes monarchiques et préparer une insurrection contre la Constitution républicaine du canton et la Constitution fédérale, en tentant de mettre une partie du territoire fédéral au pouvoir ou dans la dépendance du Roi de Prusse, c'est-à-dire, préparer et faciliter par de correspondances, ordres et toute espèce de directions ce que les royalistes de Neuchâtel appellent « *la restauration.* »

Une telle magistrature n'est autre chose que l'emploi d'un magistrat qui est nommé et payé par un souverain étranger pour entretenir une *insurrection permanente* dans un autre Etat.

M. Frédéric de Chambrier a accepté cette place, a fonctionné

comme chancelier provisoire de la Principauté de Neuchâtel à *Berlin* pendant quelque temps, et il n'est point prouvé qu'avant l'insurrection du 3 Septembre 1856 il ait donné sa démission.

Jetons un coup d'œil sur l'activité du chancelier de la Principauté de Neuchâtel. Nous avons déjà mentionné une lettre de feu l'ancien chancelier Favarger, du 2 janvier 1850 (n° 243), dans laquelle il dit, que si les royalistes obtiennent enfin leur délivrance « des chaînes du honteux esclavage, » sous lequel ils gémissent, M. de Sydow aura eu sa bonne part dans cette œuvre de salut.

Nous omettrons ici d'alléguer des passages d'une lettre du Roi de Prusse à M. de Sydow, et d'une autre lettre à M^{me} veuve Favarger, lettres de condoléance à l'occasion de la mort de M. Favarger. — N° 84.

Le 4^{er} février 1854, le ministre Matthieu annonce à Jeanneret la nouvelle de l'élection de M. de Chambrier comme chancelier provisoire de la Principauté. « N'attachez pas, — dit-il — votre pensée au choix de la personne, MAIS AU FAIT. » — N° 239.

Le 6 avril 1854, M. de Chambrier lui-même écrivit au maire Jeanneret relativement au brevet par lequel le Roi a daigné le charger provisoirement des fonctions de chancelier de la Principauté : « Cette mesure — dit-il — est destinée à donner aux Neuchâtelois un nouveau gage des intentions augustes et bienveillantes du Roi en faveur de notre pays. Dans son très-gracieux rescrit S. M. s'exprime ainsi : « *Le rétablissement complet des institutions de votre pays et leur développement organique sont l'objet de mon vif désir.* » Ils doivent être également les nôtres, — ajoute de Chambrier — et en attendant la réalisation de nos espérances, nous devons tous contribuer à entretenir au sein des populations neuchâteloises leur dévouement à la personne du Roi, leur attachement aux institutions monarchiques, et leur confiance dans le succès définitif de notre bonne cause.

« Je m'estimerai heureux, Monsieur, de pouvoir contribuer en quelque manière à *amener des résultats aussi désirables*, je recevrai avec reconnaissance les communications que vous croirez convenables de m'adresser, etc. » — N° 223.

Le 22 juillet 1854, Chambrier écrivit une longue lettre à Jeanneret, dans laquelle il cherche à persuader les royalistes « que ni le Roi, ni les Princes de la famille royale, ni les per-

sonnages les plus influents de l'Etat n'ignorent les souffrances des royalistes, qui ne sont égalées que par leur inébranlable fidélité. Ne nous laissons pas décourager! Le moment viendra certainement, où le Roi pourra mettre à exécution son projet le plus cher, etc. Il y pense constamment. A ceux qui prétendaient que le gouvernement du Roi traînait l'affaire en longueur pour la laisser mourir de sa belle mort, il a répondu par la nomination d'un chancelier. Que les royalistes soient donc sans crainte! qu'ils conservent leur ferme confiance dans les promesses du Roi, qu'ils restent royalistes dans toute l'étendue de ce terme! » Chambrier fait ensuite de longues réflexions sur la nécessité de la restauration. « Point de fusion! point de fusion! — s'écrie-t-il — avec le parti républicain, tel doit être notre mot d'ordre J'appelle royalistes tous ceux qui désirent le retour de la monarchie. . . . Il faut que nous restions royalistes pour que la restauration soit possible

Chambrier sent, comme il dit, « un redoublement de haine contre la République et nos tyrans. » Il termine ainsi : Que nos royalistes soient sans crainte! Quand le moment sera venu, le signal leur sera donné de Berlin (sic!) et alors, qu'ils se lèvent comme un seul homme, et la République aura cessé d'être. Jusque là patience et discipline! — N° 226.

Nous ajoutons ici, que cette lettre de Chambrier est une réponse à une lettre de Jeanneret, du 31 mai, où celui-ci lui dit entre autres, que les royalistes fondent leurs espérances sur le bon droit et sur les promesses réitérées de leur auguste et bien-aimé souverain. » etc. — N° 225.

Le 9 août 1851, Perret-Gentil écrivit au notaire Jeanneret : « Il paraît que M. le chancelier provisoire a été en verve le 21 juillet. Ce jour-là il a écrit trois lettres, » etc. — N° 247.

Le 9 septembre 1851, de Chambrier écrivit de nouveau au maire Jeanneret : « Quand Sa Majesté elle-même a parlé, — lui dit-il — ses indignes serviteurs ne peuvent plus que se taire. Après que le Roi a donné aux Neuchâtelois sa parole royale, après que le Prince de Prusse en son nom et au nom de son fils a engagé en quelque sorte l'honneur de sa maison, quel royaliste pourrait conserver encore l'ombre d'un doute? Oui, certes, la restauration est certaine! etc. Le Roi entend

reprendre son pays pour le posséder comme ses ancêtres, nos bienfaiteurs »

Après ces encouragements, de Chambrier s'élève contre l'opinion émise, qu'après une restauration le pays sera de nouveau révolutionné. Il croit que de tous les gouvernements possibles le gouvernement monarchique est celui qui aura le plus long avenir de tranquillité et de bonheur. M. de Chambrier ne croit pas en une République honnête. Sans la restauration il n'y aurait, selon lui, ni plus ni moins que « *le règne de la canaille.* » « La canaille n'a-t-elle pas régné à Berne, à Genève, à Lausanne, dans toute la Suisse, bien avant de régner à Neuchâtel ? Pourquoi cela ? Parce que nos institutions monarchiques nous ont permis de résister plus longtemps. Est-ce que la guerre du Sonderbund avec *toutes les infamies qui l'ont suivie*, a été une transition à l'eau de rose ? *La canaille est partout la canaille !* » etc., etc.

On a trouvé chez Louis-Auguste Humbert à la Sagne la copie d'une lettre de Berlin, 6 mars 1852, lettre qui doit être attribuée à Chambrier. Chambrier croit dans cette lettre que le radicalisme est absolument impuissant pour retarder, fût-ce d'une seconde, le *moment de la délivrance.* *Le pays retrouvera son Roi, et le Roi ses fidèles Neuchâtelois.* Restons royalistes et le pays est sauvé. Aussi je vous conjure de combattre par tous les moyens possibles le découragement qui menace de s'emparer d'un certain nombre de sujets fidèles, » etc. Chambrier prêche contre la fausse idée relative aux obstacles qui ont entravé jusqu'ici la réalisation des intentions du Roi. « Son ministère — dit-il — n'a jamais cessé de travailler, et travaille aujourd'hui plus que jamais à lever ces obstacles. Le succès n'est pas douteux, mais il faut attendre le moment favorable, etc. Notre excellent Roi est le meilleur comme il est le premier des Neuchâtelois, » etc. — N° 439.

Une lettre semblable à celle que nous venons de mentionner, a été écrite depuis Berlin, le 10 mars 1852, à une autre personne. La copie a aussi été trouvée chez Louis-Auguste Humbert. « Toutes les iniquités des radicaux — écrit Chambrier dans cette lettre — ne retarderont pas d'une seconde le moment de notre restauration. — N° 439.

L'influence du chancelier de la principauté sur les royalistes

neuchâtelois ressort aussi d'une lettre de Perret-Gentil à L.-Aug. Humbert, et d'un post-scriptum de la main du lieutenant-colonel de Meuron-Terrisse, du 19 mars (1852). « Le C. P. (chancelier provisoire), écrit Perret-Gentil, est *chancelier en activité*. Nous regardons sa lettre comme très-importante et ayant un caractère qui lui donne une grande portée. Perret-Gentil écrit encore à Humbert, qu'on communiquera la lettre du C. P. demain à une réunion « au Cernil, » convoquée par le maire de la Brévine (Matthey-Doret). De Meuron ajoute à cette lettre : « Le mérite de la lettre de Monsieur le chancelier provisoire ne consiste point dans ce qu'il dit touchant les élections. La valeur qui est à mes yeux très-considérable, se trouve :

1^o Dans l'indication des faits qu'aucun argument ne peut détruire. M. le chancelier provisoire est à *Berlin*, il a *qualité* pour parler, il est à la *source*. Le ministère a agi *toujours* et jamais plus sérieusement que ces derniers temps ;

2^o Dans l'indignation contre la fusion, etc.

Nous avons déjà dit plus haut que le nom de M. Frédéric de Chambrier figure aussi sur la carte des sobriquets secrets écrite de la main de Matthieu. — N^o 230.

XXX

Louis Châtelain, architecte, de Neuchâtel, âgé de 50 ans environ, en fuite, était, selon les dépositions de plusieurs personnes, le 3 septembre 1856, au Château où il fonctionna comme chef. Il a aussi appelé plusieurs personnes à prendre part au mouvement.

Le 1^{er} septembre, Châtelain passa chez le charpentier Charles-Jules Rosala et l'invita à prendre part au mouvement qui devait avoir lieu, en lui communiquant que les royalistes étaient appuyés tant au dedans qu'au dehors. Il lui donna l'ordre de chercher du bois et de travailler à la construction des barricades. Il ordonna de même au vigneron Louis Sunier de travailler aux barricades. — P. 714. — Enq. pages 145, 650, 751, 171, 632, 714.

XXXI.

Gustave de Pury, allié **de Perrot**, ingénieur, de Neuchâtel, âgé de 36 ans, en fuite, était avec les insurgés au Châ-

teau, le 3 septembre. Il était présent lors de la prise du Château par de Meuron, il portait un sabre. (Déposition Flühmann). Page 17.

De Pury arrêta aussi dans la nuit du 2 au 3 septembre le conseiller d'Etat Louis Grandpierre. Il alla avec l'ancien gendarme Racle devant la maison de M. Grandpierre, qui ayant entendu des coups de crosse contre sa porte, descendit. De Pury le prit par le bras en lui disant : Au nom du Gouvernement du Roi je vous arrête, et le conduisit, accompagné de Racle et d'autres individus, au Château.

De Pury a invité les frères Wittnauer, teinturiers à Neuchâtel qui, éveillés par le bruit, sont montés au Château, à prendre part au mouvement, en disant que c'était une affaire entendue entre les Puissances et la Confédération, et qu'il n'y avait qu'à se défendre contre le pays. Il a donné des armes à Alphonse Wittnauer. — Enq. Pages 4, 11, 17, 696.

XXXII.

Daniel Grisel, de Travers, ancien sergent-major, pensionné de Prusse, en fuite, était aussi au Château, en qualité de chef militaire. Il s'est aidé à placer le drapeau prussien sur la tour des prisons. — Enq. pages 115, 574, 578.

XXXIII.

George-Auguste Matile, ancien professeur de droit, originaire de la Sagne, âgé de 50 ans environ, récemment revenu d'Amérique où il est domicilié, en fuite, était aussi avec les insurgés les 2 et 3 septembre 1856 ; est très-suspect d'avoir conduit l'escouade des individus qui voulaient arrêter, dans la nuit du 2 au 3 septembre, le préfet de Neuchâtel, M. Charles-Jules Matthey. Ces individus enfoncèrent, en criant vive le Roi, la porte de la Préfecture, entrèrent dans l'appartement du préfet, lui crièrent de s'habiller immédiatement, qu'il était leur prisonnier. Matthey s'habilla, prit quelques draps de lit, les attacha au contrevent de sa fenêtre et s'échappa en tombant d'une hauteur de vingt pieds sur un tas de pierres ; (le drap supérieur s'était détaché). Les dits individus enlevèrent à M. Matthey, trois carabines américaines, une carabine d'ordon-

nance fédérale, trois pistolets, un fusil de chasse à deux coups, un carnier neuf avec poire à grenaille, et probablement les cinq draps de lit dont M. Matthey s'est servi pour se dévaler, et qui n'ont pas été retrouvés. Le tout ensemble, estimé à fr. 4,460 que M. Matthey réclame. — Enq. pages 43. 539.

XXXIV

Frédéric-Ami Bacle, maître d'armes et ex-gendarme, de Neuchâtel et de la Neuveville (Berne), âgé de 48 ans, en fuite, a pris part, avec l'ingénieur de Pury, à l'arrestation du conseiller d'Etat Louis Grandpierre, comme nous l'avons déjà raconté. — N^o 34. — Enq. page 44.

XXXV

Henri Jeanneret, capitaine, négociant, originaire du Locle et de la Chaux-du-Milieu, domicilié à la Brévine, âgé de 38 ans, en fuite, a commandé une compagnie de la colonne du colonel Pourtalès-Steiger. Il était aussi au Château.

Lors de l'arrivée de la colonne républicaine, Jeanneret a commandé à ses hommes d'abandonner les armes en criant : *Sauve qui peut !*

Henri Jeanneret a aussi appelé à la Brévine le capitaine Yersin et autres pour se consulter sur le mouvement. — Interrogat. du Locle, page 27. — Enq. pages 49, 75, 108, 60, 238.

XXXVI

Adolphe Buchenel, lieutenant, de Fontaines et Neuchâtel, demeurant à Fontaines, agriculteur, âgé de 35 à 36 ans, environ, en fuite, a pris part au mouvement insurrectionnel en qualité d'officier de la colonne Pourtalès et a été au Château. — Enq. page 85.

XXXVII

Jules-Henri Sagne, sellier, domicilié au Locle, en fuite, a pris part à l'attentat dans et près la maison de l'ancien préfet Henri Grandjean, au Locle. Une troupe de royalistes pé-

nétra, comme nous l'avons déjà mentionné dans notre récit sur Pourtalès-Steiger, dans la nuit du 2 au 3 septembre, dans la maison du citoyen Grandjean, un des hommes populaires du Locle, en poussant des cris et enfonçant les portes de la maison et des appartements, en proférant les plus sales injures et des menaces horribles contre l'épouse et la nièce de Granjean. Celui-ci sortit par une fenêtre, descendit sur le toit de son écurie et s'échappa par son jardin. Le citoyen Frédéric-Antoine Lang, graveur au Locle, a reconnu parmi les hommes qui ont pris part à cet attentat, le maître sellier Sagne, qui était à cheval. — Interrog. du Locle, pages 44, 34.

XXXVIII

Lucien Sandoz, fils de feu Henri-Frédéric, âgé de 31 ans, fabricant d'horlogerie, du Locle et y domicilié, ancien second sous-lieutenant d'infanterie, s'est rendu à l'Hôtel-de-Ville du Locle pour se mettre sous les ordres du colonel Pourtalès, qui l'envoya dans la maison Dorval pour s'assurer si l'on n'y fondait pas des balles et préparait des armes. Il fut aussi envoyé chercher les clefs de la poudrière chez Calame-Gillabert, enfonça la porte de la maison qu'il habite, et porta les clefs à l'Hôtel-de-Ville où il les remit à M. de Pourtalès.

Il exécuta aussi l'ordre de faire fermer les auberges, ainsi que le cercle des Envers.

Plus tard, il est resté avec la compagnie que le capitaine Matile commandait.

A Peseux, le colonel Pourtalès donna l'ordre à Sandoz de prendre 20 hommes et d'aller débusquer les carabiniers républicains, ce qu'il fit. Il remit ces carabiniers au lieutenant Ulysse Roulet.

Au château de Neuchâtel, il assista au conseil des officiers, puis le colonel Pourtalès l'envoya en parlementaire prévenir les troupes républicaines que le Château était rendu aux Commissaires fédéraux et qu'ils pouvaient en prendre possession. (Nous avons exposé plus haut comment il s'est acquitté de cet ordre.) Il monta avec la troupe et fut fait prisonnier. Nous avons déjà mentionné plus haut la conduite honorable de Lucien Sandoz à l'égard des troupes républicaines. — Enq. pages 342, 388, 493.

XXXIX

Ulysse Henri Roulet, âgé de 42 ans, originaire de la Sagne, fabricant d'horlogerie, domicilié au Locle, sous-lieutenant de carabiniers, a reçu le 2 septembre une lettre signée du colonel Pourtalès, renfermant un ordre du jour qui ordonnait la levée en masse, au nom du Roi. Ayant en 1847, en sa qualité d'officier, prêté serment au Roi dans la main de M. de Pfuel, Roulet se considérait comme obligé de se soumettre à l'ordre reçu. Il se rendit à deux heures de la nuit à l'Hôtel-de-Ville du Locle, où il rencontra le colonel Pourtalès qui lui donna un commandement. Il organisa une compagnie de 125 hommes environ, et, sous les ordres du capitaine Ibbetson, il alla jusqu'au Crêt, revint sur le Locle et partit avec la colonne pour la Sagne.

A Peseux, Roulet commandait, comme auparavant, l'arrière-garde. Une partie de l'aile gauche de la colonne pénétra, à ce que Roulet raconte, dans la cour de la maison où l'on avait fait prisonniers les 40 carabiniers républicains. Entendant les cris et voyant les armes s'abaisser contre les carabiniers, Roulet s'élança assez à temps pour relever d'un coup de sabre les armes et protéger la vie de ces républicains. Il fut appelé traître et menacé de subir le même sort. Il ouvrit, à ce qu'il affirme, son manteau, et dit à ses soldats que puisqu'ils ne respectaient plus leur chef, ils pouvaient le fusiller aussi.

Ulysse Humbert, lieutenant, reconnaît que c'est à Lucien Sandoz et à Ulysse Roulet que ses carabiniers doivent la vie.

Roulet les amena au château de Neuchâtel.

Pendant la nuit, Roulet a assisté à une séance des royalistes au sujet d'une communication des Commissaires fédéraux.

Etant sorti du Château avant la prise, Roulet fut caché dans une maison de Neuchâtel jusqu'au 9 septembre, où il alla se constituer.

Roulet explique, dans son interrogatoire, que sa participation au mouvement est due à son profond attachement et à son affection personnelle pour le Roi de Prusse.

En 1833, son père, qui était alors dans une position gênée, demanda le Roi (qui n'était alors que Prince royal) pour parrain de l'un de ses frères. En 1836 son père mourut laissant une

nombreuse famille. Le Roi accorda à la famille Roulet un subsidé de 24 ducats et fit à son filleul une rente de 12 ducats qu'il paya jusqu'en 1848. — Enq. pages 132, 165, 495.

XL

Julien Magnin, fils de Henri-François, âgé de 35 ans, de Coffrane, lieutenant, domicilié au Locle, était en fuite et s'est constitué le 7 octobre 1856.

Il a reçu le 2 septembre une proclamation, et s'est joint au mouvement. Il était avec la colonne Pourtalès. Au Locle, il a reçu l'ordre d'opérer la saisie de la caisse municipale. Il est sorti du Château jeudi matin, au commencement de la fusillade. — Enq., page 760.

XLI

Charles-Frédéric Jacottet, fils de Pierre-Louis, âgé de 32 ans, fabricant d'horlogerie, domicilié au Locle, a fonctionné comme lieutenant dans la colonne Pourtalès.

Au Locle, il était le chef d'une patrouille. Il fut chargé de commander l'avant-garde de la colonne qui devait marcher sur la Chaux-de-Fonds. S'apercevant qu'il n'était pas suivi par la colonne, il revint pour commander un peloton (l'arrière-garde) jusqu'à la Sagne. Là, il reçut l'ordre de conduire son peloton en avant, et resta à l'avant-garde jusqu'à son entrée au Château.

Par ordre du colonel Pourtalès, il arrêta aux Grattes un caporal de gendarmerie.

A Peseux, il suivit les ordres de Géliou.

Au Château, il fut occupé aux détails de son service et a assisté au conseil des officiers. Il reçut l'ordre de se rendre auprès des Commissaires fédéraux à l'hôtel des Alpes, et remit sa dépêche à M. Frey-Hérosée. Retournant au Château, il remit la réponse des Commissaires au colonel Pourtalès.

Lors de l'arrivée des troupes républicaines, Jacottet alla sur la Terrasse et au Donjon pour empêcher qu'il ne fût répondu au feu. Il fut fait prisonnier au Château. — Enq., pages 447, 448, 598.

XLII

Edouard-Henri Breguet, fils de feu Georges, âgé de 64 ans, de Neuchâtel et y domicilié, ancien capitaine d'artillerie, déclare qu'il est monté le mercredi matin au Château en costume bourgeois et sans arme. Il reçut un sabre au Château du lieutenant-colonel de Meuron.

Il ne s'est pas battu et est déjà parti du Château à 3 heures du matin. — Enq. page 223.

XLIII

Constant Monard, fils d'Henri, âgé de 50 1/2 ans, des Ponts, ancien capitaine, horloger, domicilié aux Ponts, déclare que le mardi dans la soirée il a été invité à marcher aux Ponts, par Adamir Huguenin qui lui a montré la proclamation de Pourtalès. N'étant pas d'avis qu'on bougeât, il décida d'envoyer à la Sagne pour savoir ce qui s'y passait, sur quoi on lui rapporta que c'était le Roi qui ordonnait de marcher, et là-dessus il a marché avec ses gens. Les officiers qui commandaient avec lui étaient Emile Huguenin et Emile Lambelet. (Ce dernier a été tué devant le Château.)

Il s'est mis en marche de grand matin et est arrivé avec ses gens au Locle vers les six heures. Pourtalès les reçut devant l'Hôtel-de-Ville et leur toucha la main.

Avant le mouvement il n'avait aucune connaissance d'un ordre de marche; il savait, à ce qu'il déclare, par *ouï-dire*, que la diplomatie s'occupait de leur affaire. Cependant quelques semaines auparavant, le régent Grisel lui avait dit que ce mouvement devait avoir lieu, mais qu'il avait été renvoyé. — Enq. pages 302, 585, 464.

XLIV

Albert Matile, âgé de 42 ans, de la Sagne, horloger, ancien capitaine, domicilié au Locle, s'est joint au mouvement après que dans la nuit il eut été informé que M. Pourtalès agissait au nom du Roi. Il a marché en qualité d'officier et a commandé une compagnie de la colonne Pourtalès. — Enq. p. 339, 422, 444, 349, 248.

XLV

Sylvain Thiébaud, fils de feu Charles-Frédéric, de Brot et des Ponts, âgé de 38 ans, pierriste, domicilié au Locle, sergent-major de carabiniers, s'est armé croyant réellement que le pouvoir du Roi de Prusse se rétablissait de nouveau dans le Canton.

Le 3 septembre, à 3 heures du matin, il reçut l'ordre (de Bernard de Géliou) de prendre avec lui 20 hommes, d'aller au Col-des-Roches, de désarmer le poste de gendarmerie et de prendre possession du bureau des péages et de la poudrière, en prévenant le buraliste que le pays rentrait sous la domination du Roi de Prusse. Thiébaud déclare avoir pris les vingt hommes et ordonné aux gendarmes de rester tranquilles, sans les désarmer. Il s'empara de la poudrière avec le lieutenant Mercier qui lui en apporta les clefs. Plus tard il fut remplacé par un autre détachement et revint avec ses vingt hommes au village, d'où il rejoignit la colonne. Il a appris plus tard que Jules Dubois doit avoir porté à Lucien Weber, chef de poste, l'ordre de jeter la poudre dans le *Bied*, cours d'eau qui traverse le Locle. On lui a dit que c'est le major Perrenoud qui aurait donné cet ordre.

Lors de l'affaire de Peseux, Sylvain Thiébaud aurait sauvé la vie à un nommé Alphonse Jequier, carabinier républicain. — (Lettre du colonel Denzler du 5 septembre 1856.) — N° 24. — Enq. p. 58, 772, 975.

XLVI

Aimé-Henri Cuche, âgé de 32 ans, du Pâquier, horloger, domicilié rière le Pâquier, a fait partie de la colonne qui s'est emparée de l'Hôtel-de-Ville à Neuchâtel. Il était là comme sous-lieutenant. Constant Comtesse l'a engagé à marcher, lui ayant donné connaissance du mouvement deux jours avant. Il a placé les sentinelles devant l'Hôtel-de-Ville. — Enq., p. 701.

XLVII

Louis Gabus, fils de feu Félix-Henri, âgé de 33 ans, du Locle, horloger, demeurant au Locle, a été informé mardi soir, par Gustave Jacot, qu'il y aurait un mouvement. Le dit Jacot

l'assurait que la Suisse avait été sommée de ne pas bouger, que les Français occuperaient la frontière et qu'on était assuré de la réussite du mouvement. Gabus alla chez William Jacot à la tête d'un peloton d'hommes armés pour lui réclamer des munitions. Il est aussi entré avec Lucien Sandoz au domicile du préfet du Locle, avec des hommes armés qui ont enfoncé deux portes pour se faire livrer les clefs de la remise où les canons se trouvaient. D'après l'ordre de Géliou, il se rendit chez Henri Roulier pour le sommer de fournir quatre chevaux, ce qu'il fit.

Interrog. Locle, page 36.

XLVIII

Frédéric Jeanneret-Robert, âgé de 41 ans, des Ponts et du Locle, horloger, domicilié aux Ponts, a organisé un piquet sur l'ordre de Matthey-Doret et du Comité des Ponts. Il forma des postes et plaça des sentinelles, désarma des gendarmes, etc. — Enq. pages 743, 929.

XLIX

Henri Perrenoud, fils de feu Jean-Jacques, âgé de 62 ans, négociant, du Locle et y domicilié, major, déclare qu'il a consenti à prendre part au mouvement sur l'invitation de M. Jeanneret, notaire, qui se disait « Commissaire du Roi. » Il croit avoir entendu M. Pourtalès-Steiger dire que la « restauration était un fait accompli, » ajoutant que la Confédération était consentante. Perrenoud a porté le manuscrit d'une proclamation de Pourtalès chez l'imprimeur Courvoisier, au Locle. — Enq. pages 530, 556, 967.

L.

Charles-Frédéric Robert-Grandpierre, fils de feu Daniel, âgé de 66 ans, du Locle, domicilié sur le Crêt-du-Locle, horloger, ancien capitaine, s'est mêlé du mouvement parce que dit-il, c'est son opinion. Il était armé d'un sabre comme ancien officier, et a commandé la compagnie des Eplatures, composée d'une septantaine d'hommes. Il a arrêté plusieurs personnes qui passaient, et a invité Ami Dubois à prendre les armes.

Enq. 235, 510. (Conf. Gagnebin N° 28).

LI.

Adolphe Jacot, fils d'Edouard, âgé de 28 ans, horloger, du Locle, à la Sagne, reconnaît avoir distribué un grand nombre de cartes de convocation, que Louis-Auguste Humbert, ancien justicier à la Sagne, lui avait remises avec un billet indiquant la manière dont cette distribution devait être faite.

Enq. 412, 587.

LII.

François-Louis Favarger, fils de feu David-Louis, âgé de 47 ans, de Neuchâtel, notaire, domicilié au Locle, assure n'avoir eu aucune connaissance du projet d'insurrection. Il s'est levé, éveillé par le bruit, pendant la nuit. En arrivant à l'hôtel de ville, il vit le préfet Gorgerat exhortant une masse d'hommes et les engageant à rester dans l'ordre. Voyant que Gorgerat était serré de près, et en butte aux plus violentes menaces, Favarger détourna un coup de baïonnette qui allait lui traverser le corps.

Plus tard il monta à l'hôtel de ville où Pourtalès lui dit que le mouvement était une affaire entendue entre les Puissances et la Confédération. Pourtalès aurait aussi dit que *c'était une affaire commandée*. A l'hôtel de ville, Favarger fit l'entête d'une feuille pour inscrire les armes appartenant à l'Etat, que Pourtalès ordonnait de faire rentrer. Il écrivit aussi l'ordre dicté par Jeanneret, notaire, qui fit défense en sa qualité de commissaire du roi, à la maison de banque Martin et Pury, de délivrer aucun denier appartenant à la Municipalité ou à des corporations relevant de l'Etat. — Enq. 557, 958.

LIII.

Edouard Bovet, fils de feu Jean-Jacques, âgé de 62 ans, originaire de et domicilié à Neuchâtel, précédemment major de bataillon, a reçu communication du projet d'insurrection huit ou dix jours auparavant par de Gélieu, et la veille par le colonel de Meuron. De Gélieu lui a dit *que l'affaire se préparait, et qu'on avait des ordres de la Cour*. Une demi-heure après la prise du Château il y est monté. Pourtalès-Sandoz voulait le charger de

l'arrestation du préfet Matthey, mais il a refusé. Au Château, il a été chargé par de Meuron, de procurer des vivres à la troupe. Il a siégé avec les officiers et a pris part à la discussion relative aux demandes des commissaires fédéraux.

Enq. 110, 115, 634.

LIV.

Frédéric Jeanjaquet, fils de Ferdinand, âgé de 48 ans, négociant, de et à Neuchâtel, est monté au Château, mercredi matin et a exécuté quelques ordres de M. de Meuron, par exemple d'appeler Perrot, le président de l'administration de la Ville, de pourvoir à l'alimentation de la troupe. Il fit les démarches nécessaires en ville auprès des boulangers et des bouchers.

Enq 470.

LV.

Abram L'Épée, fils de feu Jean-Pierre, âgé de 71 ans, de Villiers, ancien justicier, domicilié à Villiers, a reçu la lettre de Comtesse, mentionnée plus haut, et l'a communiquée à d'autres personnes pour les engager à prendre part au mouvement dont il a aussi appris le projet par Henri Aubert, dans la semaine avant qu'il éclatât.

L'Épée a en outre engagé le citoyen Henri Cachelin à marcher, et à donner l'ordre au citoyen Louis Vauthier, de se rendre à Neuchâtel pour appuyer le mouvement.

Enq. pages 705, 434, 157.

LVI.

Philippe Gretillat, fils de feu Henri-François, âgé de 47 ans, ancien capitaine, de et à Coffrane, s'est constitué volontairement. D'après les renseignements de l'enquête, il doit avoir pris une grande part au mouvement, soit en répandant des proclamations, soit en engageant ses concitoyens à s'armer et à partir, soit en les conduisant. Il a avoué être venu au Château avec une troupe d'hommes, et avoir reçu l'ordre de les convoquer, soin qu'il a, à ce qu'il dit, laissé à un jeune homme qui en a parlé à ses camarades. — Enq. 225, 308.

LVII.

Numa Descombes, âgé de 24 ans, du Locle, horloger, domicilié au Locle, devant se trouver en qualité de frater d'un bataillon neuchâtelois à Colombier pour entrer au service de la Confédération, est descendu, mais au lieu d'aller à Colombier, il s'est joint à la colonne royaliste et a pris part à des scènes de désordre à Peseux, comme un des instigateurs que nous avons déjà mentionnés plus haut. Descombes a été vu à Peseux au centre d'un groupe de quelques hommes auxquels il dit, qu'il savait que Auguste Bonhôte cachait chez lui des carabiniers, qu'il les trouverait bien pour apporter leurs cerveaux au château de Neuchâtel. (Les Sagnards firent effectivement une fouille chez Bonhôte). Descombes, qui a fait son apprentissage à Peseux, doit avoir conduit les Sagnards dans les maisons de ce village qu'il leur désignait. Il a menacé aussi le maréchal Ramseyer en entrant dans sa forge.—Enq. p. 42, 446, 332, 307, 30, 333.

LVIII.

Philippe Jeanneret, fils de feu Frédéric-Louis, âgé de 64 ans, du Locle, ancien émailleur, président du Conseil municipal des Eplatures, avoue avoir participé au mouvement en distribuant des munitions, en faisant partie du comité insurrectionnel des Eplatures avec Auguste Girard et le pasteur Gagnebin, et en arrêtant des gens qui passaient. — Enq. 475. Auditions de la Chaux-de-Fonds, p. 44.

LIX.

Jules-Adamir Huguenin, âgé de 54 ans, du Locle, horloger, demeurant aux Ponts, a fait partie du comité insurrectionnel qui siégeait aux Ponts chez Ami Perrin, et a aidé à organiser un piquet avec ordre d'intercepter toute correspondance. Ce comité a aussi arrêté un guide. — Audit. Locle, p. 40. Enq. p. 546.

LX.

Henri Gretillat, fils de Henri-François, âgé de 56 ans, cultivateur, ancien justicier, membre du Grand-Conseil, domi-

cilié à Coffrane, a envoyé une dépêche au colonel Pourtalès au Locle, l'informant que le château de Neuchâtel était pris par les royalistes. Gretillat avoue avoir rempli cette commission, en ajoutant à sa lettre la question, si Pourtalès a aussi réfléchi aux conséquences qui résulteraient d'une entreprise aussi hasardeuse que téméraire, qui attirera inévitablement des maux sur le pays. — Le porteur de cette dépêche, Jules Wuthier, ne trouvant pas M. Pourtalès, l'a déchirée.

Gretillat a reçu un paquet de proclamations, dont il donna deux à sa femme, qui alla les afficher dans la pinte. Il donna aussi des proclamations à deux individus (Louis Perregaux et Fritz Mairet), en leur disant d'aller les afficher à la Couronne et dans la pinte de Jules Frasse.

Gretillat a prêté serment à la République comme membre du Grand-Conseil. Il se trouve en détention. — Enq. 994. 999. 993. 1009. 1010.

LXI.

Charles-Auguste Matthey de l'Etang, fils d'Auguste, âgé de 41 ans, de la Brévine et du Locle, membre du Grand-Conseil, domicilié à la Brévine, raconte qu'il a été invité à se réunir aux hommes de ce village pour aller au Locle, attendu que le Roi reprenait le pays, et que la Confédération y consentait. Lorsque la troupe eut passé devant chez lui, il se décida à se rendre au Locle, mais, comme il dit, seulement pour voir ce qui s'y passait. Il prit cependant son fusil de chasse et son carnier, et arriva au Locle au commencement du jour. Lorsque la colonne de la Chaux-de-Fonds s'approcha, il sortit du Locle avec la colonne royaliste qu'il quitta plus tard. — Enq. p. 970. 972. 976.

LXII.

Jean-Louis Perret, fils d'Abram, âgé de 36 ans, vigneron à Neuchâtel, aurait, selon le rapport de la préfecture, éveillé tout le quartier des Chavannes, au cri de : Vive le Roi ! et proferé des propos insultants contre le gouvernement de la République. Il a participé aussi à l'arrestation des conseillers d'Etat, Piaget et Jeanrenaud-Besson. — Enq. 444. 468.

LXIII.

Jämes Huguenin, fils de Frédéric-Guillaume, notaire à la Brévine, a été invité par l'ancien maire Matthey-Doret à former un comité et à arborer le drapeau orange, noir et blanc au clocher de la Brévine, ce qu'il fit. Il a envoyé aussi des estafettes au Locle, pour voir ce qui s'y passait. — Audit. Locle, p. 39. Enq. 554.

LXIV.

Constant Matthey-Doret, fils d'Abram-Louis, âgé de 45 ans, mécanicien, fabricant de filières, domicilié à Bémont, a reçu l'ordre adressé aux royalistes des montagnes de se lever en masse dans la nuit du 2 au 3 septembre. Cet ordre, signé Pourtalès, colonel, date du 29 août 18⁶⁶, à la Mettlen près Berne. Il a fait voir cet ordre à ses concitoyens, et s'est rendu à la Brévine. L'ordre lui a été remis par Louis Matthey de l'Etang.

Il a arrêté M. Courvoisier, conseiller de préfecture. Ibbetson et Matthey-Doret lui ont fait écrire une proclamation annonçant le mouvement. — Enq. p. 204. 402. 4042.

LXV.

Edouard-François Mercier, âgé de 37 ans, de Neuchâtel, avocat, domicilié au Locle, fut chargé par le colonel Pourtalès-Steiger (qui l'invita à prendre part au mouvement, en lui disant que c'était au nom du Roi qu'il agissait) d'une mission pour la surveillance de la poudrière. Au retour il fut invité à commander l'artillerie. Il déclare qu'il ne s'en souciait guère. Cependant il se fit prêter un sabre, et marcha avec la colonne jusqu'à la Sagne, où après avoir réfléchi à cette affaire, il s'échappa en quittant sa troupe. — Enq. 247. 302.

LXVI.

Aimé-Louis Bovet-Sacc, âgé de 62 ans, de Neuchâtel et Boudry, domicilié à Areuse, ancien négociant, a eu connaissance du projet d'insurrection, comme il dit, une huitaine de

jours à l'avance. Le jour de l'insurrection, il a fait appeler le préfet de Boudry, M. H.-E. Dubois, pour le prier de ne rien faire contre le mouvement et de ne pas faire répandre du sang, vu que c'était une affaire terminée. Le préfet cependant donna les ordres nécessaires, et Bovet-Sacc insista pour engager le préfet à ne pas faire partir la milice, ajoutant qu'il (Dubois) était dans la même position que lui (Bovet) qui en 1848 était commandant militaire. Invité à se retirer, Bovet-Sacc, malgré des avis réitérés, se transporta chez le chef militaire, auquel il fit les mêmes représentations, il voulut parler à la population et fut arrêté par le préfet. — Enq. p. 24. 32.

LXVII.

Isaac-Henri Perret-Jeanneret, âgé de 62 ans, du Locle et de la Brévine, pendulier, demeurant au Locle, a exécuté l'ordre du colonel Pourtalès, de procurer du vin et 1500 livres de pain chez les boulangers du Locle. Il veut avoir fait cela dans le but de tranquilliser les gens armés, et d'éviter des violences de leur part. Il a aussi rempli les fonctions de secrétaire à l'hôtel-de-ville du Locle, pour aider M. Favarger, notaire. — Audit.Locle, p. 57.

LXVIII.

Jules-Frédéric Perrin-Robert, âgé de 46 ans, horloger des Ponts, a fait partie du comité insurrectionnel aux Ponts. — Audit. Locle, p. 58. Enq. 548.

LXIX.

Jämes Robert-Nicoud, âgé de 31 ans, faiseur de secrets, du Locle, demeurant au bas du Crêt-Vaillant, a fait des patrouilles au Locle, et accompagné des hommes armés pour aller chez Calame Gilabert prendre les clefs de la poudrière du Col-des-Roches. Ils ont enfoncé la porte d'entrée du domicile de Calame. Il a arrêté deux personnes et a fait partie de la colonne qui se rendit sur le Crêt du Locle. — Audit. Locle, p. 61.

LXX.

Philippe Reinbold, naturalisé Neuchâtelois, horloger,

domicilié au Locle, raconte que par l'intermédiaire du comité électoral il a été prévenu qu'un mouvement royaliste devait s'opérer, que le Roi ordonnait le mouvement, que la Confédération recevrait une note du Roi, ensuite de laquelle, si elle intervenait dans les affaires de Neuchâtel, les troupes allemandes entreraient en Suisse.

Reinbold était chef de quartier, et en cette qualité il a prévenu un certain nombre d'habitants du Locle au sujet du mouvement.

Il était armé et a aussi été à Peseux et au château de Neuchâtel. — Enq. p. 452.

LXXI.

François-Louis Jeannet, âgé de 63 ans, des Ponts, peintre de cadrans, était président du comité insurrectionnel aux Ponts. En cette qualité il a aussi informé les quartiers environnants de ce qui se passait. — Audit. Locle, p. 45. Enq. p. 550.

LXXII.

Auguste - Sylvain Matthey-de-l'Endroit, fils de Charles-Frédéric, du Locle, âgé de 34 ans, agriculteur, domicilié à la Brévine, est assesseur de paix, et a en cette qualité prêté serment à la République. Néanmoins il s'est armé et a suivi la colonne insurrectionnelle. Un drapeau prussien flottait chez lui; il ne veut pas l'avoir placé. — Enq. p. 4003.

LXXIII.

Frédéric Montandon, fils de feu Pierre-Frédéric, âgé de 56 ans, du Locle, horloger, domicilié à la Chaux-du-Milieu, a formé et présidé un comité insurrectionnel à la Chaux-du-Milieu sur l'ordre de Matthey-Doret. Il fit arborer le drapeau prussien. — Audit. Locle, p. 52. Enq. p. 554.

LXXIV.

Louis-Théophile Prince, fils d'Elie, de Neuchâtel et de St-Blaise, négociant, domicilié à Neuchâtel, ancien officier, s'est armé et est allé au Château. Il a fait une patrouille en ville avec un peloton qu'il commandait. — Enq. p. 474.

LXXV.

Augustin Perret, fils d'Aimé, âgé de 37 ans, horloger, de et à la Sagne, a pris part au mouvement comme sous-lieutenant, et s'est mis en uniforme. Il a coopéré à la prise du Château, posé des sentinelles, etc. — Enq. p. 344.

LXXV.

Louis-Constant Vuille, fils de Charles-Eugène, âgé de 45 ans, de la Sagne, horloger à Miéville, a marché sur l'ordre du capitaine Fabry, et a coopéré à l'arrestation de M. Aimé Humbert, conseiller d'Etat. — Enq. p. 439.

LXXVI.

Félix-Henri Vuille-dit-Bille, ancien justicier à la Sagne, était un des principaux meneurs du lieu. Il se donna le titre de commissaire du gouvernement provisoire. Il a donné l'ordre au régent Frédéric Gretillat de faire la publication des proclamations à quatre endroits différents.

Interrog. La Chaux-de-Fonds, pages 49, 25, 50.

LXXVIII.

Eugène Courvoisier, imprimeur, âgé de 54 ans, du et au Locle, déclare que le mercredi 3 septembre à 6 heures du matin, M. Henri Perrenoud lui a remis une proclamation de M. Pourtalès, (la proclamation de la Sagne, 2 septembre, commençant : Avec Dieu, pour le roi et la patrie, etc.) Il en a imprimé deux exemplaires pour épreuves, et un certain nombre de pièces. En faisant servir son imprimerie à l'impression de cette pièce, Courvoisier n'a pas pensé, à ce qu'il explique, qu'il se rendait complice du mouvement insurrectionnel, attendu qu'en 1848, lorsque le parti républicain eut la victoire, M. Grandjean, le président du comité républicain le fit appeler pour imprimer des proclamations républicaines. Courvoisier était alors avec son père, et ils firent quelques observations, disant qu'ils craignaient de se compromettre. Le président du comité leur répondit qu'ils n'avaient rien à craindre, que c'était l'autorité qui leur ordonnait de le faire, et qu'au contraire, s'ils

refusaient, cela pourrait être envisagé comme un acte de rébellion, qui pourrait être puni plus tard.

Lorsque Henri Perrenoud lui apporta le manuscrit de la proclamation de Pourtalès, Courvoisier se souvint des paroles de M. Grandjean.

M. Perrenoud lui aurait dit que l'impression de la proclamation royaliste était ordonnée par le comité qui siégeait à l'hôtel de ville, et sur cela, Courvoisier ne fit aucune difficulté de s'en charger. La veille, il avait refusé, dit-il. — Enq. pages 538. Lettre de Courvoisier au Juge d'ordre, du 3 octobre 1856, (Tome II, n° 64).

LXXIX.

Justin Grisel, de Travers, âgé de 33 ans, instituteur aux Ponts, a fonctionné comme secrétaire du comité insurrectionnel de ce village. Il fit une copie de la proclamation de Pourtalès, des passavants pour des marchands qui se trouvaient aux Ponts, et une pièce pour annoncer la mission de Matthey-Doret.

Enq. page 620.

LXXX.

Emile-Auguste Grether, fils d'Auguste, âgé de 27 ans, conseiller de commune de la Brévine, s'est armé et a marché dans la colonne du capitaine Ibbetson. Lorsqu'il a été nommé conseiller de commune, il a prêté serment au gouvernement républicain. — Enq. page 983.

LXXXI.

Auguste-Henri Junod, âgé de 59 ans, de Neuchâtel, rentier, propriétaire, ancien major à Neuchâtel, déclare sur l'honneur qu'il n'a pris aucune part au mouvement. Cependant le témoin Henri Convert, concierge des prisons, et sa femme, l'ont vu aider à placer le drapeau prussien sur la tour des prisons, portant un brassard noir et blanc, fait qui est contesté par Junod.

Il était aussi au Château, et a eu des conversations avec MM. de Meuron et de Wesdehlen. Il portait sa médaille à la boutonnière. — Enq. pages 572, 580.

LXXXII.

Charles-Frédéric de Perrot, âgé de 36 ans, de Neuchâtel, avocat, précédemment président du Conseil administratif de la ville de Neuchâtel, raconte que le mercredi matin, étant en ville, où il avait passé la nuit, il fut réveillé, et le colonel de Meuron le fit demander au Château et lui dit de continuer ses fonctions pour lesquelles des officiers lui seraient adjoints. Perrot descendit à l'hôtel de ville, où il fit assembler le Conseil administratif. Deux réquisitions furent adressées au Conseil, lequel fut, à ce que Perrot déclare, dans l'obligation d'obtempérer aux demandes qui lui étaient adressées. A l'arrivée des Commissaires fédéraux, Perrot se rendit auprès d'eux, et après une conférence, retourna à l'hôtel de ville. La mesure que les Commissaires conseillaient était de réunir un certain nombre de citoyens à l'hôtel de ville. De Perrot cependant ne l'exécuta pas, le colonel de Meuron s'y étant opposé. Dès lors le Conseil administratif dont la majorité avait l'air de sympathiser avec les insurgés, siégea en permanence à l'hôtel de ville. Dans les procès-verbaux des délibérations de ce Conseil aucune protestation n'est inscrite contre les demandes des insurgés. Perrot ajoute que, quant aux fournitures de vivres faites aux soldats, il les a faites pour éviter du tumulte (?) et que des réquisitions de matelas, de lanternes, de cuillères et de fourchettes, adressées par M. de Meuron ou ses officiers furent refusées.

Un bon pour 25 livres de fromage et un autre pour 400 bouteilles de vin ont été signés par de Perrot, au nom du Conseil administratif de la bourgeoisie. (Tome I, n° 469, 470).

Enq. pages 988, 989.

Outre ces 82 prévenus, le Juge d'instruction fédéral propose la mise en état d'accusation des 562 autres personnes qui se sont plus ou moins compromises dans l'insurrection, soit en portant les armes comme simples soldats ou sous-officiers, soit en rendant des services, et en exécutant les ordres des chefs des insurgés.

Il résulte de l'enquête que la plupart de ces individus ont été fanatisés, entraînés et trompés par de faux bruits qu'on répan-

dait, comme par exemple, que les Puissances et la Confédération étaient d'accord, que la Confédération ne bougerait pas, que les Français étaient à la frontière pour appuyer le mouvement, que c'était une affaire réglée, etc. Plus de 600 personnes ont été entendues et mises en prévention. Cependant quelques centaines d'individus qui ont pu s'échapper avant et lors de la reprise du Château n'ont pas été entendus. Il a été impossible au magistrat informateur d'établir des listes complètes de toutes les personnes qui ont pris part au mouvement. Le temps ne le permettait pas. Nous laisserons donc en suspens la question de la culpabilité de tous les prévenus de la seconde catégorie, et nous nous bornerons à soumettre à la Chambre d'accusation nos conclusions relativement à la mise ou à la non-mise en accusation des personnes mentionnées dans ce rapport, tout en réservant nos conclusions relativement aux autres.

Quant à Gustave Jeanneret, âgé de 25 ans, pivoter, originaire de et domicilié à la Chaux-du-Milieu, il a reconnu avoir marché avec la colonne royaliste, et avoir tiré aux Eplatures, un coup de feu chargé à balle, avec intention, contre une femme inoffensive, madame Bessert, mère de 6 enfants. Il fut immédiatement arrêté, désarmé et conduit au Locle, par ordre du capitaine Ibbetson. Il s'échappa des prisons du Locle et se réfugia sur le territoire français, d'où il fut renvoyé par le Commissaire de police de Morteau. Jeanneret accuse son beau-frère, Philippe-Henri Matthey, laboureur au Cachot, de l'avoir excité à commettre ce meurtre en disant: « Écoute voir, celle-ci ce qu'elle dit, lâches-y ton coup, » fait qui est contesté par Matthey. (Enq. pages 944, 945, 980, 978.)

Comme le crime à la charge des prénommés Jeanneret et Matthey constitue un fait prévu et réprimé par le droit commun, que dès lors les prénommés doivent être poursuivis à teneur des lois pénales du canton de Neuchâtel, que d'ailleurs ces individus appartiennent à la catégorie des entraînés en ce qui touche leur participation à l'insurrection royaliste, le Procureur général, de concert avec le Juge d'instruction, a ordonné leur renvoi à l'autorité cantonale compétente, ce qui a été communiqué au président du Conseil d'Etat du canton de Neuchâtel.

Sur la liste des prévenus contre lesquels le juge d'instruction estime qu'il y a lieu à suivre, ne figurent pas les prévenus

suivants : N° 23, Armand-Frédéric de Perregaux , ancien conseiller d'Etat, et n° 29, Frédéric de Chambrier, précédemment chancelier provisoire de la Principauté. Le procureur général estime qu'il y a assez d'indices contre ces deux prévenus pour motiver la mise en état d'accusation. Tous les deux , quoiqu'ils ne fussent pas armés le 3 septembre 1856, ont fait leur possible pour préparer ce qu'on appelle la restauration. Perregaux voulait détacher le canton de Neuchâtel de la Suisse (n° 243. 235) et demander l'intervention des puissances (n° 242) en 1854. Il a été avec les insurgés le 3 septembre. Il a cherché à influencer d'une manière illicite sur des élections prescrites par la législation fédérale. (Code pénal fédéral, art. 49.) De Chambrier en sa qualité de chancelier de la Principauté s'est fait payer par le Roi de Prusse , pour entretenir le royalisme dans le pays de Neuchâtel, soit une insurrection permanente contre les institutions et le régime de la République , garantis par la Constitution fédérale. Il a préparé la restauration par de nombreuses correspondances. Il a connu d'avance le projet de l'insurrection.

Nous croyons aussi que la mise en état d'accusation est suffisamment motivée contre les personnes suivantes, qui ne figurent pas non plus sur la liste du Juge d'instruction , savoir : N° 77, *Eugène Courvoisier*, imprimeur au Locle , qui a imprimé une proclamation insurrectionnelle (comme Wolfrath) , — et contre n° 82, *Charles-Frédéric de Perrot*, président du Conseil administratif de la ville de Neuchâtel, qui en signant des bons pour des vivres, en obtempérant aux demandes des insurgés, a facilité sciemment la perpétration du délit, et doit être envisagé comme complice conformément à l'art. 24 du code pénal.

Le Procureur général estime que plusieurs autres prévenus dont les noms figurent sur la liste du Juge d'instruction dans la première catégorie , pourraient être classés dans la seconde, soit dans la catégorie des entraînés, relativement auxquels on laissera en suspens la question de leur culpabilité jusqu'à ce que le jugement soit rendu contre les auteurs et complices principaux.

Quant au prévenu comte Henri de Pourtalès-Gorgier , contre lequel le Juge d'instruction a proposé la mise en état d'accusation, le ministère public estime qu'il n'y a pas lieu à poursuivre l'affaire. Il est prouvé que Pourtalès-Gorgier est resté complètement étranger à la politique, qu'il s'est occupé le 2 septembre

de ses affaires particulières. Le seul fait qui est à sa charge, c'est qu'on a trouvé quelques proclamations royalistes dans sa voiture. Mais il n'est pas établi qu'il en a répandu ou voulu répandre dans le *but de favoriser l'insurrection*. Il n'y a donc ni délit *consommé*, ni *tentative* d'un délit, parce que le prévenu n'avait pas l'intention de le commettre, qu'il n'y a pas eu *dol*, et que le prévenu n'a pas fait un acte extérieur qui pourrait être envisagé comme un commencement d'exécution d'un délit (code pénal fédéral, art. 41. 43. 44).

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION,

Vu l'arrêté du Conseil fédéral Suisse du 4 septembre 1856,

Vu l'enquête dressée à Neuchâtel et les conclusions du Juge d'instruction fédéral du 42 novembre 1856, en application des articles 37, 45, 52, 73 litt. d. et 49 du Code pénal fédéral du 4 Février 1853 ;

Considérant que les prévenus n° 1 jusqu'à n° 82, à l'exception du n° 26, sont inculpés chacun dans sa sphère, soit comme auteurs, soit comme complices, les uns d'avoir tenté de mettre une partie du territoire de la Confédération Suisse (le canton de Neuchâtel) au pouvoir ou dans la dépendance d'une puissance étrangère (le roi de Prusse), les autres, d'avoir cherché même à séparer ce Canton de la Suisse, et d'avoir engagé des souverains étrangers, des personnes haut placées dans la diplomatie ou dans les ministères de Puissances étrangères (de la Prusse et de la Russie) à s'immiscer d'une manière dangereuse dans les affaires intérieures de la Confédération. (Art. 37 du Code pénal fédéral) ;

Considérant que les mêmes prévenus ont participé, les uns comme auteurs, les autres comme complices, à une entreprise ayant pour but de renverser de vive force la Constitution fédérale dans un de ses principes fondamentaux, savoir dans l'exercice des droits politiques d'après les formes républicaines (Art. 4, 5, 6, etc., de la Constitution fédérale, art 45 du Code pénal fédéral), et de renverser en même temps la Constitution républicaine d'un Canton, garantie par la Confédération ;

Considérant que cette entreprise a été la cause ou la conséquence de troubles qui ont amené une intervention armée de la Confédération. (Art. 52 du Code pénal fédéral.)

Considérant que les faits et les auteurs sont constatés dans l'instruction jusqu'à l'évidence, et que ces moyens de preuve sont réunis autant qu'il est nécessaire pour assurer la marche non interrompue des débats ;

Considérant que les assises fédérales sont appelées à connaître des crimes et des délits politiques qui ont été la cause ou la conséquence de troubles amenant une intervention fédérale armée. (Code pénal, art. 73 litt. d.) ;

Considérant qu'il est matériellement impossible de renvoyer devant les assises à la fois un aussi grand nombre de prévenus et qu'il est préférable que les auteurs et complices principaux soient jugés avant les individus qui ont été entraînés, et dont la mise ou la non-mise en état d'accusation restera en suspens ;

Considérant que les indices constatés à la charge du prévenu comte *Henri de Pourtalès-Gorgier* sont absolument insuffisantes pour motiver la mise en état d'accusation et de nature à laisser prévoir l'inutilité des débats devant les assises,

Conclut

à ce que la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral veuille statuer ce qui suit :

I. — Les prévenus mentionnés ci-dessus n° 1 jusqu'à n° 25, et n° 27 jusqu'à n° 82 sont mis en état d'accusation et seront renvoyés devant les assises fédérales du premier arrondissement qui se réuniront à Neuchâtel.

II. — Les prévenus en fuite seront cités à comparaître à terme fixe, conformément à l'art. 134 de la loi sur la procédure pénale fédérale.

III. — La poursuite est écartée contre le prévenu n° 26, comte *Henri de Pourtalès-Gorgier*, qui cependant n'aura pas à réclamer une indemnité, vu qu'il a occasionné lui-même son arrestation.

IV. — La poursuite contre le grand nombre d'individus auxquels les conclusions du ministère public ne s'étendent pas, restera en suspens.

Berne, le 9 décembre 1856.

Le Procureur-général de la Confédération,

AMIET.

